

**Directeur : Jacques Falivet**

LIBR PAGE 12

Comme André Amaruk, les dissidents soviétiques sauront désormais que pour être reçus en audience par la République française, il leur faut emprunter l'escalier du service, où un fonctionnaire anonyme leur demandera d'expliquer à voix basse l'issue de leur visite.

Quant à M. Brejnev, nous ne pourrions l'accuser d'ingratitude dans les affaires intérieures de la France, puisqu'il n'a même pas eu besoin d'y donner de la voix pour que la souveraineté française (qui consiste à recevoir qui l'on veut chez soi) se fasse devant l'ambassade traditionnelle entre les peuples.

BERNARD CHARBIEU

BERNARD CHAPUIS



# AMÉRIQUES

## Brésil

### La police politique de Sao-Paulo aurait démantelé le parti communiste prochoinois

Rio-de-Janeiro. — La police politique de Sao-Paulo a adressé à la justice militaire un rapport sur les activités du parti communiste du Brésil (P.C.B.) de Sao-Paulo. Le rapport demande la mise en détention préventive de dix-huit militants, dont sept sont déjà sous les verrous, les onze autres étant « en fuite ». Il indique que plusieurs des accusés ont participé à la création d'un foyer de guérilla en 1972 dans le Haut-Araguaia.

Cette affaire a fait resurgir à Sao-Paulo un climat d'insécurité depuis un an. Les circonstances dans lesquelles les services de répression ont démantelé la direction du parti, le 15 décembre dernier, restent troubles. Neuf membres du comité central de l'organisation étaient réunis dans une maison d'un faubourg de Sao-Paulo lorsqu'ils furent encerclés par la police. Selon la version officielle, deux d'entre eux auraient été tués au cours d'un échange de coups de feu, un autre serait mort « reversé » par une voiture blindée en fuite. Deux autres auraient « disparu » et les quatre derniers auraient été arrêtés.

Cette version est contestée par les avocats et les familles des intéressés, ainsi que par de nombreux journalistes, qui estiment que MM. Pedro Fombar et Angelo Arroyo, deux des cinq membres de la commission exécutive du P.C.B., ont été en fait tués à coups de mitraillette lors de

De notre correspondant

l'assaut et n'ont pas eu le temps de réagir. Aucune certitude n'est avancée quant au véritable sort de José Batista Drummond, « reversé par une voiture », et de Jover Teles et Ramiro de Deus Bonifacio, portés « disparus », mais de nombreux précédents laissent craindre le pire.

En outre, la mère et les avocats d'un des militants emprisonnés, M. Aldo Arantes, qui appartenait à la commission exécutive du P.C.B. de B., ont porté plainte pour tortures. Dans une lettre adressée le 28 janvier au juge militaire chargé de l'instruction, la mère de l'accusé affirmait que, rendant visite à son fils, elle avait constaté qu'il s'asseyait et marchait avec difficulté et portait des hématomes sur les bras. Interrogé, M. Aldo Arantes aurait répondu qu'il avait été torturé la veille, de 9 heures du matin à 7 heures et demie de l'après-midi, dans les locaux des services de sécurité de la 1<sup>re</sup> armée.

Le 3 février, le commandant de la 1<sup>re</sup> armée, le général Gomes Monteiro, répondait à ce qu'il considérait comme des « accusations infundées » et des « calomnies ». Se fondant sur l'expertise médicale demandée par le chef de la police politique, le commissaire Sergio Fleury, ancien dirigeant de l'Escadron de la mort de Sao-Paulo, il repoussait les accusations de tortures et affirmait que les hématomes présentés par l'accusé étaient dus à son

« état pathologique » (M. Aldo Arantes souffre d'épilepsie). Le général Gomes Monteiro ajoutait que les accusations lancées contre les services de sécurité n'avaient pour but que de « dresser l'opinion publique ».

Le ton employé par le général n'a pas manqué d'énerver le commandant de la 1<sup>re</sup> armée, qui a été nommé en janvier 1976, pour mettre fin aux tortures et aux « suicides » qui se succédaient alors dans les locaux des services de répression. Il a réussi à maintenir le calme tout au long de l'année dernière. Il est remarquable que la première opération déclenchée par ses services contre une organisation clandestine ait été un tel échec.

Le sort des six militants du P.C.B. actuellement emprisonnés dans les locaux de la police politique de Sao-Paulo devait être décidé au cours de la deuxième semaine de février, par une mission du Mouvement international des juristes catholiques, organisation qui dépend de l'« Pax Romana », et dont le siège est à Paris. La mission, composée d'un avocat du barreau de Paris, M. Mario Stasi, et d'un magistrat, chef du service de la justice, M. Louis Joinet, n'a pas été autorisée à rendre visite aux prisonniers politiques. M. Mario Stasi a été interpellé par la police alors qu'il prenait l'avion à l'aéroport de Rio pour rentrer à Paris, et a été dépourvu de toute sa documentation (Le Monde du 15 février) pour avoir été en contact avec M. Joinet.

CHARLES VANHECKE

## Etats-Unis

### M. Carter prévoit un déficit budgétaire de 68 milliards de dollars

(Suite de la première page.)

Ainsi, comme l'avait laissé prévoir le secrétaire à la défense, M. Brown, le président Carter a dû s'accommoder des réalités et de l'opposition des chefs du Pentagone et procéder à un aménagement limité des dépenses militaires. Néanmoins, les changements apportés impliquent des options politiques significatives. L'ajournement des achats de bombardiers B-1 (dont au lieu de huit primitivement prévus pour l'année fiscale 1978), le ralentissement du programme de développement du nouveau missile terrestre MX et l'arrêt de la production des engins Minuteman 3 visent à encourager les Soviétiques à la négociation. En effet, le budget final, aussi en ce qui concerne les B-1 que les MX, est seulement ajourné : elle dépendra largement des progrès de la négociation SALT II, et de la latitude de Moscou. Les milieux du Pentagone se réjouissent notamment des déclarations de M. Carter, qui lors de sa conférence de presse du 8 février, invitait les Soviétiques à arrêter l'installation de leur nouveau engin SS 20, en laissant entendre que le gouvernement américain, par voie de réciprocité, arrêterait son propre programme des engins mobiles MX.

En fait, les chefs militaires estiment qu'étant donnée la puissance supérieure de l'engin américain, les MX ne seraient pas utiles. Les milieux du Pentagone, quant à eux, estiment que les MX ne seraient pas utiles. Les milieux du Pentagone, quant à eux, estiment que les MX ne seraient pas utiles.

En fait, les chefs militaires estiment qu'étant donnée la puissance supérieure de l'engin américain, les MX ne seraient pas utiles. Les milieux du Pentagone, quant à eux, estiment que les MX ne seraient pas utiles.

En fait, les chefs militaires estiment qu'étant donnée la puissance supérieure de l'engin américain, les MX ne seraient pas utiles. Les milieux du Pentagone, quant à eux, estiment que les MX ne seraient pas utiles.

construction de dépôts pour les équipements destinés à être envoyés en cas d'urgence aux troupes américaines stationnées en Europe. A ce propos, le chroniqueur militaire du New York Times fait état des recommandations proposées par une commission budgétaire du Congrès suggérant une réduction voire l'abandon des engins nucléaires tactiques américains basés en Europe, jugés hautement vulnérables, et insistant sur la nécessité de réduire leur vulnérabilité en développant les rampes maritimes de lancement. Mais, en rendant moins visible la puissance militaire américaine, ne risque-t-on pas d'accroître les craintes des Européens d'être abandonnés ?

Les réductions proposées par M. Carter ne sont qu'un commencement. Plus tard, au cours de cette année, le gouvernement proposera au Congrès des nouvelles

coups dont le montant n'a pas encore été précisé, mais qui porteront essentiellement sur les dépenses de personnel (soldes, pensions, frais divers), qui représentent actuellement 55 % du budget total du Pentagone. Le secrétaire à la défense, M. Brown, s'attend que les mesures envisagées provoqueront une tempête politique au Capitole, mais il espère convaincre le Congrès que la sécurité du pays sera mieux assurée par des effectifs réduits disposant d'un matériel amélioré. Ainsi bien, les services du Pentagone discutent déjà d'un projet de réduction générale des effectifs, d'un report de l'âge de départ à la retraite des militaires (après vingt-cinq ans de service) et d'un virage radical dans la politique de la fermeture de certaines bases aux Etats-Unis et probablement à l'étranger.

HENRI PIERRE

### Les pots-de-vin de la C.I.A. à des personnalités étrangères

#### Le président du Venezuela demande des explications à Washington

Les révélations du « Washington Post » et du « New York Times » à propos des versements effectués par la C.I.A. à des chefs d'Etat étrangers ont suscité de nouveaux démentis de la part des intéressés.

M. Luis Beltrán, ancien président du Venezuela, a déclaré que les allégations selon lesquelles il aurait reçu des subventions de la C.I.A. alors qu'il était ministre de l'Intérieur, de 1964 à 1970, étaient « absurdes ».

M. Eduardo Frei, ancien président du Chili, a qualifié les accusations portées contre lui de « mensonges » et a estimé qu'elles constituaient une opération montée contre son parti, la démocratie chrétienne.

M. Carlos Andrés Pérez, président du Venezuela, a déclaré lundi qu'il avait été victime d'une « calomnie » sur ce qu'il a appelé une « calomnie » de l'ambassadeur des Etats-Unis à Caracas. Le visite que M. Carlos Andrés Pérez devait effectuer prochainement à Washington pourrait être retardé en raison de cette affaire.

En Allemagne fédérale, l'Union chrétienne social (C.S.U.) a invité lundi le gouvernement à demander aux Etats-Unis de fournir la preuve des accusations formelles contre l'ancien chancelier Willy Brandt. — (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

#### L'AGENCE ET LES AUTRES...

La C.I.A. (Central Intelligence Agency) créée en 1947 à partir des services de l'O.S.A. (Office of Strategic Services) ou activité pendant la seconde guerre mondiale s'est développée parallèlement à la guerre froide.

Alan Dulles, nommé à la tête de la C.I.A. par le président Eisenhower en 1953, réussit à attirer de nombreux et brillants intellectuels américains et les opérations clandestines et extérieures prirent beaucoup d'ampleur. Pourtant la C.I.A., qui disposait de ses mille cinq cents agents permanents, d'un budget annuel de 750 millions de dollars et qui emploierait, selon le sénateur Mike Mansfield, près de deux cent cinquante mille personnes dans le monde, n'est pas, et de loin, l'agence de renseignements la plus importante des Etats-Unis.

La D.I.A. (Defense Intelligence Agency) créée par M. McNamara, le 8 février, a cinq mille agents de l'armée de terre, l'O.N.I. (Office of Naval Intelligence) ou la N.S.A. (National Security Agency) moins connue en moins effectifs, disposent de budgets et de moyens plus substantiels.

# AFRIQUE

## République Sud-Africaine

### Plusieurs banques américaines n'accordent plus de crédits à Pretoria

De notre correspondant

New-York. — Un conflit oppose les banques favorables à une limitation des investissements en Afrique du Sud (pour inciter Pretoria à renoncer à sa politique d'apartheid) à celles qui souhaitent poursuivre leur action dans ce pays. Le gouvernement américain s'appuie sur la position dans ce débat M. Young, représentant des Etats-Unis à l'ONU, a récemment déclaré devant le Congrès : « Nous nous opposons à la politique d'investissement des entreprises américaines pour éviter de soutenir, par le truchement de nos impôts, la politique d'apartheid ».

Ces prestations sont exécutées actuellement par des groupes détenteurs d'actions de certaines banques (Hanover Trust, Morgan Guaranty Trust, Citicorp, First

Chicago Corp, etc.) sur les directives de ces établissements afin qu'ils diversifient leur attitude vis-à-vis de Pretoria. En fait, les banques américaines ont déjà fait savoir qu'elles ne consentaient plus de prêts à l'Afrique du Sud, et leur mouvement risque de faire tâche d'huile. Un groupe d'épargnants a publié dans la presse un placard qui rappelle qu'en 1976 750 millions de dollars ont été prêtés à l'Afrique du Sud par des banques américaines, « qui ont ainsi, financièrement et moralement, renforcé le régime d'apartheid ».

Vers un embargo de six mois sur les armes ?

L'arrêt des investissements américains serait directement résout par le gouvernement sud-africain, qui compte sur eux pour rééquilibrer sa balance des paiements et maintenir un taux de croissance économique élevé.

Par ailleurs, M. Young et d'autres officiels de haut rang se disent favorables à la résolution que la Société doit soumettre aux Nations unies pour mettre un embargo de six mois sur les armes à destination de l'Afrique du Sud. L'embargo pourrait être renouvelé si des changements intervenaient dans la situation politique sud-africaine. — L. W.

## Ouganda

### Confirmant l'assassinat de Mgr Luwum

### UN EVÊQUE BRITANNIQUE FAIT ÉTAT DE « PERSÉCUTIONS » CONTRE LES CHRÉTIENS

Le révérend Leslie Brown, évêque anglican britannique, a confirmé lundi 21 février, à Londres, que Mgr Luwum, l'archevêque assassiné en Ouganda, n'a déclaré tenir cette certitude d'un témoin oculaire, ajoutant que des « persécution » contre les chrétiens ont eu lieu dans des villages et des villes. « Auparavant, a-t-il dit, je n'aurais jamais utilisé le mot persécution. Je pense maintenant qu'il s'agit d'une réalité ».

Dans un télégramme adressé à l'O.U.A., le chef de l'Etat ougandais a accusé, lundi, l'archevêque de Canterbury, primat de l'Eglise d'Angleterre, et le chanoine Carr, secrétaire de la Conférence inter-africaine des Eglises, d'avoir participé à un complot visant à plonger l'Ouganda dans le chaos. Il a également invité les gouvernements étrangers à envoyer des missions pour enquêter sur les récents événements de Kampala.

La commission des droits de l'homme de l'ONU, qui siège depuis le 7 février à Genève, n'a toujours pas évoqué la situation en Ouganda, nous signale notre correspondante Isabelle Vichniek. D'autre part, The World, quotidien noir de Johannesburg, écrit dans son numéro du 21 février que l'« Afrique doit agir pour déposer Amin ».

## Réuni à Lomé

### LE CONSEIL DES MINISTRES DE L'O.U.A. EST ESSENTIELLEMENT CONSACRÉ AUX PROBLÈMES D'AFRIQUE AUSTRALE

La vingt-troisième session ordinaire du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) s'est ouverte, lundi 21 février, à Lomé. Ses travaux seront largement consacrés à l'évolution politique au sud du continent.

Dans son discours d'ouverture, le général Eyadéma, chef de l'Etat togolais, a appelé les Etats représentés à se « libérer des régimes réactionnaires » et à « libérer l'Afrique australe » et a dénoncé les pays qui soutiennent financièrement et militairement les minorités blanches. M. Kamanda Wa Kamanda, secrétaire adjoint de l'O.U.A., a déclaré à l'agence Reuters que l'organisation n'avait pas d'autre choix que d'appuyer les partisans de la lutte armée en Afrique australe.

Le comité de libération de l'O.U.A., réuni récemment à Lusaka, a décidé de s'accorder son soutien matériel qu'un seul Front africain de libération de l'Afrique australe, M. Mungabe et Nkomo. Toutefois, M. Kamanda a précisé que les principaux mouvements de libération africains ont été invités à « ouvrir d'urgence » le dialogue avec le régime de l'apartheid. Les questions de Mayotte, de Djibouti et du Sahara occidental. La prochaine conférence des chefs d'Etat se tiendra à Libreville à la fin du mois ou au début de juillet. — (A.G.F., Reuters.)

### Réalisez vos rêves. Choisissez une croisière Lauro.

Faites vos croisières en Méditerranée, découvrez les berceaux des grandes civilisations, visitez des lieux et villes célèbres, flânez dans les rues des ports baignés par cette Méditerranée centre du monde antique.

Vous effectuerez cette croisière à bord de l'Achille Lauro ou de l'Angelina Lauro. Ce sont des navires qui savent recevoir : piscines, cinéma, bars, salons, night-club, animations, gastronomie.

Vos escales : Gênes, Naples, Alexandrie, Port-Saïd, Beyrouth, Haïfa, Istanbul, Le Pirée, Capri, Gênes.

1 départ par semaine du 2 avril au 15 octobre 1977.

Les prix pour 14 jours de 2820 F à 7740 F.



Demandez notre brochure à votre agence de voyage ou à : C.I.L., 3, bd des Capucines, 75002 Paris, tél. : 073.40.85.

## DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

### Un nouveau phénomène politique : la morale

Tandis que la contestation prend de l'ampleur dans les pays de l'Est, la volonté moralisatrice de M. Carter se manifeste publiquement. Ces deux faits sont-ils liés ? Le chroniqueur Valey souligne dans HEBDO-T.C. : « L'ÉPILOGUE CHRETIEN ».

« Les officiels de l'Est sont arrivés à l'intérêt ainsi porté aux opposants. Pourquoi, disent-ils, suivre-nous ainsi l'action de quelques individus ? C'est vrai, sans doute, en Pologne, la contestation est le fait de quelques milliers d'hommes et de femmes. Mais l'onde de choc que ces « isolés » ont provoquée a fissuré et peut ébranler un monde dont les dirigeants se targuent de posséder la seule méthode scientifique de gestion d'une société ».

#### « L'esprit d'Helsinki »

Évoquant l'acte d'Helsinki, Bernard Richard indique dans L'UNITE, hebdomadaire du parti socialiste : « C'est en son nom que la contestation s'est considérablement développée ces derniers mois dans tous les pays de l'Est. Et c'est sous le nom de Comité pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki qu'en ce moment le nombre de « dissidents » — malgré la récente arrestation de plusieurs ambassadeurs du Comité — essaient de protéger leur lutte. Si bien que pour contraindre les gouvernements de l'Europe communiste à recourir à des méthodes qui vont à l'encontre de l'esprit d'Helsinki ».

Sous le titre « Escalade à Moscou », Michel Gorday estime dans L'EXPRESS, que l'envoi par M. Carter d'une lettre personnelle à M. André Sakharov constitue une « initiative sans précédent » (qu'il est de nature à aggraver la controverse ouverte entre les Etats-Unis et l'Union soviétique sur le respect des droits de l'homme »).

Sur ce point, Bertrand de Lussac remarque, dans REFORME, que « la lutte pour les droits de l'homme dans les pays de l'Est n'est pas une affaire de pure conscience, mais une lutte pour la détente en Europe et dans un engagement commun à travailler pour la paix. C'est une tromperie de faire de la lutte pour les droits de l'homme une arme pour relancer ou attiser la guerre froide ».

Pierre et Renée Goussier assurent dans VALEURS ACTUELLES que « le propos du nouveau président des Etats-Unis est double : ne pas apparaître comme un « mou » à l'égard de l'Est, et y étant prêt au mot lorsque l'Est propose un « accord » nucléaire, un peu utopique et se dit prêt à une politique de confiance à l'égard des Soviétiques ».

Dans PARIS-MATCH, Georges Menant n'est pas loin de partager cet avis. Il estime que M. Carter « s'est donné un nouvel atout : son refus catégorique et public d'utiliser les droits humains comme monnaie d'échange et d'établir la paix des armées sur le sacrifice des persécutés. Tenons-en compte, ajoute-t-il. Et qui pourrait le devenir bien plus encore si le terme cher qui s'est donné la toujours jeune et nouvelle Amérique venait à récher par orgueil ».

Dans l'édition du POINT, Olivier Chevallier écrit : « A l'opinion de l'Est, une contestation de Carter ne paraît être qu'un détail dans une lutte sans fin. Mais le crois utopique et dangereux lorsqu'il jette l'anathème sur l'arme nucléaire ». En ce qui concerne ce qu'il appelle les « exilés » et les « persécutés de l'Est », Olivier Chevallier note qu'« ils affirment tous sans exception que les aversissements de l'Ouest universel des vies ». Il poursuit : « Sans croire un seul instant que ces mises en garde changeront l'Union soviétique, ils espèrent qu'à la longue elles desserviront l'état de quelques millions d'êtres humains ».

La contestation s'exprime au nom de la liberté morale au moins de trouver un écho favorable dans les pays qui prétendent incarner cette valeur-là. Quelques autres, ce serait seulement du moralisme. — A.C.H. (Lire page 1. M. Carter recourt à l'arme d'Helsinki.)

M. KISSINGER a signé un contrat de cinq ans avec la chaîne de télévision N.B.C. Il devient le conseiller spécial de la chaîne en matière de politique étrangère. La N.B.C. obtient en outre l'exclusivité des émissions liées à la publication prévue pour 1978, des Mémoires de l'ancien secrétaire d'Etat — (U.P.I., Reuters.)

## Les

De retour à Washington, déclaré, lundi soir, 21 février, les Israéliens étaient « prêts à la manière dont il couvrirait le problème des Palestiniens dans le Proche-Orient. » Nous ne savons pas, mais il reste devant nous.

## LA FIN DU SE

### Il n'appartient

## déclare

Le Caire. — M. de Ouf, qui arrive ce mardi 22 février, dans le pays, a déclaré, devant les journalistes, que le président Sadat n'était pas content, dans la mesure où M. Kaddoumi, qui était le ministre des Affaires étrangères de l'Organisation de l'Unité africaine, a déclaré que le Caire avait un rôle à jouer dans la Libye.

Lundi, le ministre des Affaires étrangères avait un entretien avec son collègue M. Fakhri, et un autre avec le ministre de l'Intérieur, M. Moustafa El-Matrouhi, des égyptiens n'a pas participé à son voyage.

Il est attendu, à la fin de la semaine, que le régime libyen, après avoir été informé de la conférence de presse de M. Kaddoumi, se sera engagé en substance, à demander que la sécurité redoublée de la capitale, Tripoli, soit maintenue. M. Kaddoumi a déclaré qu'il se rendrait à la conférence de presse de M. Kaddoumi, qui se tiendra à la fin de la semaine.

## Israël

### M. YADLIN EST EN VOIE D'ÊTRE NOMMÉ POUR CONC

Jerusalem. — A.F.P. — M. Yadin a été nommé, le 21 février, à la tête du ministère de la Défense, en remplacement de M. Dayan. M. Yadin a été nommé, le 21 février, à la tête du ministère de la Défense, en remplacement de M. Dayan.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.

Le directeur général du ministère de la Défense, M. Dayan, a déclaré que le processus de paix, en cours de négociation, avait été planifié par le gouvernement israélien, et qu'il était prêt à le faire.



# PROCHE-ORIENT

## Les initiatives diplomatiques française et américaine

De retour à Washington, M. Cyrus Vance a déclaré, lundi soir 21 février, qu'Arabes et Israéliens étaient « profondément divisés » sur la manière dont il convient de résoudre le problème des Palestiniens et de restaurer la paix au Proche-Orient. « Nous avons fait un premier pas, mais il reste devant nous une route longue et difficile », a ajouté le secrétaire d'Etat, qui a affirmé cependant que sa mission avait été positive car « elle va permettre de donner au gouvernement américain une meilleure compréhension des problèmes de la région ».

● AU CAIRE, une source informée proche du ministère égyptien des affaires étrangères a déclaré qu'un « sommet » arabe précéderait, le 6 mars, la conférence arabo-africaine des ministres des affaires étrangères, qui se tiendra du 7 au 9 du même mois dans la capitale égyptienne.

Cette réunion sera consacrée à un examen de la situation au Proche-Orient et des efforts visant à l'instauration d'une paix équitable dans cette région.

● A AMMAN, une délégation de l'O.I.P., présidée par M. Khaled Fahoum, président du Conseil national palestinien, devait reprendre, ce mardi matin, le dialogue avec le gouvernement jordanien, après six années de rupture.

### LA FIN DU SÉJOUR DE M. DE GUIRINGAUD AU CAIRE

## « Il n'appartient pas à Israël de choisir les représentants arabes à la conférence de Genève »

déclare le ministre égyptien des affaires étrangères

Le Caire. — M. de Guiringaud, qui achève ce mardi 22 février sa mission dans les pays arabes voisins d'Israël, devait être reçu par le président Sadat après s'être entretenu, dans la matinée, avec M. Kaddoumi, qui fait fonction de « ministre des affaires étrangères » de l'Organisation de libération de la Palestine, et M. Mahmoud Riad, secrétaire général de la Ligue arabe.

Lundi, le ministre des affaires étrangères avait eu deux entretiens avec son collègue égyptien, M. Fahmy, et un autre avec le premier ministre, M. Salem. Le ministre égyptien des affaires étrangères n'a pas caché son impatience à son interlocuteur. Il est urgent, a-t-il dit, de parvenir à un règlement du conflit israélo-arabe, et l'Égypte souhaite que la conférence de Genève se réunisse cette année. Sinon, a-t-il ajouté en substance, son gouvernement demandera que le Conseil de sécurité redéfinisse le cadre des négociations. Autrement dit, l'Égypte prendrait acte de l'échec de la procédure patronnée conjointement par Washington et Moscou.

### De notre envoyé spécial

M. Fahmy reproche à Israël de freiner le processus de paix en s'opposant à la participation de l'O.I.P. aux négociations. « Les Arabes ne choisissent pas les représentants israéliens », a-t-il dit ; « il n'appartient pas aux Israéliens de choisir les représentants arabes ». « La seule solution, a-t-il encore déclaré, est de choisir l'O.I.P. pour le représentant, et vingt pays arabes approuvent ce choix. » En tout état de cause, l'Égypte, comme la Syrie et la Jordanie, tient à ce que l'O.I.P. soit invitée à la conférence de Genève.

L'Égypte, a souligné M. Fahmy, est satisfait du rôle joué par la France pour activer le processus de paix, mais elle souhaite vivement que la Communauté européenne joue elle aussi un rôle plus actif et fasse publiquement connaître ses vues. Cela est une allusion à la déclaration que les Neuf de la Communauté européenne ont renoncé à publier lors de leur récente réunion à Londres, sous la pression, notamment, des États-Unis, et dont on lira ci-contre des extraits rendus publics par Al Ahrâm.

Il semble que M. de Guiringaud ait surtout écouté, comme il l'avait fait lors des précédentes étapes de sa visite au Proche-Orient, la point de vue de l'Égypte en ce qui concerne la représentation palestinienne. Il a — selon une source égyptienne — souligné que la France avait été le premier pays à faire admettre que la cause palestinienne était au cœur du problème du Proche-Orient, et qu'il n'y aurait pas de règlement israélo-arabe sans une juste solution de ce problème. Il a rappelé, enfin, à ses interlocuteurs qu'il était, fin mars, en Israël, ajoutant qu'il ferait part à ses hôtes du point de vue égyptien.

L'entretien du ministre des affaires étrangères avec M. Salem a uniquement porté sur les relations économiques franco-égyptiennes. L'état des projets en

cours a été examiné. M. de Guiringaud a souligné l'intérêt que la France porte à la construction du métro du Caire, précisant qu'elle avait pris toutes les dispositions pour mener à bien ce projet.

MAURICE DELARUE.

### « Al Ahrâm » publie le texte de la déclaration des Neuf

La déclaration des neuf pays de la Communauté européenne sur le conflit israélo-arabe, telle qu'elle avait été approuvée, mais non publiée, le 21 janvier dernier à Londres (le Monde du 2 février), a été publiée, lundi 21 février, par le quotidien catolique Al Ahrâm. Elle comporte les six points suivants :

1) Les derniers développements au Proche-Orient présentent de sérieuses possibilités de négociation. Les pays de la C.E.E. expriment leur intérêt direct pour un progrès rapide sur la voie d'une

solution globale du conflit. Ils se rendent compte que la situation de « non guerre ni paix » nuit sérieusement à la sécurité dans la région et dans le monde.

2) Les Neuf affirment la nécessité d'un accord de paix basé sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité et sur les éléments de leur communiqué du 6 novembre 1973, qui sont :

— Le respect de l'occupation de territoires par la force ;

— La nécessité qu'Israël cesse l'occupation qui se poursuit depuis la guerre de 1967 ;

— Le respect de la souveraineté, de la sauvegarde des territoires et de l'indépendance de chaque pays de la région ainsi que de son droit à vivre en paix derrière des frontières sûres et reconnues ;

— La reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens lors de l'établissement d'une paix juste et durable ;

3) Nous voulons réaffirmer, poursuit le texte, que tous les points doivent former un tout et qu'Israël, dans le cadre d'un règlement, doit être prêt à reconnaître les droits du peuple palestinien. Nous estimons également que la partie arabe doit être prête à reconnaître le droit d'Israël à vivre en paix derrière des frontières sûres et reconnues ;

4) Pour ce qui est des droits des Palestiniens, les Neuf estiment que la solution du conflit du Proche-Orient ne sera possible que si se concrétise le droit du peuple palestinien à exprimer son unité nationale ;

5) Les Neuf estiment que les négociations de paix visant un règlement global, juste et durable du conflit, doivent reprendre immédiatement. Ils approuvent les efforts déployés à cet effet par le secrétaire général des Nations unies, conformément à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies du 9 décembre 1973. Ils estiment que les parties en cause, y compris le peuple palestinien, doivent entreprendre des consultations sous une forme acceptable. Ils insistent auprès de toutes les parties pour qu'elles commencent au plus tôt des négociations réalistes et constructives ;

6) Les pays de la C.E.E. sont disposés à participer de façon concrète à un règlement au Proche-Orient. Ils restent également disposés à examiner la possibilité de participer aux garanties qui seraient nécessaires pour assurer la sécurité de toutes les parties intéressées. — (A.F.P.)

● M. Michel Jobert a estimé dimanche, au micro de France Inter, qu'il peut y avoir « une bonne chance de paix » au Proche-Orient « si quelques mauvais génies de l'extrémisme ne se mettent pas en travers d'une négociation qui pourrait commencer. Or, les mauvais génies de l'extrémisme sont à Washington et à Moscou : deux grandes puissances qui, pour ne pas avoir d'effrontés, préfèrent entretenir le conflit ». L'ancien ministre des affaires étrangères a encore déclaré que « si Comoré ne peut pas être exploité aux États-Unis, nous n'avons plus rien à faire dans l'alliance atlantique ».

### Liban

## Les forces de droite poursuivent la mise en place d'une « ceinture de sécurité » à la frontière nord d'Israël

De nouveaux villages frontaliers du Sud-Liban sont tombés, aux cours des deux derniers jours, aux mains des forces de droite libanaises appuyées par l'artillerie israélienne, selon des informations de bonne source parvenues lundi 21 février à Moscou.

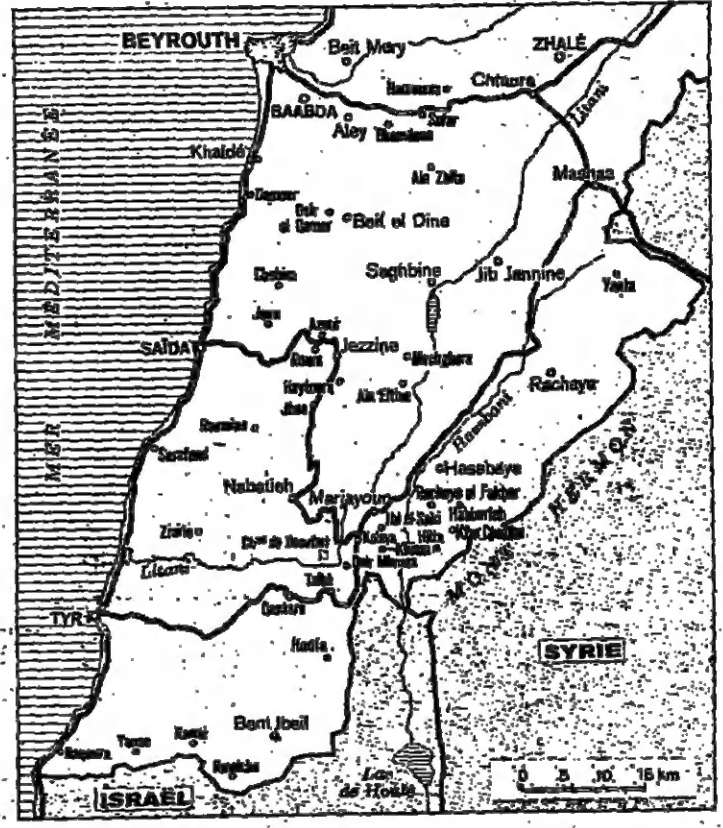
Après la chute, à la fin de la semaine dernière, de l'issue des violents combats de la localité stratégique de Khiam, le village libanais d'El-Hal (près de Khiam) est tombé dimanche aux mains des forces de droite.

Désormais, tous les villages de la région montagneuse de l'Akroub (sud-est du Liban), où doivent être regroupées les bases palestiniennes, selon l'accord libano-palestinien du Caire (novembre 1969), sont menacés. Il s'agit notamment de Rachaya-El-Fekhar, Kfar-Hammam, Kfar-Chouba et Nabatieh jusqu'à la localité de Cheha, sur les contreforts du mont Hermon (à l'est de l'Akroub), qui serait pratiquement déjà sous contrôle israélien.

Les forces palestino-progressistes, ayant été évincées de leurs positions, seules une zone de quelques kilomètres s'étendant au nord de Bent-Beil jusqu'au village de Bonta échappe encore soit aux forces conservatrices libanaises, soit au contrôle israélien.

Selon les observateurs, c'est dans ce secteur que devraient avoir lieu les prochaines opérations militaires, afin de nouer la « ceinture de sécurité » mise progressivement en place depuis l'été dernier.

La situation est également grave dans la ville de Nabatieh



(À une quinzaine de kilomètres de la frontière), où, selon les mêmes informations, un encerclement de la population a été observé, en raison des bombardements de l'artillerie israélienne dirigés contre cette localité, de samedi soir à dimanche soir. — (A.F.P.)

### Israël

## M. YADLIN EST CONDAMNÉ A CINQ ANS ET DEMI DE PRISON POUR CONCUSSION

Tel-Aviv (A.F.P.). — M. Asher Yadlin a été condamné ce mardi 22 février à cinq ans et demi de prison ferme et à une amende totale de 225 000 livres israéliennes pour l'ensemble des chefs d'accusation portés contre lui concernant des transactions immobilières frauduleuses.

L'ancien directeur de la caisse assurance-maladie de la Région de Jérusalem, dont le procès a provoqué des remous politiques, avait plaidé coupable (le Monde du 16 février). Il avait cependant affirmé que les malversations dont il s'était rendu coupable avaient parfois été commises au profit du parti travailliste, dont il était l'un des dirigeants les plus influents. L'avocat de M. Yadlin a annoncé que son client ferait appel.

### Liban

## Les forces de droite poursuivent la mise en place d'une « ceinture de sécurité » à la frontière nord d'Israël

De nouveaux villages frontaliers du Sud-Liban sont tombés, aux cours des deux derniers jours, aux mains des forces de droite libanaises appuyées par l'artillerie israélienne, selon des informations de bonne source parvenues lundi 21 février à Moscou.

Après la chute, à la fin de la semaine dernière, de l'issue des violents combats de la localité stratégique de Khiam, le village libanais d'El-Hal (près de Khiam) est tombé dimanche aux mains des forces de droite.

Désormais, tous les villages de la région montagneuse de l'Akroub (sud-est du Liban), où doivent être regroupées les bases palestiniennes, selon l'accord libano-palestinien du Caire (novembre 1969), sont menacés. Il s'agit notamment de Rachaya-El-Fekhar, Kfar-Hammam, Kfar-Chouba et Nabatieh jusqu'à la localité de Cheha, sur les contreforts du mont Hermon (à l'est de l'Akroub), qui serait pratiquement déjà sous contrôle israélien.

Les forces palestino-progressistes, ayant été évincées de leurs positions, seules une zone de quelques kilomètres s'étendant au nord de Bent-Beil jusqu'au village de Bonta échappe encore soit aux forces conservatrices libanaises, soit au contrôle israélien.

Selon les observateurs, c'est dans ce secteur que devraient avoir lieu les prochaines opérations militaires, afin de nouer la « ceinture de sécurité » mise progressivement en place depuis l'été dernier.

La situation est également grave dans la ville de Nabatieh

Conscient que son avenir s'inscrit dans chaque événement du monde arabe, l'Homme Arabe aspire à comprendre.

Pour comprendre:

المستقبل

Redacteur en chef : Naji Khoury

Publication : le 23 février 1977

Le plus grand journal arabe

ALMOSTAKBAL

L'hebdomadaire de l'Homme Arabe



## De notre correspondant

Ching et des dirigeants du « groupe de Changhaï ».

On notera, au passage, que la situation est présentée comme d'autant plus préoccupante que le Yunnan est une province frontalière, voisine de la Birmanie, du Laos et du Vietnam. Ces pays entretiennent des relations en principes amicales avec la Chine. Il est un peu surprenant que les unités de l'armée chinoise, qui leur font face, soient invitées à « accroître au centuple leur vigilance » et à « se tenir prêts à détruire tous les ennemis qui oseraient franchir la frontière ».

Sur le plan des personnes, il est maintenant clair que l'ancien secrétaire du comité provincial, M. Chia Chi-yun, a été limogé pour faiblesse, incapacité à ramener l'ordre sur son territoire, voire pour erreurs d'ordre politique et idéologique.

Il semble que l'on ait voulu doter la province d'une direction plus énergique formée d'hommes à poigne qui vont maintenant agir en étroite liaison avec les représentants de l'armée. Ce dernier point est confirmé par le fait que M. An Ping-cheng, nouveau premier secrétaire du parti, cumule, avec ces fonctions, celles de commissaire politique des unités provinciales et régionales de l'A.P.I., que n'exerçait pas son prédécesseur.

Cependant, ce n'est certainement pas au Yunnan que la situation était la plus mauvaise, et les échos en provenance du Houpeh, du Setchouan, du Fukien, par exemple, témoignent que des facteurs d'instabilité au moins aussi graves y subsistent.

La façon dont M. Hsu Kuo-feng a réglé le cas du Yunnan, convoquant à Pékin les responsables locaux pour leur annoncer ses décisions, montre qu'il est homme à exercer sa propre autorité, c'est-à-dire celle du pouvoir central, avec toute la fermeté voulue. Il paraît clair, en revanche, qu'à l'échelon provincial certains dirigeants, par incompetence ou irrésolution, ne parviennent pas à dominer la situation.

ALAIN JACOB.

● A WASHINGTON, où M. Pierre Elliott Trudeau est arrivé le lundi 21 février, le premier ministre canadien et le président Carter ont envi-

● EN ROUMANIE, après les nombreux non fondés sur l'arrestation de l'écrivain Paul Goma, la plupart des douze signataires de la lettre ouverte du 4 février ont reçu des autorités l'assurance que des papiers d'émigration seraient mis à

Cette visite canadienne a motivé le report d'une semaine de l'entrevue avec le vice-président américain, le démocrate Vladimir Poutinevski. Le journaliste Blanche a précisé que le contestataire soviétique serait reçu par le président Carter après son entretien avec le vice-président.

EN BULGARIE, selon des indications données par certains représentants de l'émigration bulgare à Vienne, les autorités seraient priées de prendre des mesures préventives à l'égard de certaines personnalités littéraires qui avaient jadis refusé de se joindre à la condamnation officielle d'Alexandre Soloviev.

Deux dixièmes, tous les deux titulaires du Prix Dimitrov, MM. Valeri Petrov et Khristo Ganev, ce dernier élu d'un ancien ministre de l'éducation, ont été mis en prison pour avoir les conséquences que pourrait avoir leur manifestation de sympathie pour les dissidents tchécoslovaques. Il serait également le cas des écrivains romanciers Kotcho Kotchev et Vassil Vassilev, mis en prison à la suite de désobéissance depuis qu'en 1975 il fut démis de la rédaction en chef de la revue *Septemvri*.

Selon M. Tabakovitch-président du Comité national bulgare en exil, deux exemplaires du *Monde* contenant la texte de la Charte 77 seraient à Sofia. Quarante intellectuels seraient déjà interrogés, dont quarante seraient déjà gardés à vue. Un dernier incident est signalé : la saisie du quotidien *Maritsa* (Radio), organe de la presse libre qui vient d'être interdit, qui avait publié en janvier un compte rendu des critiques formulées à l'égard des autorités par les deux écrivains satiriques Radoi Ralchin et Boris Dimovitch, viliennés depuis

● A la suite de la publication dans le quotidien soviétique la *Pravda* d'un article de son correspondant parisien prenant violemment à partie la presse française, et en particulier le *Nouvel Observateur* (1), M. Jean Daniel, directeur de la rédaction de cet hebdomadaire, a adressé par

(1) Voir le *Monde* du 22 février, page 5.



L'écrivain soviétique dissident Andreï Amalrik a refusé, lundi 27 février, de se rendre aux conférences des affaires étrangères, comme il y avait été invité, pour rencontrer M. Francis Beauchamp, chargé de la préparation de la conférence de Belgrade.

M. Almarik a déclaré à ce sujet à la presse : « En principe, je suis prêt à rencontrer n'importe quel fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de la France et à discuter avec lui sur la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, de demander une audience à M. Giscard d'Estaing. Je ne peux accepter d'être reçu par un simple fonctionnaire du ministère. »

« Je souhaiterais, a ajouté M. Amaral, rencontrer M. Giscard d'Estaing ou toute autre personnalité de premier plan du gouvernement français, pour donner l'occasion aux autorités françaises de montrer qu'elles attachent une importance particulière à la situation, notamment dans le domaine des droits de l'homme. Mais aujourd'hui, alors que les dirigeants soviétiques ne ménagent pas leurs efforts pour empêcher un terme au mouvement

« Il suggère au correspondant parisien de l'organe du parti communiste soviétique soit un échange d'articles entre les deux

L'écrivain a également exprimé le vœu de rencontrer MM. François Mitterrand, Georges Marchais et Jacques Chirac.

Vienne. — Depuis quelques années de la moitié des juifs qui vivent l'Union soviétique ne passent plus Israël considérant d'ici les frontières de l'Est-Ouest. De ceux d'Israël, j'en ai atteint jusqu'à présent quatre. Trois fois, les deux autres semaines, j'ai rencontré l'Israélien (1) qui s'occupe de la gestion de ces Israéliens. Des documents de cette organisation sont arrivés temps, expliqués de la même par les modalités de la Vienne des émigrés et la Vienne des organisations. Pour les juifs venant d'Israël, Vienne est un lieu de passage et en même temps un lieu de retard de leur vie d'Israël.

Les Israéliens ont adopté  
nouveau au minimum (quelques  
des termes de pacifica-  
milites dans la capitale),  
chaque, tout au moins dans  
au départ, sont dans  
doivent à se rendre en Israël  
route formelle reconnue  
Vienne par des représentants  
gouvernement israélien et  
des raisons de sécurité  
général de la nature à  
le ministre israélien de l'É-  
tats catégoriquement répu-  
le chancelier Kreisky  
et vient en Autriche dans  
la poursuite sa route et  
cette nous verrons non  
à l'acier entrer, mais  
nous respecter son droit à  
dans le pays de son choix  
d'émigrer à partir de  
l'empire turcisé et déshé-  
né, à l'émigrer le libre-  
ment (engrès) ce choix  
d'émigrer.

## « L'autobus

Rome. — Dans  
n° 95 qui récite la parole  
au centre de Rome, on  
parle russe autant  
entre eux, les émi-  
grés, venus en  
France, qu'appelés  
à l'école.

plus de trois millions  
qui ont pu pour l'in-  
stant le Canada d'oc-  
cuper, les Etats  
cette moyenne de  
à Rome est de trois  
celles qui habitent  
personnes ont ainsi  
par la péninsule l'oc-  
les autorités ferme-  
milles à la grande  
l'impunité qui  
mille l'un des plus  
concernant du monde.

pourquoi Ossia F...  
ent parce que les...  
est moins chère...  
la morte-saison -  
sire de l'illégitimité  
de mer - et aussi  
s'est passés les  
dresses depuis les  
généralions d'ém  
nos organisations  
sont prévues  
à voyagers qui sa  
lité l'U.R.S.S.,  
à aller en Israël.  
mettent une contr  
10 par mots pour  
famille et 300 F

## Argentina

COMMISSION DES  
POUR LES  
L'HOMME a demandé  
d'une conférence  
le 21 février à  
intervention insis-  
en faveur d'une  
de prisonniers  
à La Plata, et les  
n elle d'être  
maltreusement bel-  
mort, tué le 5 février  
et dont la mort a  
par les autorités  
comme un  
membres de ces  
Ligue des droits  
humains souhaitent  
l'action de la com-  
mission des Nations  
réunie à G.  
tivement  
cens  
la mort en Ar-  
l'arrivée au pouvoir  
eux, il y a onze  
ans, il y aurait  
dix mille prison-  
niers  
et disparus 2. —

# Macc

groupe international  
pour le lancement d'une revue  
de la conférence  
n° 9.338 à la M...

**800 chambres 4 étoiles - 17, bd Saint-Jacques. 75014 Paris - Tél. 589 89 80**

## مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ



## EUROPE

### Grande-Bretagne

#### M. David Owen

#### devient secrétaire au Foreign Office

Le remaniement du cabinet britannique, après la mort du secrétaire au Foreign Office, Anthony Crosland, et la nomination de son adjoint, M. David Owen, à la tête de la diplomatie du Royaume-Uni, ont suscité à Londres l'une des plus grandes surprises politiques depuis longtemps.

Cette nomination est une déception pour M. Denis Healey, à qui l'on avait promis ce portefeuille. Le premier ministre, M. Callaghan, ne pouvait cependant guère se permettre de changer de chancelier de l'Échiquier, alors que le budget doit être présenté dans cinq semaines aux Communes. M. Joel Barnett, le second de M. Healey, entre dans le cabinet et sera chargé de contrôler la réduction des dépenses de l'État. M. Healey restant responsable de l'ensemble de la politique économique.

Le seul autre changement notable est le retour de Mme Judith Hart, membre de la gauche du Labour, qui, il y a deux ans, avait démissionné de son poste de ministre d'État à la coopération. Elle retrouve son portefeuille.

### Portrait

#### Le plus jeune ministre des affaires étrangères depuis Anthony Eden

Neurologue à l'hôpital Saint-Thomas de Londres, le Dr David Owen était, il y a une dizaine d'années, considéré comme un immense spécialiste de la maladie de Parkinson. Il était l'adjoint d'Anthony Crosland depuis six mois seulement. Sa nomination au Foreign Office a donc fort étonné les commentateurs britanniques. Il faut remonter à Anthony Eden, en 1955, pour retrouver un homme aussi jeune à la direction de la diplomatie du Royaume-Uni.

Fils d'un médecin de Plymouth, d'origine galloise, M. David Owen a fait ses études secondaires dans une de ces écoles d'élite publiques et qui sont en réalité fréquentées par l'aristocratie sociale et intellectuelle. Il a ensuite poursuivi sa formation à Cambridge.

Il décide en 1964 de se présenter aux élections comme candidat du Labour. Son échec fut cuisant, et il aurait sans doute renoncé de façon définitive à une carrière politique si une chance ne lui avait pas été offerte, deux ans plus tard, de se présenter à Plymouth. Il fut élu de justesse. Faisant preuve d'un aplomb étonnant pour un aussi jeune parlementaire, il fit des débuts remarqués au Parlement en présentant un projet de loi compliquée visant à réformer la législation concernant les enfants. La chute du cabinet Heath mit fin à la discussion du projet. Mais, l'année suivante, le gouvernement travailliste, en reprenant l'essentiel de son compte, ce qui valut au jeune médecin un succès rare à Westminster. De 1968 à 1970, M. Owen fut sous-secrétaire de la marine, et, de 1974 à septembre dernier, ministre adjoint de la santé.

En dépit de son ascension rapide, M. Owen ne s'est pas fait beaucoup d'ennemis au sein du Labour. En 1972, il avait suivi M. Jenkins et abandonné son

Dans une interview au journal *Il Messaggero*, qui diffuse l'agence TAP (Tunisie Afrique Presse), le premier ministre tunisien, M. Bechir Moubarak, déclarait que cette plate-forme se trouvait dans une zone de souveraineté tunisienne.

Cet incident relance le problème de la délimitation du plateau continental dans cette zone, qui constitue le plus ancien dossier du contentieux tuniso-libyen. — (Corresp.)

### FORMATION PERMANENTE

Pour mieux contrôler et mesurer l'efficacité des actions entreprises ou à envisager, nous vous convions aux

#### Séminaires de comptabilité

Initiation à la comptabilité de gestion  
Les 1<sup>er</sup>-2 mars et 13-15 mars 1977  
Comptabilité et fiscalité des entreprises  
Les 16-17 mars 1977  
Mise en place d'une comptabilité auxiliaire « clients » sur ordinateur  
Les 16-17 mars 1977  
La consolidation des comptes  
Les 29-30-31 mars 1977  
Initiation à la comptabilité générale  
Les 26-27 avril et 9-10 mai 1977  
Mise en place d'une comptabilité générale et analytique sur ordinateur  
Les 24-25 mai 1977  
INSCRIPTIONS ET RENSEIGNEMENTS:  
Institut de Formation et d'Information Permanente  
37, rue de Châteauneuf - 75009 PARIS  
Tél. : 285-22-14 (lignes groupées)

## Plus de la moitié des juifs qui quittent l'U.R.S.S. ne se rendent pas en Israël

De notre correspondant

Vienne. — Depuis quelques mois, plus de la moitié des juifs qui quittent l'Union soviétique ne choisissent plus Israël comme terre d'exil. Ils préfèrent se rendre aux États-Unis. Ce taux d'abandon — jamais atteint jusqu'à présent — inquiète, voire irrite, les autorités israéliennes, notamment l'Agence juive (1) qui s'occupe de l'immigration vers Israël. Des représentants de cette organisation ont, ces derniers temps, expliqué ce phénomène par les modalités du séjour à Vienne des émigrés et la concurrence des organisations d'aide. Pour les juifs venant d'U.R.S.S., Vienne est un lieu de passage obligatoire et en même temps la première relâche de leur vie d'hommes libres.

Les Israéliens ont suggéré de réduire au minimum (quelques heures) le temps de passage des émigrés dans la capitale autrichienne, tout au moins pour ceux qui, au départ, sont fermement décidés à se rendre en Israël. Cette requête formulée récemment à Vienne par des représentants du gouvernement israélien et qui, pour des raisons de sécurité, n'était pas, semble-t-il, de nature à déplaire au ministre autrichien de l'Intérieur, a été catégoriquement repoussée par le chancelier Kreisky : « Celui qui vient en Autriche dans l'intention de poursuivre sa route s-t-il déclaré, celui-là nous ne pouvons pas le laisser entrer, mais encore à faire respecter son droit à se rendre dans le pays de son choix. » Le chancelier ne veut pas nous laisser qu'il s'agit de décider, dans les faits, à limiter le libre droit (pour les émigrés) de choisir leur lieu de destination.

### Une suggestion irréaliste

A Vienne, l'ambassadeur d'Israël, M. Dagan, nous a déclaré : « Jusqu'à nouvel ordre, rien ne sera changé aux conditions d'émigration. » L'ambassadeur reconnaît toutefois que la position de son pays s'est durcie sur cette question. Il en donne les raisons : un certain nombre de juifs venus d'Union soviétique ont toujours choisi de ne pas se rendre en Israël. Ce n'était pas « sympathique » de leur part, estime-t-il, puisqu'ils avaient un « bon de sortie » à destination de cet État. Mais ils n'étaient pas très nombreux. Aujourd'hui, il n'en n'est plus de même (2) : le fait que plus de la moitié d'entre eux changent d'avis est non seulement « peu sympathique », mais présente aussi un danger. Les autorités israéliennes craignent, en effet, que la Kémelin ne

leur reproche un jour de l'avoir abusé et décidé de ne plus donner d'autorisation de sortie pour les juifs. D'autre part, les Soviétiques ne se privent pas de trouver à un argument supplémentaire de propagande antisémite en arguant du fait qu'ils donnent des visas pour Israël et que les juifs aux-mêmes n'y vont pas.

Les Israéliens ne seraient pas loin de penser qu'un juif qui ne se rend pas dans leur pays n'a pas à être pris en charge par le « Fonds juif ». Il devient « un délinquant » et doit être traité comme les autres et doit alors être aidé par d'autres organisations. Ils souhaitent aussi que les juifs qui veulent émigrer choisissent au départ leur lieu de destination et que leur « visa » porte le nom de l'État choisi : s'ils décident de se rendre aux États-Unis, ils devraient pouvoir s'adresser directement à l'ambassade américaine à Moscou.

Des démarches à ce sujet auraient été entreprises à Washington par la diplomatie israélienne, mais cette suggestion paraît irréaliste pour plusieurs raisons : il faudrait modifier la loi américaine, ce ne permet pas à un citoyen soviétique (sauf cas exceptionnels) d'émigrer directement vers les États-Unis. Il doit d'abord se rendre dans un pays de l'Ouest, puis faire une demande en tant que réfugié. D'autre part, on conçoit mal que les Soviétiques acceptent d'accorder de telles possibilités à la minorité juive. Ce serait prendre le risque de créer un précédent pour les autres minorités d'U.R.S.S. Jusqu'à présent, l'argument officiel avancé par le Kémelin pour délivrer des visas de sortie aux juifs ne s'est pas fondé uniquement sur l'idée d'un retour dans la « mère-patrie ».

Partant de ce principe, tout juif qui demande à émigrer vers Israël est obligé de renoncer à sa nationalité soviétique... moyennant la somme très élevée de 400 à 500 roubles (au taux officiel, le rouble vaut environ 5 francs). Ce n'est là qu'une des difficultés et les autres sont aussi nombreuses à se heurter à partir du moment où il est inscrit sur la liste d'attente (on estime à environ cent mille le nombre de demandes en suspens à l'heure actuelle). La candidate à l'émigration doit s'adresser d'abord à l'ambassade des Pays-Bas à Moscou, qui représente les intérêts d'Israël. Celui-ci transmet la demande aux autorités israéliennes pour accord.

Avant d'être acceptée dans l'un des convois mensuels partant de Moscou, Leningrad, Kiev ou Odessa, l'émigrant doit attendre plusieurs mois. Quand il arrive au gare de Vienne, il possède pour tout papier d'identité un « bon de sortie d'U.R.S.S. en direction d'Israël ». Il est un homme en transit n'ayant aucune nationalité, ni même la sienne. L'émigrant doit se rendre à la « Agence juive » de Vienne, où il est enregistré. Le bureau de l'Agence juive de Vienne le prend en charge pendant un ou deux jours, le temps de remplir quelques formalités pour son transport vers Israël, s'il se décide à y aller. Sinon, commence pour

### Les raisons

#### d'une désaffection

Mais pourquoi cette désaffection pour Israël ?

La peur de la guerre, de voir un enfant partir au combat, entre pour une bonne part dans ce phénomène. Mais au premier chef viennent des raisons psychologiques : les émigrés qui vivent en Israël écrivent de nombreuses lettres à leur famille, à leurs amis restés en U.R.S.S. ou dans l'attente du départ. Ils y exposent leurs difficultés d'intégration, leurs soucis financiers, leurs déceptions, malgré l'aide apportée que leur apporte pendant plusieurs mois l'État d'Israël. « La situation économique de notre État n'est pas très brillante, nous a expliqué l'ambassadeur M. Dagan, et les juifs qui viennent d'U.R.S.S. ont rêvé d'un paradis. Mais Israël n'est pas un paradis, c'est un pays comme les autres. En outre, ces émigrés ont été habitués durant des années à être dirigés. Chez nous ils peuvent, ils doivent même faire des choix et cela crée, pour nombre d'entre eux, une sorte de choc moral. »

Ce point de vue concorde avec celui des responsables des autres organisations de Vienne, qui reconnaissent que, parmi les émigrés arrivés en Israël, les juifs soviétiques sont ceux qui s'adaptent le plus lentement et le plus difficilement.

ANITA RIND.

(1) L'Agence juive est une organisation qui dépend du ministère israélien de l'Intérieur.

(2) Depuis 1970, la Kémelin a accordé environ 125 000 autorisations d'émigrer. Jusqu'en 1972, 1 % des émigrés qui arrivaient en Israël choisissaient un autre pays qu'Israël. En 1973, ce taux est passé à 4,5 % (32 000 juifs ont pu quitter l'U.R.S.S. pour Israël). En 1974, les « abandons » atteignent 14,7 % pour 20 000 arrivés. En 1975, 37 % pour 32 000. À la fin de 1976, un peu plus de 50 % pour le même nombre d'arrivées.

(3) L'I.L.A.S., la Fondation Tolstoï et l'I.R.C., sont des organisations d'aide aux réfugiés et aux émigrés qui ont passé un contrat avec l'Agence juive d'Israël pour l'aide aux réfugiés. Elles sont de ce fait en partie remboursées de leurs frais. L'I.L.A.S. s'occupe spécialement de la réunion des familles juives, soit en Israël. La Fondation Tolstoï s'occupe de la réunion des juifs qui ont quitté l'U.R.S.S. L'I.R.C. s'occupe principalement de ceux qui sont persécutés par des régimes totalitaires, de droite ou de gauche.

## « L'autobus juif » d'Ostie

De notre correspondant

Rome. — Dans l'autobus n° 95 qui relie la gare d'Ostie au centre de Rome, on entend parler quasi continuellement d'Israël. Entre eux, les émigrés soviétiques, venus en Italie via Vienne, l'appellent d'ailleurs « l'autobus juif ». Ils sont près de trois mille en attente d'être admis dans l'un des convois de l'Agence juive de Vienne, le Canada ou, le plus souvent, les États-Unis. La durée moyenne de leur séjour à Rome est de trois mois. On estime que huit à neuf mille personnes ont ainsi transité par la péninsule l'an dernier. Les autorités ferment les yeux, fidèles à la grande tradition d'humanité qui fait de l'Italie l'un des pays les plus accueillants du monde.

Pourquoi Ostie ? Simplement parce que les logements y sont moins chers pendant la courte durée d'un séjour de transit. Et c'est aussi parce qu'on s'est passé les mêmes adresses depuis plusieurs générations d'émigrés. Trois organisations privées juives prennent en charge ces voyageurs qui, après avoir quitté l'U.R.S.S., ne veulent pas aller en Israël. Elles leur versent une somme modeste (600 F par mois pour le père de famille et 300 F pour la

femme et chacun des enfants) leur assurent une assistance sanitaire et des cours de formation professionnelle accélérée. Les visas ne sont obtenus qu'après des contrôles très stricts des consulats intéressés.

Les réfugiés s'occupent comme ils peuvent. Quelques-uns font des travaux domestiques ; d'autres de l'artisanat ou du commerce ; ils vendent à Porta Portese — les « puces » romaines — des objets qu'ils ont importés de leur pays d'origine.

Il ne faut pas confondre cette population en transit avec d'autres groupes de juifs soviétiques qui avaient choisi, eux, de se rendre en Israël, mais qui, après y avoir vécu un certain temps, ont décidé de s'établir ailleurs. Ils sont venus à Rome, espérant que, d'ici, les portes de l'Amérique s'ouvriraient plus facilement. La déception a été cruelle. Ne recevant aucune assistance, puisqu'ils ne sont plus des réfugiés politiques, ces personnes sont dans une situation très difficile. Certaines attendent depuis 1972 des visas qui ne viennent pas.

R. S.

### Argentine

LA COMMISSION ARGENTINE POUR LES DROITS DE L'HOMME a demandé, à l'occasion d'une conférence de presse, le 21 février à Genève, une intervention internationale en faveur d'une quarantaine de prisonniers politiques détenus à La Plata et menacés, selon elle, d'être exécutés sommairement, tel M. Miguel Rapoport, tué le 5 février dernier, et dont la mort, confirmée par les autorités, a été présentée comme un suicide. Les membres de cet organisme, lié à la Ligue des droits de l'homme, souhaitent susciter une action de la commission ad hoc des Nations unies, actuellement réunie à Genève. Ils estiment que deux mille trois cents personnes ont trouvé la mort en Argentine depuis l'arrivée au pouvoir des militaires, il y a onze mois. Selon eux, il y aurait d'autre part, dix mille prisonniers politiques et de vingt à trente mille « disparus ». — (A.F.P., Reuters.)

### Canada

M. RENE LEVESQUE, premier ministre du Québec, n'est pas péniblement responsable de la mort d'un homme qu'il heurta en voiture le 6 février dernier à son arrivée à Montréal. M. Maurice Laniel, « coroner » (officier civil chargé d'instruire les homicides) à Montréal, l'accident avait eu lieu à l'aube, alors que M. Levesque accompagnait chez elle sa secrétaire après une soirée chez des amis. — (Reuters.)

### Corée du Sud

DIX PERSONNES, dont deux journalistes et un pasteur, ont été arrêtées pour avoir répandu de « fausses rumeurs mensongères à la solidarité nationale », a annoncé la police sud-coréenne le mardi 21 février. — (A.F.P.)

## A travers le monde

### Cuba

LE COSTA-RICA et Cuba ont décidé d'arrêter des relations diplomatiques au niveau consulaire. San-José, avait rompu avec La Havane dès 1961, trois années avant que l'Organisation des États américains ne décrétât l'embargo diplomatique, consulaire et commercial contre le régime de M. Fidel Castro. Les deux capitales entretenaient, depuis plus d'un an, des relations économiques. Le Costa-Rica est le premier pays latino-américain à renouer au moins partiellement, avec Cuba depuis la levée du blocus décrété en juillet 1975 par l'O.E.A. Six pays de la zone entretenaient des relations normales avec La Havane : le Mexique, qui ne les a jamais rompues, l'Argentine, la Colombie, Panama, le Pérou et le Venezuela, qui les avaient rompues malgré l'O.E.A. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

### Madagascar

PLUS DE DEUX CENTES COMORIENS originaires de l'île de Mayotte, en majorité des femmes et des enfants, occupent pacifiquement le consulat de France de Manjunga, localité qui fut, le 20 décembre 1976, le théâtre de violents affrontements ethniques entre Comoriens et Malgaches, indique un dépêche A.F.P. du 21 février.

Le rapatriement des Comoriens de Madagascar a été décidé d'un commun accord entre les autorités de Tananarive et de Moroni. La ques-

### Népal

DEUX PARTISANS D'UN ANCIEN PREMIER MINISTRE NEPALEAIS, M. Koirala, viennent d'être condamnés à mort pour « crimes contre l'État ». Le premier, M. Shrestha, avait tenté d'assassiner le roi Birendra en mars 1974. Le second, le capitaine Thapa, avait dirigé des actions de guérilla dans trois districts de l'est du pays avant le couronnement du roi, en 1975. Il a affirmé qu'il avait été nommé chef du mouvement d'insurrection par plusieurs membres de l'ancien Parlement, dissous en 1980. — (A.F.P.)

### Tunisie

DIX ONTDES DE LA MARINE TUNISIENNE ont mis en demeure, la semaine der-

## Mécène

recherché par groupe international et interdisciplinaire de scientifiques

pour l'élaboration d'une revue critique axée sur les problèmes de la confrontation Nord-Sud

Ecr. sous n° 9.338 à « le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, Paris-9°.

S DE L'EST



grande à nouveau à être rayée d'Étaing ou une autre premier plan du gouvernement

en Italie

Tel. : (06) 3684. es

TECH  
LAL  
IZATE  
MIOA  
HELI

nce, Antilles, Grecs  
els internationaux

Paris-Tél. 589 89 80



## ENQUÊTE

## CROISSANCE ET CONTRAINTE

## II. - La logique de la dépendance en Amérique latine

par MARCEL NIEDERGANG

La croissance pour les nations, comme pour les entreprises, suppose l'accumulation d'un capital, c'est-à-dire le détournement au profit des investissements d'une partie importante des revenus. Dans les pays tiers-monde, à quelque zone géographique ou idéologique qu'ils appartiennent, la contrainte est d'autant plus forte qu'ils veulent imiter le « modèle » occidental de développement (« Le Monde » du 23 février).

La croissance ne débouche pas nécessairement sur le bonheur. C'est, aujourd'hui, une évidence pour les penseurs des nations industrialisées, qui ont remis en cause l'euphorie dérivée de l'Europe en expansion; une « brève parenthèse » à l'histoire de l'humanité, comme le note Alain Peyrefitte dans *Le Mal français*. La croissance n'est pas non plus fatalement source de liberté. Mais l'absence de cette liberté est-elle la même, par exemple, pour le paysan charru de San-Cristobal-de-la-Casa, dans le Chiapas mexicain, et pour le grand industriel de Sao-Paulo, la première métropole industrielle d'Amérique latine? La croissance, c'est pas le progrès. Car aucun « modèle », socialiste ou capitaliste, ne peut réellement servir au voisin. Dans une certaine mesure, l'expérience mexicaine d'incorporation du progrès technique et d'importation de technologie a prouvé et, en tout cas, précédé le « modèle » brésilien imposé brutalement par les militaires depuis 1964. De 1940 à 1975, de Cardenas à Getulio Vargas, la croissance mexicaine a été lente, régulière, soutenue, sans que la « formule » sociale des années 60 des thuriferes.

Le « modèle » brésilien, tout particulièrement dans sa méthode de lutte contre l'inflation, ce cancer endémique qui foudroyait des économies latino-américaines, a été, en revanche, exalté, magnifié et donné en exemple aux autres pays en voie de développement ou de sous-développement du continent américain, sinon du tiers-monde. Son caractère artificiellement spectaculaire vient-il de son « support » idéologique délibérément autoritaire, d'une toute liberté politique ou syndicale, définissant un monde manichéen de « bons » et de « mauvais » et offrant aux investisseurs étrangers un immense et inépuisable réservoir de main-d'œuvre tenu à l'écart de toute espèce de revendication? Là encore, les illusions se dissipent. Depuis deux ans, le « miracle » brésilien donne l'impression d'avoir atteint ses propres limites, en dépit ou à cause de

la crise énergétique mondiale. La belle machine industrielle construite à grands frais, sociaux et économiques, et pour le bénéfice, jusqu'à présent, d'un Brésilien sur six environ, a des ratés. (1) Ralentissement sérieux de la croissance, estimée à 4,2 % en 1976; taux d'inflation passé de 28,4 % en 1975 à 45 % environ en 1976, c'est-à-dire le taux le plus élevé depuis dix ans; hausse spectaculaire des prix proche de 50 %; déficit-record de la balance commerciale, évalué en 1975 à 3,6 milliards de dollars (2); dette extérieure chiffrée, en 1976, à 28 milliards de dollars (soit plus du double par rapport à 1973), la plus forte du monde par capita; face à ces indicateurs préoccupants, les dirigeants admettent que « quelque chose, quelque part » est faussé. Un débat, encore discret, est engagé entre les partisans d'un infatigablement léger du « modèle » et les avocats d'un bouleversement.

Le service de la dette extérieure est à la limite du supportable avec près de 50 % des recettes d'exportation. « Amérique latine: exporter, c'est croquer », titre l'hebdomadaire *Vision*. Sans doute, mais les débouchés à l'exportation se font plus rares pour le Brésil en 1977. Les multinationales, attirées par des conditions financières et de travail exceptionnellement favorables, ont investi massivement depuis 1965 pour répondre à la demande locale — c'est le cas de Volkswagen — ou pour utiliser le Brésil comme base d'exportation — c'est le cas d'I.T.M.

## Deux regards sur les paysans

Le Mexique, dont la croissance s'est poursuivie depuis trois décennies dans un climat de libéralisme économique et politique relatif (sans commune mesure en tout cas avec les contraintes autoritaires du Brésil), doit au même moment regarder en face des faiblesses qu'il a trop longtemps refusé d'admettre. Le double dévaluation de fait du peso, en août puis en octobre 1976, a résonné comme un coup de tonnerre dans un ciel dont la sérénité n'était qu'apparente. Modèle de stabilité économique et politique pour toute l'Amérique latine, malgré la sanglante et dramatique répression qui a suivi l'automne 1968 la révolte étudiante, le Mexique, l'un des trois pays en voie d'industrialisation de la sous-continent, lutte depuis 1910 contre une éternelle arène: la pénurie de terres arables. « La terre mexicaine », dit M. Lopez For-

mais les limites du marché intérieur, elles aussi, sont atteintes. Le tiers du revenu total du pays est concentré entre les mains de cinq pour cent de la population. Le revenu moyen de cette minorité, estimée à cinq millions de personnes, est de l'ordre de celui des Suédois, l'un des plus élevés du monde. En revanche, les trois quarts au moins des Brésiliens continuent d'avoir un revenu minimum proche de la subsistance.

D'autre part, le rythme et le volume des exportations dépendent en grande partie des multinationales qui prennent leurs décisions à l'étranger, en fonction de la rentabilité et des intérêts de l'ensemble de leurs groupes et non pas bien entendu des seules filiales brésiliennes. Dans ce contexte de crise, la part croissante prise par le financement de l'importation des biens d'équipement est un autre gros point noir. Ainsi sont mises en lumière quelques-unes des faiblesses d'un « modèle » qui a joué délibérément la carte de la dépendance, de l'insertion forcée dans les marchés internationaux et d'une croissance extensive basée sur la contrainte politique et sociale. Faiblesses structurelles liées à la loupe des économistes. Car il reste à analyser les carences humaines de cette croissance dans un pays encore largement en voie de développement, mais qui s'est inspiré de la philosophie de l'économie capitaliste industrielle développée (3).

Le Mexique, dont la croissance s'est poursuivie depuis trois décennies dans un climat de libéralisme économique et politique relatif (sans commune mesure en tout cas avec les contraintes autoritaires du Brésil), doit au même moment regarder en face des faiblesses qu'il a trop longtemps refusé d'admettre. Le double dévaluation de fait du peso, en août puis en octobre 1976, a résonné comme un coup de tonnerre dans un ciel dont la sérénité n'était qu'apparente. Modèle de stabilité économique et politique pour toute l'Amérique latine, malgré la sanglante et dramatique répression qui a suivi l'automne 1968 la révolte étudiante, le Mexique, l'un des trois pays en voie d'industrialisation de la sous-continent, lutte depuis 1910 contre une éternelle arène: la pénurie de terres arables. « La terre mexicaine », dit M. Lopez For-

tille, président de la République depuis le 1<sup>er</sup> décembre 1976, n'est pas élastique... L'intervention de l'Etat pour moderniser l'agriculture et pour suivre la réforme agraire, principe de base de la révolution, doit être constante au Mexique alors que les travailleurs de la terre ont été délibérément négligés au Brésil depuis 1964 au profit d'une industrialisation rapide.

Le « cadre » mexicain est plus souple (exportations plus diversifiées), plus solide (le marché financier, plus aisé), a permis l'élaboration de l'agriculture importante de classes moyennes solidement structurées et bénéficiaires de l'expansion). Comme le note l'économiste brésilien Celso Furtado, le Mexique « où les industries de substitution ont pu aller de l'avant dans des conditions de relative stabilité » est un pays « d'élites bureaucratiques aux salaires élevés ».

Dans les deux cas, au Brésil et au Mexique, des facteurs internes et externes ont joué, mais la dépendance de l'un et de l'autre pays — dépendance qui est en définitive la contrainte majeure — n'a pas la même force ni la même nature. En apparence, le Mexique est moins lié à l'impérialisme nord-américain que le Brésil, dont les « penseurs » militaires ont codifié une doctrine de sécurité nationale basée sur la lutte à mort « entre le communisme athée et le christianisme occidental », et qui a largement ouvert ses portes aux investisseurs américains. En réalité, il l'est davantage. Les pressions de Washington sont plus efficaces au Mexique qu'au Brésil. Le Brésil militaire, qui a institutionnalisé la torture, mais la

démocratie sous tutelle et promis pour un demain qui n'arrive jamais une « véritable » démocratie, dépend largement de sociétés multinationales dont la plupart ont leur centre de décisions à New-York, mais pas toutes. Une marge de manœuvre existe à Rio, pas à Mexico. Les quatre cinquièmes des échanges du Mexique « révolutionnaire » se font avec les Etats-Unis. La politique tiers-mondiste pratiquée de 1970 à 1976 par le président Echeverria, et le rôle de grand-dame publiquement dévolu au Brésil par M. Kissinger en 1976 ne changent rien à ces réalités.

Le Brésil peut se permettre de conclure un accord nucléaire avec la République fédérale d'Allemagne, contre la volémie de Washington, même si cet accord est ultérieurement remis en question par des pressions américaines indirectes sur les fournisseurs européens, hypothéquant ainsi le grand pari énergétique du pays. Le Mexique, qui fait mine de vouloir adhérer à l'OPEP (4), doit faire marche arrière face aux discrètes, mais énergiques, mises en garde des Etats-Unis et il est même contraint, dans ce jeu subtil du chât et de la courtoisie, de dissuader l'ampleur réelle de ses réserves de pétrole du Chiapas: les moyens de pression des Etats-Unis sont multiformes et puissants.

La crise énergétique mondiale, mise en avant par les dirigeants brésiliens pour expliquer la fin des importations de pétrole, est importante mais non pas décisive. Les signes d'essoufflement de la machine brésilienne sont bien antérieurs à la crise du pétrole. En revanche, les facteurs externes (déséquilibre monétaire mondial et décision prise par M. Nixon, en 1971, de laisser flotter le dollar) ont été déterminants en 1976 dans la chute du peso mexicain, chute qui a soudainement fait basculer l'un des piliers essentiels de la stabilité et de la croissance mexicaines. Il est donc vain de spéculer sur la valeur relative de systèmes politiques peu comparables, et sur la nature des contraintes locales, si on ne les insère pas dans un contexte plus vaste, international, en l'occurrence, générateur de contraintes majeures. Il faudrait aussi, pour donner toute sa dimension au débat, observer d'autres pays: le Chili et l'Uruguay, par exemple, où la répression et les contraintes politiques, portées au plus haut niveau, débouchent sur la stagnation, sinon sur la régression économique, la paupérisation accélérée du plus grand nombre, en fait sur l'absurdité pulque « coût social » de ces « expériences » ne permet même pas de relancer la machine économique. Ou, au contraire, le Venezuela, où les experts de la CEPAL (Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine) ont voulu étudier à part en raison des richesses pétrolières du pays, mais que les meilleurs économistes vénézuéliens (5) rangent, avec d'excellents arguments, aux côtés des autres pays en voie de développement de l'Amérique latine.

Alors, à chacun sa « voie » au sud du Rio Grande, et l'oncle Sam pour tous? « Il n'est pas possible de croire au progrès, écrit M. Alain Touraine (6), car

il est devenu clair depuis longtemps que toutes les sociétés de la planète n'ont pas les mêmes chances de progresser ».

Et les hommes? Ou si l'on préfère: la croissance, pour quel faire? Voici deux métropoles grouillantes d'humanité, passionnantes, étonnantes, vivantes et misérables, toutes les deux superbes et dérisoires: le Grand Sao-Paulo, onze millions d'habitants, et le Grand Mexico, douze millions. Cette fois, le Brésil, où le maintien du plus faible salaire minimum, voire sa réduction, fait expressément partie de la stratégie du « développement », et le Mexique, où la hausse des salaires est réglée avec minutie chaque automne par un accord entre le gouvernement et les syndicats, affrontent les mêmes drames sociaux et humains, basés sur les mêmes obstacles toujours renouvelés. Le mythe de Sisyphe américain.

## L'oncle Sam pour tous

L'impitoyable loi du marché et une spéculation effrénée sur les terrains encore libres du centre ont favorisé la naissance d'immenses et lointaines banlieues, cités-dortoirs où les conditions de subsistance sont, selon une formule de Mgr Helder Camara, « infrahumaines ».

Le « prix du progrès », formule officielle brésilienne pour justifier les « bavures » et les aspects négatifs de la croissance, est jugé trop lourd par la plupart des économistes et des sociologues de la première puissance d'Amérique latine. Quant aux Mexicains, ils ont tiré de leur mésaventure récente la conclusion que les analyses de la CEPAL, dont dépendent que la « soi-disant bourgeoisie nationale » n'a pas joué son vrai rôle.

Jugements abrupts? Peut-être, mais il est naturel que les mécomptes de la croissance, la faillite des espoirs de coopération interaméricaine exaltés à la fin des années 60, dans l'attente d'une généralisation des périls militaires dans le sous-continent, incitent à une réflexion plus aigüe. « Le sous-développement », rappelle Celso Furtado, demeure essentiellement un phénomène de dépendance extérieure.

Les dirigeants de régimes politiquement autoritaires et économiquement en expansion ont fréquemment lié la promesse de la fin ou de l'atténuation des contraintes à la conquête d'un revenu par capita « raisonnable ». En Espagne, dix ans avant la mort de Franco, M. Lopez Rodó, alors chargé du plan, avait fixé ce « seuil de libération » à 1 000 dollars. Cette frontière a été franchie et largement franchie bien avant la disparition de Franco sans favoriser cependant une libération réelle des institutions. La remarque vaut pour l'Amérique espagnole et portugaise. Les revenus des classes dominantes ont progressé, atteignant les niveaux des pays industrialisés. Les contraintes de subsistance pour tous les autres: les plus nombreuses.

Sao-Paulo, c'est le cœur de l'empire, l'Etat leader de la fédération, le moteur du plus puissant complexe militaro-industriel de l'Amérique du Sud (7), la plus forte concentration bancaire, une synthèse de la Babel brésilienne où coexistent le blond germanique, le Noir africain, le Japonais et le « turco » syro-libanais. En bref, un microcosme, un laboratoire. Il est habituel, au Brésil, d'opposer le Centre-Sud « développé » au Nord-Est « sous-développé », ou les vingt millions de Brésiliens « riches » du Brésil capitaliste aux cent millions de Brésiliens « marginaux » exclus de la croissance. Mais l'exemple de Sao-Paulo suffit: la plus grande richesse, la plus belle vitrine du « modèle » et aussi le plus grand démentement de la majorité. « La croissance économique du Grand Sao-Paulo est directement liée à la détérioration des conditions de vie de larges secteurs de la population »: c'est la conclusion d'une étude réalisée par l'université de Sao-Paulo, appuyée sur des documents du gouvernement de l'Etat.

Le monde de la croissance en milieu urbain: délinquance; marginalité et disparité croissantes; différences de plus en plus grandes entre les revenus des classes supérieures dominantes et ceux de la grande masse du peuple.

Le « prix du progrès », formule officielle brésilienne pour justifier les « bavures » et les aspects négatifs de la croissance, est jugé trop lourd par la plupart des économistes et des sociologues de la première puissance d'Amérique latine. Quant aux Mexicains, ils ont tiré de leur mésaventure récente la conclusion que les analyses de la CEPAL, dont dépendent que la « soi-disant bourgeoisie nationale » n'a pas joué son vrai rôle.

Jugements abrupts? Peut-être, mais il est naturel que les mécomptes de la croissance, la faillite des espoirs de coopération interaméricaine exaltés à la fin des années 60, dans l'attente d'une généralisation des périls militaires dans le sous-continent, incitent à une réflexion plus aigüe. « Le sous-développement », rappelle Celso Furtado, demeure essentiellement un phénomène de dépendance extérieure.

Les dirigeants de régimes politiquement autoritaires et économiquement en expansion ont fréquemment lié la promesse de la fin ou de l'atténuation des contraintes à la conquête d'un revenu par capita « raisonnable ». En Espagne, dix ans avant la mort de Franco, M. Lopez Rodó, alors chargé du plan, avait fixé ce « seuil de libération » à 1 000 dollars. Cette frontière a été franchie et largement franchie bien avant la disparition de Franco sans favoriser cependant une libération réelle des institutions. La remarque vaut pour l'Amérique espagnole et portugaise. Les revenus des classes dominantes ont progressé, atteignant les niveaux des pays industrialisés. Les contraintes de subsistance pour tous les autres: les plus nombreuses.

Prochain article : ANALOGIES ET DÉCALAGES AU PROCHE-ORIENT PÉTROLIER

es éditions sociales

## NOUVEAUTES

## Collection "NOTRE TEMPS"

Henri FIZBIN, Daniel MONTEUX  
PARIS, DECLIN ou RENAISSANCE  
Les communistes et l'avenir de la capitale 16F

René MAURICE  
L'UNEF ou le PARI ETUDIANT  
Préface de Jean-Luc Maro  
en direct avec une grande organisation étudiante en lutte contre la réforme giscardienne du second cycle 13F

Jean RONY  
LA LENTE RUPTURE  
L'Espagne entre le franquisme et la démocratie 20F

## Collection "PROBLEMES"

Jean-Pierre TERRAIL, Edmond PRETECEILLE,  
Maurice DECAILLON  
BESOINS ET MODE DE PRODUCTION  
Face aux thèmes de la société de consommation, le concept théorique décisif des besoins au cœur d'une analyse marxiste du mode de production 20F

## HORS COLLECTION

Marcel CAILLE  
LES TRUANDS DU PATRONAT  
Préface de Georges Seguy  
Des acteurs de romans de la série noire en passe de devenir des personnages bien réels 36F

C.E.R.M.  
COLLOQUE SUR LA SITUATION DE  
LA LITTÉRATURE, DU LIVRE ET DES ECRIVAINS 45F

## COLLECTIF

L'IMPERIALISME FRANÇAIS AUJOURD'HUI 30F

René LE GUEN  
VOYAGE AVEC DES CADRES  
40 ans d'histoire du mouvement syndical des cadres 40F

Pierre DURAND  
LES ARMES DE L'ESPOIR  
Les Français à Buchenwald et à Dora 60F

G.F.E.N.  
REUSSIR A L'ECOLE:  
Pédagogie de soutien ou soutien de la pédagogie? 40F

EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

COSMAS  
optiqueA MOITIE PRIX!  
des montures de  
LUNETTES

"GRANDS COUTURIERS" ET TOUTES MARQUES

MONTMARNASSE

41, Bd du MONTMARNASSE  
PARIS 8<sup>e</sup>

Montmarnasse

REPUBLIQUE

27, Bd de MAGENTA  
PARIS 10<sup>e</sup>

J. Boussergent

ST-LAZARE

22, Rue de la PREMIERE  
PARIS 8<sup>e</sup>

St-Lazare

NATION

33, AV. PHILIPPE AUGUSTE  
PARIS 10<sup>e</sup>

Nation

BANLIEUE

11, PLACE JEAN JAURES  
92000 SAINT-DENIS

Banlieue

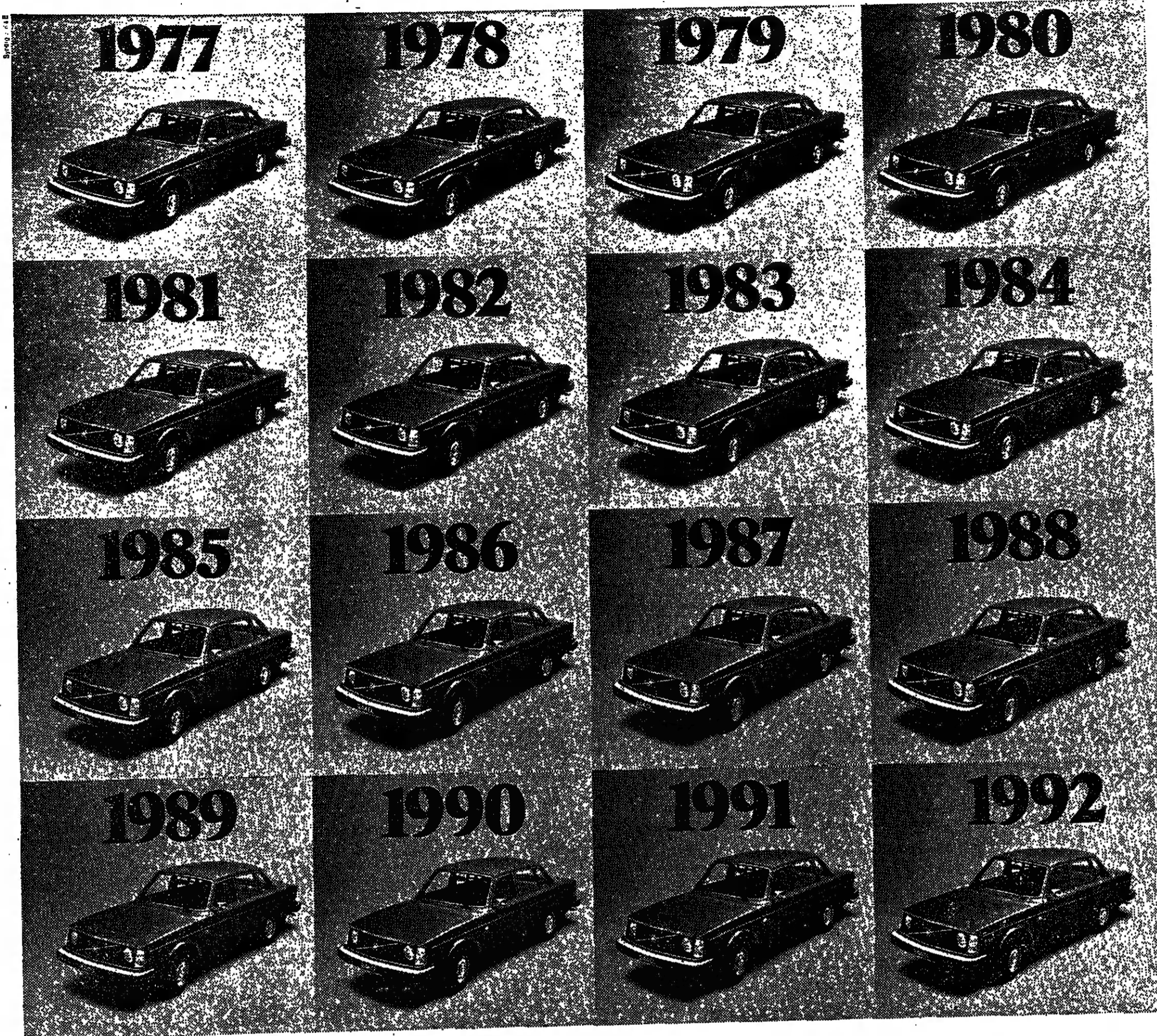
CARVEN n° 103 290 F 145 F - DIOR n° 1206 290 F 200 F - ESTEREL n° 12 74 292 F 126 F - RATH n° 1206 290 F 138 F - LANVIN n° 12 74 292 F 130 F

مكتبة من الأصل



[illegible]

## L'uncle Sam pour tous



# Divisez son prix par 16.

Pour avoir une voiture plus sûre, nous faisons une voiture plus nerveuse : la 244 DL a un couple maximum situé vers 3.000 tours/mn. Elle possède ainsi beaucoup de chevaux "en bas".

C'est ainsi qu'une Volvo de 16 ans et 6 mois reste une voiture sûre. Série 240 : à partir de 36.320 F. Prix au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

# VOLVO

Consommation à 90 km/h : 8,6 l, à 120 km/h : 11,8 l, parcours urbain : 13,4 l. Frais de transport et de mise à la route : 780 F. Crédit CGL, bail avec option achat CGL.

# MAS

## > optique

**LE PRIX**  
**res de**  
**TES**  
**TOUTES MARCHES**











## NANCY : duel sans arbitre

A Aix-en-Provence, un radical affirmé un représentant du C.D.S. cependant que d'autres divisions apparaissent à Agen et à Arvignon et qu'à Tarbes la succession de Paul Boire, maire indépendant décédé le 5 février, a ouvert une crise profonde qui se traduit par l'opposition de deux listes se réclamant de la majorité : celle de M. Glacard, républicain indépendant soutenu par le R.P.R. et celle de M. Partimban, conseiller municipal sortant, ex-indépendant qui a reçu le concours d'autres membres du conseil, parmi lesquels plusieurs centristes et gaullistes.

Parallèlement les autres cas d'élections primaires, on relève ceux du Creusot, de Châtelleraulieu, Mézières, foï M. Pige, C.G.S., d'affronter M. Puchet, R.P.R., de Châtelleraulieu, de Bessy, M. Boire, dans la région parisienne, tandis qu'à Lezay la situation demeure pour l'instant fort confuse. — R.R.

Nancy. — Curieusement, c'est le challenger, lui, qui a été le plus long à se déclarer. C'est même le silence obstiné de M. Claude Couvats, député républicain indépendant avant d'entrer au gouvernement, le 20 décembre dernier, aujourd'hui décidé à ravis à M. Marcel Martin, ancien sénateur centriste, son tuteur de malice, qui avait provoqué la candidature de M. Claude Huriet, conseiller général R.I., et l'impe-

tion de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. (Le premier a renoncé à se présenter et le second, conforté par ses succès, vient au conseil régional de Lorraine, dont il a été réélu président contre M. Mesmer (le Monde du 7 janvier), étant battu.)

Bien que M. Martin se situe dans le mouvement de la majorité, à défaut d'appartenir à l'une de ses formations, ses adversaires républicains indépendants et gauchistes se refusent à voir dans le scrutin de Nancy une véritable défection primaire. Tous s'accrochent sur la carcasse locale, voire personnelle, de leur hostilité au maire sortant, et avancent des arguments d'ordre strictement municipal.

Il est vrai que la gestion du maire de Nancy s'est heurtée, sur un certain nombre de points précis, à l'opposition de ceux qui auraient dû

Quant au débat strictement politique, M. Martin « ne s'y refuse pas » mais n'en voit pas l'intérêt à propos des élections municipales. « J'ai composé une liste de très large union, assure-t-il, rassemblant des représentants de toutes les familles non totalitaires, c'est-à-dire des socialistes qui refusent le programme commun, des indépendants, des catholiques, des gaullistes et même des royalistes, et puis surtout des person-

Il ajoute : « Je n'ai le soutien officiel d'aucune formation de la majorité car je ne l'ai pas sollicité. Je suis seul, grand public me soutient tout seul. Je me refuse à cette politisation abusive du scrutin. »

Le R.P.R. n'accorde pas son soutien à aucune des deux listes de la ma-

## MULHOUSE: de reclassement en reclassement

**Correspondant**

Dans la perspective des municipales, l'opposition des deux groupes a vite conduit à un blocage total, au point que l'autisme dervier, Mulhouse-Dainville, voulait exploiter ses succès aux cantonales, demandant dix-neuf sièges sur les quarante et un.

M. Emile Muller, fort de son inviolabilité de chef de file local de la majorité, ne lui en proposait que onze (cinq aux R.L., six à l'U.D.R.) et excluait la candidature de M. Kleinmeyer. Ce sont les états-majors parlements, à peu disposés à prendre le risque d'une élection triangulaire avec une

gauche en nette progression en Alsace, qui, fin décembre, ont provoqué le dénouement. M. Chirac à Paris, et M. Fourcade, à Mulhouse même, ont donné l'ordre à leurs militants de rester sur la liste du maire sortant.

De jour su lendemain, Mulhouse-Demain a, ainsi, perdu tout soutien politique. Mais l'ensemble des treize

conservateurs sortants. M.R. et R.P.R. ont  
conféré constituer, malgré tout, une  
liste se réclamant de cette associa-  
tion, au risque de se faire exorcer  
de leur formation, ce qui ne s'est  
d'ailleurs pas produit. Quant à  
M. Muller, il a pris sur sa liste cinq  
R.I. et sept R.P.R., essentiellement  
des nouveaux venus, dont M. Roland  
Bader, candidat R.I. Mulhouse-  
Nord-Ouest, élu en mars 1973 contre lui  
dans le canton de Mulhouse-Nord.  
— (Intérim.)

semmement participe activement à officiellement à liste et à la campagne de M. Martin. La division des militants et responsables : locaux du R.P.F. sur ce point a été telle, durant ces quelques semaines, que M. Chertier, Pasqua, qui s'occupe de l'animation au sein de la direction, du Mouvement, s'est rendu à Nancy pour tenter de concilier les deux positions, ou du moins, éviter une censure publique. Un « chargé de mission » local a été désigné, cependant, que M. Martiny, secrétaire fédéral, connaît sa démission.

ancien adjoint M. Faussignat, premier préfet des Vosges. Il fait campagne sur deux grands thèmes : « la gestion financière doit être plus rigoureuse, l'urbanisme doit être plus humain. » Sur le premier point, explique l'un des responsables des jeunes gardiens de « Génération sociale et libérale, le chef de file socialiste de la gauche, M. Cureau, nous dispenserons de rentrer dans les détails. Sur le second point, nous combattrons aussi très fermement M. Cureau, qui est en second

joint de M. Martin et porte une  
est importante de responsabilité dans  
la conduite des travaux publics que  
nous contestons. — E. B. —

**Positions**

Le 5 décembre 1974, les  
trois ont accepté un appel  
d'appel de Paris et ont  
répondu par les journalistes de  
cette ville, les journalistes de  
ce journal, qui ont  
depuis le 6 mai 1974  
depuis le 6 mai 1974.

Devenue et limites de sa mission confiée au clergé mission.

Il importe, au préalable, de définir la mission dont il s'agit. Le clergé, en effet, après avoir appris et étudié les sciences de la foi et de la loi, doit en son pouvoir porter

Elles devront alors  
à préoccupations d'ordre  
social. Elles tendront  
à l'insertion du plus  
possible de grévistes  
dans le personnel,  
après l'admission de  
à bénéfice des institu-  
tions sociales prévues  
pour les mineurs em-  
ployés. La mission s'étend

Le chargé de mission  
n'a à porter aucun ju-  
gement sur la légitimité ou la non-  
légitimité des positions prises par  
les belligérés au cours du conflit ni  
sur le bien ou le mal des litiges d'ordre  
juridictionnel. Ces litiges sont  
résolus par les juridictions seules  
compétentes pour se prononcer.

As terme de longue  
tous et d'échanges de  
sur plus de deux  
conciliables tant sur  
du droit et de  
de fait que

ce jour d'ou  
blanche. Mais les pas  
sont tant accumulées en  
tion s'est à ce point  
que la mission confiée au  
ler d'Etat — rapproche  
des en vue d'arriver  
solution du conflit — n'a  
menée à bien.

des monopoles d'embauche  
des ouvriers de la presse  
vienna des « affectataires »  
le Syndicat du Livre devant  
juridiquement considérer  
la véritable employeur.  
Les solutions proposées





## Les conclusions du rapport Mottin

sections d'entreprise le document Motin ainsi que la position du Livre C.G.T. vis-à-vis de ce rapport, avant d'organiser une consultation générale du bulletin dans toutes les imprimeries de presse, dont les résultats seront connus les 3 et 4 mars.

Le 3 mars 1977, le conflit du -Parisien libéré- entrera dans sa troisième année...

ses suggestions du médiateur

tion, mais à l'exceptionnelles imprimeries de Parisienne les a été dit d'ad-ressaire, pour d'inter-venir, à en-contre des pres-ses de l'ASSOCI-ation profession-nelle de 160 000 francs ASSOCI(C) au moins quarante postes assés au personnel, ce qui sera le cas de la di-

Quatrième proposition : personnel en excédent (219).

Ces personnels, bénéficiaires des dispositions du régime normal des ASSÉDIC et de la loi publique 1958, se répartissent comme suit :

Le total de l'opération est de 16,5 millions de francs. Ce personnel pourrait être admis au bénéfice de la loi 1958, si professionnelle dans le cadre d'autres professions.

Il en est 90 % (ASA, - AIM publique - ASSÉDIC).

— Un million six cents et 500 000 (ASSÉDIC - aide publique).

Cinquième proposition : institutions d'ordre social.

Le personnel ~~de~~ <sup>de</sup> la ville de Paris, libéré de l'imprimerie de Saint-Ouen serait réintégré dans les institutions <sup>de</sup> la caisse Chateaubert, de la caisse de la ville, de la CASSAC et de la CASSA, sans préjudice sur le statut de cette entreprise et le plan syndical (S.C.E.R.) ni sur les modalités de travail ou rémunération appliquées à son personnel.

entreprises.

« Réclame-  
ment de la liberté  
de surmarché  
des anciens par-  
tenaires II a été  
la manifestation  
des conditions  
de convention  
de l'éta-  
blissement dans l'en-  
treprise »

« Les  
recrutements  
dans les  
de la  
d'emploi  
sur la pri-  
été de  
se faire im-  
primerie,  
parlèrent, en

221.

Sixième proposition.

« Les problèmes de l'emploi dans  
les imprimeries de presse à tirage  
faible sont les suivants : la solidarité des possi-  
bilités de travail dans le labour. Le  
des publications françaises  
imprimées à l'étranger devrait  
être la même que la  
entre les  
avec l'appui et la collaboration des  
pouvoirs publics.

In conclusion, les propositions  
qui précèdent permettraient d'ap-  
procher les entreprises pratiques  
la totalité des cas individuels  
encore en suspens. Les  
proposées se résument : a. 562  
562 personnes :

|  |     |
|--|-----|
| • Pré-remises  | 73  |
| • Départes volocaires  | 110 |
| • Reclassement dans la<br>profession   | 180 |
| • Bénéfice de la législation<br>sociale en cas de licenciement<br>(Aide publique,<br>ASSURD, ASA à 80 %)<br>avec possibilité de formation<br>professionnelle pour<br>revenir dans la<br>autre profession | 219 |

**Enseignement secondaire privé mixte**

**dans VILLAS avec jardin à NICE**  
**prise comme chaque année :**

**pour les VACANCES de PAQUES**  
 du 28 mars au samedi 7 avril 1977

**en vue du BACCALAURÉAT**  
**S intensives dans les matières principales**

|                         |                  |
|-------------------------|------------------|
| <b>le MATIN : Cours</b> |                  |
| math., langue :         | avec choix       |
| math., Sc. Econom.      | possible         |
| math., Physique         | par modules      |
| math., Physique S. Nat. | pour les ACTIVES |

**L'APRES-MIDI :**  
 excursions, clubs surveillés,  
 prévus au Baccalauréat), cheval, tennis, ski.

---

**pour les VACANCES d'ÉTÉ**  
 du 1<sup>er</sup> août au 3 septembre 1977)

**ATTAPAGE et de PERFECTIONNEMENT**

disciplines (ski nautique, cheval, tennis, montagne)  
 INSEIGNEMENTS et INSCRIPTIONS :

elli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

\_\_\_\_\_

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

12, rue Caffarelli, 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43



# EQUIPEMENT

## TRANSPORTS

### DÉBAT

## Quelle politique pour les entreprises publiques ?

### • Transat-Messageries : une seule flotte nationale face aux armateurs privés

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Compagnie générale maritime (C.G.M., ancienne Transat) se réunit mercredi 23 février à la fusion entre cette société et les Messageries maritimes. Ce sera le dernier acte du processus de rapprochement entre les deux compagnies de navigation économique mixte, dont le coup d'envoi avait été donné au cours d'un conseil des ministres le 1<sup>er</sup> août 1975.

Les responsables de la C.G.M. attendent une assemblée générale extraordinaire des actionnaires privés de la C.G.M. (qui détiennent 36 % du capital) pour, d'après l'appel, dénoncer ce qu'ils appellent sans plus de nuances un

de fusion et de clarification dont les pouvoirs publics, notamment le ministre des finances, soulignent la logique et la nécessité, les observateurs de la chronique maritime dénoncent la dégradation continue de la situation du groupe public.

Sans doute, la conjoncture, très médiocre, y est-elle pour quelque chose, ainsi que la lutte fratricide et ruineuse entre la C.G.M. et la Mixte sur les Antilles, lutte que le secrétaire d'Etat aux transports a été incapable, par mollesse ou par imprévision, d'empêcher. Le déficit de la C.G.M. s'élève à 146 millions en 1976 (dont 28 millions de charges d'immobilisation du paquebot France, dont le lancement pourrissait au Havre, depuis plus de deux ans, du scandale). Les pertes aux Messageries (87 millions de

### • Air France : une mission d'inspection pour clarifier les rapports avec l'Etat

Le premier ministre a récemment adressé par une lettre à M. Pierre Giraudet, président d'Air France, qu'il était l'intention des pouvoirs publics d'indemniser la compagnie nationale des contraintes de service public qu'elle subit.

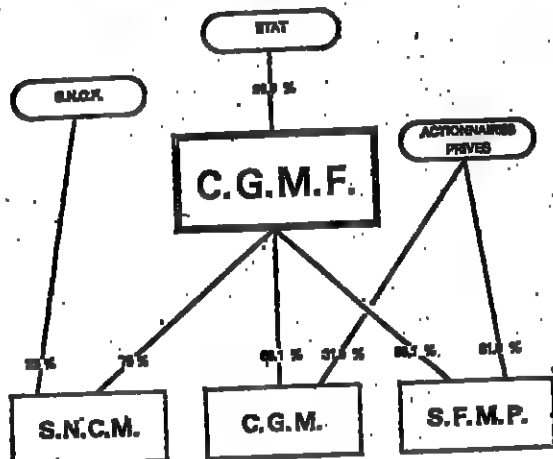
Le ministre a également souligné, en principe, le caractère substantiel encore quant aux modalités du montant de cette aide.

M. Raymond Barre a-t-il aidé de confier la mission de redresser les relations entre l'Etat et Air France à trois hauts fonctionnaires : MM. Paul Deroche, directeur du ministère des transports, Jacques Laroche, inspecteur des finances et administrateur de la compagnie nationale, Claude Abraham, directeur général de l'aviation civile.

Leur rapport sera rendu public le 1<sup>er</sup> avril prochain. Il sera accompagné d'un rapport de l'Etat, qui sera également rendu public.

Le principal actionnaire de l'Etat, le ministère de l'Air, est en fait le maître du jeu. Il s'agit notamment de maintenir en service des avions, de la part du ministère de l'Air, de la part des compagnies nationales, de la part des compagnies étrangères, de la part des compagnies privées.

Le principal actionnaire de l'Etat, le ministère de l'Air, est en fait le maître du jeu. Il s'agit notamment de maintenir en service des avions, de la part du ministère de l'Air, de la part des compagnies nationales, de la part des compagnies étrangères, de la part des compagnies privées.



« vol ». Depuis 1963, date à laquelle l'Etat a commencé à ne plus respecter la convention de 1946, notre société a été spolée par les pouvoirs publics d'une somme totale qu'on peut évaluer à 750 millions de francs d'aujourd'hui. Les compagnies n'ont pas été bien gérées et c'était une entreprise privée, les responsables seraient privés de leur poste, déclare M. G. Thouvenot, administrateur de la C.G.M. et président de l'association de défense des actionnaires privés. Il est un fait que, depuis le coup d'envoi de la fusion, les actionnaires privés de la C.G.M. et ceux des Messageries maritimes — qui détiennent 19 % des actions — n'ont reçu de dividendes.

Un rapide coup d'œil sur la Bourse illustre la « grande misère » du capitalisme privé dans ces deux affaires.

Aux Messageries la cote moyenne de l'action a varié de 43 à 40 F entre 1972 et 1976 (valeur nominale : 100) ; à la C.G.M. de 81 F en 1972 à 54 F en 1976 pour une valeur nominale de 100 F (la flamme de 1976 qui avait fait grimper le titre jusqu'à 200 F ayant été provoquée par des rumeurs d'OPA mais étant sans rapport avec les résultats de l'exercice).

Le 23 février, dans l'après-midi, l'assemblée générale des Messageries maritimes est appelée, pour sa part, à approuver la fusion avec la C.G.M. (celle des deux sociétés devant être en même temps la plus importante), dont à signer elle-même l'acte de décès d'un armement, héritier des Messageries nationales créées en 1788 dont la vocation maritime débuta en 1851, à l'aube de la bourgeoisie.

Dernière assemblée annoncée le même jour : celle de la S.F.M.P., qui devra entériner les apports que lui fera la C.G.M.

Au terme de ces opérations juridiques-financières complexes le holding d'Etat Compagnie générale maritime et financière (C.G.M.F.) détiendrait 88 % de la C.G.M., qui sera un armateur comme un autre et 88 % de la Société de portefeuille (S.F.M.P.), qui sera aussi une société de placements comme une autre. Les activités qui continueraient à relever du service public et notamment de la Corse seront rattachées directement au holding, les capitaux privés se trouvant par conséquent libérés de ce boulet.

Dernière des grandes manœuvres

français) sont pas beaucoup moins rapportées au chiffre d'affaires.

Dans les milieux gouvernementaux, on ne manque pas non plus de dénoncer l'endettement colossal du groupe. Avec le bénéfice de la garantie de l'Etat, la C.G.M. a déjà emprunté 700 millions de francs à la Caisse des dépôts et consignations, 75 millions de dollars à un pool bancaire international et émis sur le marché obligataire français, en 1975, un emprunt de 500 millions de francs.

Les dirigeants de la C.G.M.F. et de la C.G.M. argumentent leur défense en disant que les commandes de navires se font désormais de manière unifiée, donc plus efficace, que les services de la C.G.M. et des Messageries ont été regroupés à la Défense (l'immeuble des Messageries du boulevard de la Madeleine vient d'être vendu à l'U.A.P. pour 60 millions de francs, avec une plus-value de 10 millions) et qu'une concertation est engagée au niveau du groupe avec les organisations syndicales.

M. Jacques Friedmann et Jacques Ribière — aura-t-il des tiraillements pour le partage des présidences dans le nouvel organisme, et la politique va-t-elle s'unifier dans la marine ? — ajoutent que le groupe qu'ils animent est engagé dans un vaste effort d'équipement (dix-neuf navires en commande) nécessaire si l'on veut redonner à la France un élan maritime, favoriser le commerce extérieur et tenir une place de choix face aux armements privés.

On sait combien à Matignon, Rue de Rivoli et dans l'esprit du ministre de l'équipement, M. Jean-Pierre Fourcade, les entreprises nationales de transport — qui englobent des milliards chaque année — ont actuellement mauvaise réputation (1). M. Raymond Barre a déclaré qu'une telle situation n'était pas tolérable et a donné des instructions pour qu'elle soit assainie. Mais les rigueurs budgétaires et la conduite de l'économie s'accommodent-elles de la fameuse phrase si souvent répétée en haut lieu : « L'histoire montre que les grandes époques de développement économique de la France ont toujours coïncidé avec les périodes d'expansion maritime » ?

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) Cette année, l'Etat versera aux entreprises publiques, dont 1,7 milliard sous forme de prêts à taux zéro, et si l'on tient compte des subventions de l'Etat atteignant même 24 milliards de francs.

• TRAFIC RECORD PAR AEROGLOSSIERS A CALAIS. — Le nombre de passagers ayant transité par l'aéroport international de Calais en 1976 s'est élevé à 126 481, contre 108 781 en 1975, indique la chambre de commerce et d'industrie de Calais. Cette augmentation de 12 % du trafic passagers est cependant inférieure à la croissance enregistrée pour les véhicules de tourisme (+ 20 %) avec 206 123 véhicules.

## Haute-Normandie

Au Vaudreuil (2 000 habitants)

### On a oublié les électeurs de la ville nouvelle

On ne votera pas au Vaudreuil les 13 et 20 mars prochains. La ville nouvelle de la Haute-Normandie, qui a été créée en 1963, n'a pas été prise en compte dans le statut de l'ensemble urbain prévu par la loi Boscher du 10 juillet 1970. Les autres communes qui ont opté pour la formule d'ensemble urbain ont été prises en compte dans le statut de l'ensemble urbain.

L'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif. Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés. Mais pour quoi ?

Les élus de gauche reprochent à la majorité et au gouvernement de n'avoir pas fait le nécessaire pour que la loi puisse avoir lieu au Vaudreuil en même temps qu'ailleurs. Officiellement, tout le monde était d'accord, mais ils n'ont rien fait pour que le texte passe.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Contrairement à ce qu'il était prévu, la loi n'a pas été appliquée. La ville nouvelle n'est pas une zone d'habitat collectif, mais une zone d'habitat individuel.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

Le conseil général de l'Eure (actuellement, quatre conseillers de la majorité et un socialiste). Les habitants du Vaudreuil, qui sont des électeurs de la gauche, se sentent trahis.

ministère de l'équipement se fera attendre au moins deux ans. En plus des quinze cents nouveaux habitants privés du droit de vote, il y a quatre cents habitants des villages anciens qui ont voté en 1971 et qui ne voteront pas cette fois.

Cette situation était prévisible. La question a été soulevée dès juillet 1976 par le conseil de l'ensemble urbain qui souhaitait que des élections aient lieu quel que soit le nombre de logements occupés. Un amendement à la loi du 10 juillet 1970 a été présenté par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

Le conseil de l'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif.

Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

Le conseil de l'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif.

Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

Le conseil de l'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif.

Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

Le conseil de l'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif.

Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

Le conseil de l'ensemble urbain, contrairement à ce qu'on a pu croire, n'est pas une zone d'habitat collectif. C'est une zone d'habitat individuel, qui permet notamment d'isoler les zones d'habitat collectif.

Les règles prévues pour la formation progressive d'un conseil municipal normal, au fur et à mesure de l'arrivée de nouveaux habitants, sont à l'origine de l'absence d'élections en 1977.

La loi du 10 juillet 1970 a été présentée par M. Gustave Léon, sénateur (gauche démocratique). Examiné lors de la session budgétaire, il n'a pu être retenu par les députés.

## ECONOMIE EXEMPLAIRE



**RENAULT 16 TL 27200<sup>F</sup>**  
(ESSENCE ORDINAIRE VERSION 55 ch)

1.565 cm<sup>3</sup> - 9 CV - 55 ch DIN à 5.000 tr/min - 73 L, 10,3 L, 10,3 L.  
Les indications de consommation sont établies à vitesse stabilisée à 90 km/h, 120 km/h et sur essai de type urbain.

Prix cités en main au 01/01/77

Tout ce que l'on attend d'une voiture à l'heure actuelle, la Renault 16 vous le propose depuis toujours. En matière d'équipement, de tenue de route, de sécurité et surtout d'économie, la Renault 16 a donné le ton aux grandes routières modernes. Avec le mérite d'avoir été la première et grâce à des perfectionnements constants, de le rester.

La Renault 16 TL version 77 est encore un véritable exemple automobile.

**RENAULT 16 TL**  
Renault préconise

هكذا من الأصل











# ITS ET JUGEMENTS

naturelle

nts meurtriers.

La nouvelle fois, à la fin de l'année, les deux frères ont disparu. Depuis, on leur mère n'a pas pu les retrouver. Les parents continuent à le chercher, par tous les moyens. Ils ont même demandé à la police de leur faire une recherche. Mais, à ce jour, ils n'ont rien trouvé. Les deux frères ont disparu. Les parents continuent à le chercher, par tous les moyens. Ils ont même demandé à la police de leur faire une recherche. Mais, à ce jour, ils n'ont rien trouvé.

de Jérôme Carrain

les écrits

André-Pol.

Le verdict de la justice a été rendu. Les deux frères ont été déclarés coupables. Ils ont été condamnés à la prison à vie. Les parents ont été informés de la décision. Ils ont été très tristes. Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision. Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

Les parents ont été informés de la décision.

Ils ont été très tristes.

Ils ont demandé à la justice de leur faire une révision.

Mais, à ce jour, ils n'ont rien obtenu.

Le verdict de la justice a été rendu.

Les deux frères ont été déclarés coupables.

Ils ont été condamnés à la prison à vie.

## La Vie : chaque semaine un voyage au centre de la vie.

Les écologistes entrent en campagne : p. 22. Ils jouent les trouble-fête des municipales. Que réclament-ils? Des espaces verts, moins de voitures, une ville qui respecte l'homme. Et pour la première fois, le poids de ces "candidats verts" est plus négligeable.



Radio : Docteur H. vous écoute : p. 8. Toutes les stations y ont venues, chacune à sa manière. Nouvelle valeur de box-office des ondes, la couple, la grandeur et ses petites misères. C'est l'escalade de la confiance et la surenchère entre les antennes roses. Pourquoi? Comment? Les animaux s'expliquent.



Les disques et les enfants : p. 46. Quand un enfant a un disque, il ne peut pas de l'écouter. Il est donc très important que ses disques soient de bonne qualité, capables de porter son imagination, de l'aider à rêver. La production française est-elle à la hauteur?



La "petite semaine de Piem" : p. 16. L'actualité vue par Piem.



La neige pour tous : p. 12. Aux Karellis, en Savoie, une nouvelle manière en train de naître. Avec un souci : accueillir d'abord les plus modestes. Au bas des pistes, les villages qui se dépeuplaient retrouvent une nouvelle vie.



Nature, poster couleurs : p. 36. Le dalmatien ne vient pas de Dalmatie. Il descend, dit-on, du braque de Bengale. Peu importe d'ailleurs, l'essentiel, c'est sa gentillesse. Le dalmatien est un merveilleux animal. Et il n'a pas attendu Walt Disney pour se faire une bonne réputation. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, il était déjà la coqueluche de la cour d'Angleterre.



Lucky Luke : p. 71. Chaque semaine, la suite des aventures du célèbre cow-boy.

Peinture : p. 40. Cette semaine, reproduction en couleurs d'une toile du Douanier Rousseau.



La Vie : plus de 2 millions de lecteurs. La Vie est un grand hebdomadaire. Il a sa propre conception de l'information, sa propre vision de l'événement politique, économique, social, religieux, culturel. Il est engagé dans les grands débats de l'époque. Mais avant tout il est chrétien. Et pour lui tout découle de là. L'attention particulière portée aux hommes, à leurs vies, qu'elles soient extraordinaires ou simplement ordinaires. Le respect de la personne humaine qui pousse à dénoncer en permanence l'injustice, la misère, l'oppression où qu'elles se manifestent. L'affirmation répétée que la vie a un sens et que, dans ce siècle passionnant et troublant, l'espoir a encore sa place. Hebdomadaire chrétien, La Vie cherche à réconcilier plutôt qu'à diviser, à rendre service plutôt qu'à polémiquer. Au-delà de l'information, ce qu'il veut communiquer chaque semaine à ses lecteurs pourrait bien se résumer à cette formule : de la chaleur et de la liberté. Les gens n'en auront jamais assez.



L'histoire de "Mami Lavande" : p. 42. Femme de métier, bergère depuis toujours, Aimée Castain vit entre thym et lavande dans les environs de Forcalquier. Elle regarde filer le temps et les saisons en veillant avec un soin jaloux sur chacune de ses rebis. Quand l'envie lui en vient, elle se met à peindre. Jamais elle n'a appris à tenir un pinceau. Elle fit même sa première toile en cachette sur un vieux drap. Aujourd'hui, on se déplace de loin pour lui acheter ses "paysages".

Chaque mardi : chez votre marchand de journaux : 3 F.

la vie

Je m'abonne à "La Vie" pour : 6 mois (n° 6) = 69 F.  
Ct-joint mon règlement 69 F par chèque ou par mandat "La Vie"  
à : La Vie, B.P. 315 - 75002 Paris 12.

Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_







## Football professionnel et municipalités

**GÉRARD ALBOUY.**

## Comme un cow-boy sur un cheval de rodéo

« **Parlons**, ajoute le président du **PSM**, le public doit savoir que nous touchons moins de 40. %

à peu de chose près au reversement par la ville de la taxe sur les spectacles qui varie de 8 à 22 % des recettes. Ainsi Rennes cette saison verse 380 000 F de taxes et reçoit 400 000 F de subventions.

100 000 francs de subventions pour les associations sportives parisiennes.



Voici, dans son intégralité, le budget 1978 du Paris-Saint-Germain :

## Receptor

1) RECETTES MATCHES :

### Dépenses

1) **APPOINTEMENTS :**  
Joueurs (dix-sept professionnels) ..... **283 000**

Apprentis aspirants, stagiaires et personnel ..... 173 000

|                     |         |
|---------------------|---------|
| 7) PLACEMENTS ..... | 660 000 |
| 8) GESTION .....    | 220 000 |

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| BUDGET SECTION AMATEUR ..... | 300 000   |
|                              | 5 910 000 |

|                                  |            |
|----------------------------------|------------|
| TOTAL GENERAL DES DEPENSES ..... | 13 951 000 |
|----------------------------------|------------|

(1) Le budget 1977 prévoyait 100 000 francs de subventions pour

100 000 francs en subventions pour les associations sportives parisiennes.

---

## — Libres opinions

## UN FACTEUR DE DÉSÉQUILIBRE

par GILLES CHARPENTIER (\*)







# Le Monde DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

## Microbes, chimie et surgelés

**T**ous les produits alimentaires chimiques, organoleptiques et microbiologiques, alors que la plupart des autres produits de chimie, qu'ils soient ou non, sont soumis à une réglementation stricte, celle-ci est beaucoup moins rigoureuse pour les produits alimentaires. Les produits alimentaires sont soumis à une réglementation stricte, celle-ci est beaucoup moins rigoureuse pour les produits alimentaires.

chimiques, organoleptiques et microbiologiques, alors que la plupart des autres produits de chimie, qu'ils soient ou non, sont soumis à une réglementation stricte, celle-ci est beaucoup moins rigoureuse pour les produits alimentaires.

**P**our les consommateurs, un produit alimentaire doit être sûr, c'est-à-dire qu'il ne présente aucun danger pour la santé. Pour les consommateurs, un produit alimentaire doit être sûr, c'est-à-dire qu'il ne présente aucun danger pour la santé.

par  
**BRUNO GOUSSAULT (\*)**  
et  
**JEANNE FOURNAUD (\*\*)**

La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. La grande majorité des micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

### Fermentation et putréfaction

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments. Les micro-organismes sont responsables de la dégradation des aliments.

## TÊTE DE FILE DES CENTRALES NUCLÉAIRES D'E.D.F.

### Fessenheim-1 devrait entrer en service au milieu du mois de mars

**L**a première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1), située dans le département du Haut-Rhin, devrait entrer en service au milieu du mois de mars. La première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1), située dans le département du Haut-Rhin, devrait entrer en service au milieu du mois de mars.

La première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1), située dans le département du Haut-Rhin, devrait entrer en service au milieu du mois de mars. La première tranche de la centrale nucléaire de Fessenheim (Fessenheim-1), située dans le département du Haut-Rhin, devrait entrer en service au milieu du mois de mars.

## COMMENT « FRANCISER » UNE TECHNIQUE AMÉRICAINE

**L**a centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis. La centrale nucléaire de Fessenheim-1, la première d'Europe, est le fruit d'une collaboration étroite entre la France et les États-Unis.

## L'ANALYSE MICROBIOLOGIQUE

**A** l'analyse microbiologique, une analyse qui vise à déterminer la présence de micro-organismes dans un produit alimentaire. L'analyse microbiologique, une analyse qui vise à déterminer la présence de micro-organismes dans un produit alimentaire.

un demi-logarithme de part et d'autre du milieu. L'analyse microbiologique, une analyse qui vise à déterminer la présence de micro-organismes dans un produit alimentaire.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

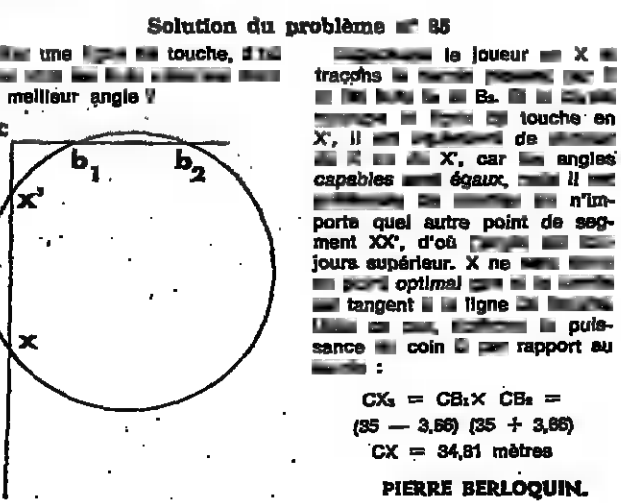
La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

La température optimale de croissance est de 37 °C. La température optimale de croissance est de 37 °C.

## En toute logique Attention aux maris des autres

**PROBLÈME N° 85**  
D'après les données ci-dessous, déterminer la valeur de  $\sin X$ . D'après les données ci-dessous, déterminer la valeur de  $\sin X$ .



**Solution du problème n° 85**  
On utilise la loi des cosinus :  $BC^2 = AB^2 + AC^2 - 2 \cdot AB \cdot AC \cdot \cos X$ . On utilise la loi des cosinus :  $BC^2 = AB^2 + AC^2 - 2 \cdot AB \cdot AC \cdot \cos X$ .

$\sin X = \frac{BC}{AC} = \frac{12}{14} = \frac{6}{7}$   
 $\sin X = \frac{6}{7}$   
 $\sin X = \frac{6}{7}$







ET DES TECHNIQUES  
Ramsès II

forme extérieure du visage a été relevée par la technique de la photographie stéréoscopique. Ainsi les traits du visage ont été restitués dans une perspective réaliste.

Moïse

CAILLE (J.)  
L'Égypte aurait donc été le berceau de la civilisation humaine. Moïse, le prophète, le législateur, le fondateur de la religion juive, aurait vécu en Égypte. La Bible nous raconte que Moïse a été élevé au palais du pharaon. Mais la science moderne a-t-elle pu retrouver la trace de Moïse ?

et surgelés



ACTUALITÉ MÉDICALE

Écologie humaine et économie de la santé

Les mythes de l'Occident

La santé, une utopie ? Un projet ? Un droit ? Une assurance ? Ces questions, quelques autres viennent d'être abordées lors d'un séminaire au Collège de France organisé par le professeur Jacques Ruffié et dirigé par le docteur Lambert, sous-directeur du laboratoire d'anthropologie physique, sur le thème « Écologie humaine et économie de la santé ».

Le séminaire a été présidé par le professeur Jacques Ruffié, directeur du laboratoire d'anthropologie physique. Il a été organisé par le docteur Lambert, sous-directeur du laboratoire. Les participants ont abordé les questions de l'écologie humaine et de l'économie de la santé.

Pour quelques dollars de plus

L'exemple du paludisme est frappant. Après plus de vingt ans, la lutte chimique ne donne pas de résultats. De plus en plus de millions de dollars sont dépensés pour combattre la maladie. Mais la nature a ses secrets. L'exemple de la santé, ce n'est pas celui de la médecine ou de la maladie.

La santé, ce n'est pas un état, c'est un processus. C'est la capacité de l'organisme à s'adapter à son environnement. C'est la capacité de l'organisme à résister aux maladies. C'est la capacité de l'organisme à se régénérer.

La santé, ce n'est pas un droit, c'est une responsabilité. C'est la responsabilité de l'individu envers lui-même et envers la société. C'est la responsabilité de l'individu de prendre soin de sa santé.

DE LA GÉNÉTIQUE A LA PSYCHOLOGIE

Les processus d'adaptation

Lors du séminaire, les participants ont abordé les questions de l'adaptation humaine. Ils ont discuté des processus d'adaptation biologique et psychologique.

L'adaptation biologique est le processus par lequel l'organisme s'ajuste à son environnement. L'adaptation psychologique est le processus par lequel l'individu s'ajuste à son environnement.

L'adaptation humaine est le processus par lequel l'individu s'ajuste à son environnement. C'est un processus complexe qui implique à la fois des facteurs biologiques et psychologiques.

L'adaptation humaine est un processus continu. Elle se poursuit tout au long de la vie. Elle est influencée par de nombreux facteurs, dont l'environnement et la génétique.

L'adaptation humaine est un processus qui nous permet de survivre. Elle est essentielle à notre existence. Elle est la clé de notre réussite.

L'adaptation humaine est un processus qui nous rend capables de surmonter les difficultés. Elle est la source de notre résilience.

Utopie, sécurité et asépsie

M. Jean-Paul Aron, sociologue et historien, a abordé les questions de l'utopie, de la sécurité et de l'asepsie.

L'utopie est un idéal. Elle est une vision d'un monde meilleur. Elle est une aspiration à la perfection.

La sécurité est un besoin. Elle est la garantie de la survie. Elle est la condition de la prospérité.

L'asepsie est une exigence. Elle est la recherche de la pureté. Elle est la quête de l'absolu.

L'utopie, la sécurité et l'asepsie sont des concepts qui nous aident à comprendre le monde. Ils nous donnent un sens à notre existence.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

CARNET

Naissances

Chantal et Jean-Marie Appé, ont célébré la fête d'anniversaire de leur fille, Raphaëlle, le 15 février.

Mariages

Le professeur Jacques Fabre, Mme Claude Montigny et M. Claude Montigny, ont célébré le mariage de leur fille et beau-fils, le 15 février.

Décès

Mme Jeanne Chabot, née Jeanne Chabot, a quitté ce monde le 15 février.

Visites et conférences

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont organisé une conférence sur le thème « Écologie humaine et économie de la santé ».

Visites et conférences

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont organisé une conférence sur le thème « Écologie humaine et économie de la santé ».

Remerciements

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont remercié les participants à la conférence.

Remerciements

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont remercié les participants à la conférence.

Anniversaires

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont célébré l'anniversaire de leur fille.

Anniversaires

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont célébré l'anniversaire de leur fille.

Communications diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Communications diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Notes diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont noté des observations sur la conférence.

Notes diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont noté des observations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Informations diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des informations sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.

Actualités diverses

Mme Robert Salvat, Mme Robert Salvat, ont communiqué des actualités sur la conférence.























emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



### ordonnancement engineering

Danone recherche pour INGEC, un ingénieur d'études économiques, un ingénieur d'ordonnancement. Rattaché au Directeur de l'engineering, il aura pour missions :

- fournir aux chefs de projets les données nécessaires pour la réalisation, la coordination des tâches, la gestion des délais.
- établir, en liaison avec les responsables, les plans de charge prévisionnels des études d'études.
- analyser les données d'études et de proposer les mesures possibles pour les améliorer sur les plans économiques, techniques, humains et d'efficacité.

Ce poste, à pourvoir à Strasbourg, nécessite des qualités techniques et des contacts humains et l'animation de groupes. Il intéresse un ingénieur :

- diplômé A & M, INSA ou équivalent, ayant, au minimum, 2 à 3 années d'expérience en tant que responsable de projets industriels.

Adressez votre candidature avec C.V. détaillé, sans réf. à M. à M. Hardouin INGEC Danone, 7, rue de Téhéran, 67000 STRASBOURG.

bsn, gervais danone

### UN RESPONSABLE DE FORMATION

Un organisme national de formation et de perfectionnement des cadres de la région recherche :

Le titulaire de ce poste doit avoir une expérience industrielle ou commerciale de plus de cinq ans, un bon administrateur et être capable de diriger un service de formation et de perfectionnement. Il aura pour missions :

- établir, en liaison avec les responsables, les plans de charge prévisionnels des études d'études.
- analyser les données d'études et de proposer les mesures possibles pour les améliorer sur les plans économiques, techniques, humains et d'efficacité.

Devant une clientèle, il lui faut avoir des aptitudes pour le travail commercial.

Références : HAVAS 1254.

### UN ANIMATEUR PÉDAGOGIQUE

Le titulaire de ce poste de formation B.C., I.F.A.O., doit être âgé de 30 ans au moins et disposer d'une expérience en entreprise d'au moins trois ans, ainsi que le poste de l'enseignement et du contact avec les jeunes.

Références : HAVAS 1254.

Les deux postes sont à pourvoir dans la REGION RHONE-ALPES.

Envoyer C.V. détaillé (en précisant le salaire actuel ou souhaité) et photo d'identité à : HAVAS, 81, rue de la République, 69003 LYON, en indiquant la référence.



### emplois internationaux

### Importante Société Minière Togolaise recherche

### ANALYSTE-PROGRAMMEUR

nationalité Togolaise Formation DUT.

Expérience de 3 ans minimum en informatique de gestion.

Parfaite connaissance de l'IBM.

Expérience d'analyste organique et de programmation d'applications de gestion.

Excellentes conditions d'implantation matérielle et humaine dans cité moderne.

Avantages sociaux. Logement fourni.

Envoyer C.V. détaillé, sans réf. à M. à M. PARFRANCE P.A., 4, rue Robert Estienne 75001 Paris, qui transmettra.

### Importante Société de Construction d'usines en malaisie recherche pour bureau

### ORAN — Algérie ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

1er ECHELON

Expérience 3 ans minimum de grands ensembles industriels en Algérie.

- tenue comptabilité générale
- problèmes bancaires, fiscaux, douaniers, etc.

Permis de conduire. Logement à ORAN.

Adr. C.V. + photo et prétentions sous référence 9213 à :

OP/organisation et publicité

25 rue de la République 75001 PARIS (11)

### Gerland Usines du Midi Chef de Personnel

C'est l'important développement des Usines du Midi qui rend indispensable la création de ce poste.

Rattaché hiérarchiquement au Directeur Industriel, et fonctionnellement au Directeur du Personnel, sa responsabilité porte sur 4 établissements qui emploieront plus de 500 personnes. A côté des tâches de gestion dont il a bien sûr la charge, il est impliqué dans la définition et l'application d'une politique sociale et de relations humaines. Il est le conseil de la hiérarchie pour toutes les questions concernant l'homme au travail et dont la solution peut contribuer au maintien d'un bon climat social. De la même façon il est l'interlocuteur en première instance des organisations légales et étatiques.

Il s'agit d'un homme possédant une bonne expérience (4/5 ans) de la gestion de Personnel en milieu ouvrier, supposant bien sûr la connaissance de la législation du travail, la pratique du dialogue direct avec les instances représentatives.

Les personnes que ces responsabilités attirent sont invitées à adresser leur dossier sous référence UM 277/M à SEPOF qui les enverra.

7 rue Lincoln 75008 PARIS

### JOUEVAL Laboratoires

10 rue de la Paix, 75002 PARIS

### Directeur du Service Achats

En fonction du budget prévisionnel qu'il aura à gérer, il aura pour missions :

- assurer la fourniture des matières premières, des produits finis, des services, etc.
- assurer la gestion des stocks.
- assurer la gestion des relations avec les fournisseurs.

En relation avec les services techniques et commerciaux, il participera aux recherches et à l'élaboration des produits nouveaux.

Ce poste conviendrait à un candidat possédant une :

### Formation Commerciale Supérieure

plusieurs années d'expérience en tant que Directeur de Service Achats ou Directeur de Service Commercial, il participera aux recherches et à l'élaboration des produits nouveaux.

Il devra posséder une formation commerciale supérieure.

Les dossiers de candidatures, sous réf. 1254 à préciser sur l'enveloppe, seront traités confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 PARIS

La Direction de l'une des Usines (800 collaborateurs) d'une importante S.A. électronique, cherche :

### 1 CHEF DU PERSONNEL

Placé sous son autorité, il prend en charge la totalité de la fonction :

- gestion des ressources humaines,
- gestion administrative et paye,
- relations sociales,
- relations extérieures.

Chargé de la politique sociale de l'entreprise, c'est un homme de 35 ans minimum, de formation supérieure (B.A., lettres, psychologie...) et pouvant justifier d'au moins 3 ans d'expérience récente de la fonction en usine.

Personnalité affirmée, il a une bonne connaissance humaine et une grande aptitude à la communication.

Le poste est à pourvoir dans une ville du centre de la France proche d'un centre universitaire important.

Le salaire est en rapport avec les compétences et l'expérience.

Envoyer C.V. complet et prétentions, à M. M. CONTESSE Publicité, 24 av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, en indiquant la référence.

### TREFIMETAUX

### Pour son Usine du Havre INGÉNIEUR RESPONSABLE DU SERVICE ENTRETIEN ÉLECTRIQUE

Missions :

- Ecole d'électricité et possible formation de base Arts et Métiers.
- Connaissance d'électronique et de thermique.
- 4-5 ans d'expérience professionnelle souhaitable dans domaine similaire, si possible industrie lourde.

Mission :

- Conception, mise au service, mise au point et entretien d'ensembles d'installations électriques moyennes et basse tension. Courants alternatifs et continus.
- Dépendre de l'ingénieur Responsable des services d'entretien.

Perspectives d'avenir.

Adresser curricula vitae + photo + prétentions à TREFIMETAUX, Service des Cadres, 25, rue de Madrid, 92000 PARIS.

Importante entreprise en développement recherche pour ORLÈANS son

### DIRECTEUR FINANCIER

Homme de contacts, chargé de diriger le service Financier et Comptable et d'établir les documents de gestion. Expérience nécessaire dans une fonction similaire.

6000 F

Envoyer C.V. manuscrit + photo à S.J.P.P., 8, place Albert-1<sup>er</sup> - 45000 ORLÈANS.

### CREDIT AGRICOLE CAISSE REGIONALE DE LA CHAMPAGNE

### CHEF du SERVICE ORGANISATION

Dirigeant une équipe de 10 organisateurs, il aura pour missions :

- assurer la mise au point et la mise en œuvre de la politique d'organisation de la Caisse Régionale.
- assurer la mise au point et la mise en œuvre de la politique d'organisation de la Caisse Régionale.
- assurer la mise au point et la mise en œuvre de la politique d'organisation de la Caisse Régionale.

Le poste conviendrait à un organisateur expérimenté, ayant une formation supérieure et une expérience de 5 ans minimum.

Le poste est à pourvoir dans la région de la Champagne.

Les candidatures, sous réf. 1254 à préciser sur l'enveloppe, seront traitées confidentiellement par :

DEVELOPPEMENT

10 rue de la Paix, 75002 PARIS

### castorama

magazine - 300 millions de C.A. en 1976

5 de progression par an - 3 ouvertures en 1977

CHAÎNE D'HYPERMARCHÉS DU BRICOLAGE

recherche

JEUNE CADRE de la grande distribution ou possédant une expérience commerciale étendue, doté d'une forte personnalité et d'une ambition justifiée, C'EST UN ÉLÉMENT capable d'être rapidement opérationnel dans une équipe de gestion :

UN GAGNEUR, prêt à s'engager sur des objectifs et à réussir au poste de

### ADJOINT DE DIRECTION

Secteurs : LYON - LE NORD.

Envoyer C.V. complet + photo à M. M. POITOU, 10 rue de la République, 69003 LYON.

O.R.M. CONSULTANT 81, boulevard CARNOT, 92000 NOUVEAUX.

Importante société implantée en BOURGOGNE recherche

### cadre informaticien

Pour effectuer mission d'audit et de restructuration des chaînes de traitement.

Poste d'avenir pour candidat ayant une dizaine d'années d'expérience en informatique (expérience réelle en analyse et programmation).

Résidence obligatoire dans ville de Bourgogne.

Recevoir réf. 2395 à P. LICHAU S.A., 10 rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

FABRICANT MENUISERIE INDUSTRIELLE

### IMPLANTÉ SUD-OUEST DIRECTEUR

TECHNIQUE-COMMERCE

Ce poste conviendrait à un manager de 30 ans minimum, avec une expérience de 10 ans minimum, en gestion commerciale, dans le Sud-Ouest.

Le candidat devra être capable de la formation et de l'expérience.

Adresser lettre de motivation et curriculum vitae à :

ORGACONSEIL 2, quai des Châtrons, 33000 BORDEAUX.

### comex

Leader mondial dans le domaine des interventions sous-marines

La Direction Planification Finances du Groupe recherche :

### 1 Coordinateur

HOMME OU FEMME

### Trésorerie Groupe

Réf. : 1.77/4.2

Formation supérieure (option finances)

2 ans d'expérience dans le département d'Étranger d'une banque ou dans le département d'Étranger d'une société (contrôle des changes - règlements internationaux)

Pratique de l'anglais indispensable.

La mission :

■ assurer la centralisation des informations pour obtenir une optimisation de la gestion

■ établir les liens de coordination et de gestion prévisionnelle

■ assurer les liaisons bancaires et financières nécessaires aux montages de opérations

Lieu de travail : MARSEILLE

Déplacements de temps à l'étranger.

Une des Unités du Groupe (CA 240 MF) recherche :

### 1 Trésorier

Réf. : 1.77/5.3

Formation supérieure option finances ou formation bancaire

5 ans d'expérience dans une fonction similaire

Pratique de l'anglais indispensable.

En tant que contrôleur de la société, il assurera les responsabilités suivantes :

■ Élaboration des budgets de trésorerie

■ Établissement des prévisions à court terme

■ Règlement des problèmes de trésorerie d'exploitation

■ Établissement des équilibres bancaires, des jours, des valeurs...

■ Politique règlement fournisseurs France et Étranger

■ Relations clients

■ Règlement des problèmes d'Import/Export.

Le poste est basé à MARSEILLE

Envoyer C.V., photo et lettre de motivation sous référence correspondante à COMEX - 13275 Marseille Cedex 2

### RE

### directeur gestion personnel relations humaines

SOCIÉTÉ DE SERVICES DU SECTEUR FINANCIER

grande métropole du Nord

France : 1000 personnes (d'agences).

Missions :

■ Politique Générale, la

■ Classifications, Promotions, etc.

■ Relations avec le Comité d'entreprise

■ Relations extérieures relevant de la fonction

■ Organisation de la formation permanente

■ Contrôle du Service de gestion Administrative

L'expérience de la fonction est indispensable. (Réf. 702/M)

### spécialiste fonction personnel

NORD

GRAND GROUPE ALIMENTAIRE recherche

sa plus importante unité de fabrication

personnel un CHEF DU PERSONNEL

En relation avec la Direction Générale, il aura pour mission :

■ Conseiller et assister les divers échelons hiérarchiques dans les problèmes de Personnel

■ Assurer les liens avec les organismes extérieurs

■ Recruter, l'accueillir, la formation, la gestion du Personnel

■ Réaliser concrètement pour la Direction Générale des missions près d'autres unités du Groupe.

Formation supérieure et plusieurs années d'expérience en la fonction. Résidence dans la région.

Le Cabinet ECC garantit la discrétion de ces recherches et prie les candidats de lui adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle en précisant la référence choisie.

Envoyer C.V. + photo à :

ECC, 51, rue de la République, 59000 LILLE

### LIMAGRAIN

Une expansion continue, les marchés nous amènent à créer

### DÉLÉGUÉ COMMERCIAL

vous êtes un homme d'agriculture (vins, fruits, etc.)

vous êtes un homme de terrain d'action vous êtes, dans notre structure commerciale, par vos fonctions d'information et de liaison un rôle essentiel auprès de notre clientèle et des utilisateurs de notre produit.

Ces postes sont basés dans les zones Centre et Nord.

Envoyer à Limagrain, S.P. 51, 53360 GERZAT, avec C.V. et photo.



**directeur**  
**grand magasin**

160.000/an +

d'un grand magasin  
dans l'Est de la France.

d'une politique générale d'achat  
P.D.G., cet homme a la responsabilité de la  
gestion (choix des collections, achats auprès d'une  
centrale, commercialisation, organisation) d'une  
surface de vente d'environ 10.000 m<sup>2</sup> et d'effectifs  
supérieurs à 500 personnes. Il devra mettre en œuvre  
les moyens (promotionnels, publicitaires) nécessaires  
à la réalisation des objectifs. Le candidat  
recherché aura au moins 35 ans, un diplôme  
supérieur (Baccalauréat Commercial ou possible), une  
expérience positive de la distribution dans un  
Grands Magasins d'au moins 10 ans.

Envoyer C.V., photo récente et numérotation  
actuelle sous la référence 1026/M (à mentionner  
à l'enveloppe) à :  
LIPSYZ. Responsable de la distribution.

seulement les candidatures sont garantes par :

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**  
11 rue de Valenciennes 75263 Paris Cedex 02

**SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENTS INDUSTRIELS**  
*spécialisée dans le dépolluage  
et l'épuration de l'air*

**JEUNES TECHNICIENS  
OU  
TECHNICIENS SUPÉRIEURS**

ayant quelques années d'expérience profes-  
sionnelle dans cette unité.

Pour orientation après ~~entretien~~ vers les  
postes de

**vendeurs**

des équipes régionales

pour développer les moteurs géo-  
graphiques de l'ALGÉRIE - de TUNISIE  
et le MAROC (résidence prévue dans la région  
de la mer).

Les candidats intéressés enverront CV détaillé  
résumé actuel et photo à l'adresse  
sujante sous référence :

**SEXTANT/DPA**  
102, av. Cl.-de-Gaulle 92200 Neuilly/Seine  
qui transmettra

# DIRECTEUR D'USINE

est recruté par une entreprise industrielle dont l'unité de production est déslocalisée dans une région agréée du Nord-Ouest de la France.

Environnement responsable de l'usine, ce Directeur doit également assurer d'excellentes relations avec le siège, notamment au niveau du développement des affaires et en tant qu'échangeur d'information de gestion.

La fonction consiste à :

- maîtriser parfaitement les problèmes de fabrication dans les domaines :
  - la fiabilité et
  - la rentabilité ;
- assurer la gestion de la production sur ses prévisions, du suivi, du contrôle et des investissements ;
- gérer le personnel.

Ce poste conviendrait à un ingénieur diplômé, ayant déjà acquis une solide expérience dans une fonction d'un domaine d'activité similaire.

Il est prévu un très bon niveau de rémunération pour un candidat de valeur et des facilités logement.

Des personnes intéressées doivent adresser C.V., lettre manuscrite, photos (ret.) à :

BOULEVARD DE LA LIBÉRATION - 91000 EVRY  
■ M. S. PIERRE ■ CLAP  
■ St. Perrier 78008 ■

Pour plus d'informations s'adresser à :



LES SERVICES PARTICULIERS

**La Direction Départementale  
de l'Équipement du Nord**

pour sa Division Transports à Lille

**CADRE DE HAUT NIVEAU**

Il sera chargé de [ ] des études [ ]  
transports [ ]

**FORMATION ACQUISE :**

- [ ] Diplôme d'un [ ] en économie  
ou d'un diplôme [ ]
- [ ] Ponts et Chaussées - Centrale Paris - Ecole nationale  
des Arts et Métiers - B.E.C.
- [ ] ou - 2 à 3 ans d'expérience en [ ] d'un  
D.E.S. [ ] ou d'un diplôme de l'une  
des écoles [ ] Centrale Lyon - Institut  
des [ ] politiques.

Adresse : C.V. [ ] Direction départementale de  
l'Équipement [ ] Transports, rue de la  
Platerie - 59700 MARCQ-EN-BARBŒUR.

[illegible]

**Une importante entreprise  
métallurgique développe  
dans son usine du Havre  
un procédé de fabrication  
nouveau.**

L'ingénieur, chef du service entretien, cherche un

**jeune ingénieur d'entretien**

Il participerait à l'organisation de son service dans l'aspect de la prévention des défectuosités puis, après le démarrage de l'unité, il animerait une équipe de 35 collaborateurs, il planifierait les interventions ; mécanique, électricité, régulation, en liaison avec les responsables de la production.

Agé au minimum de 25 ans, AM, ECAM, ICAM, spécialiste d'électricité ou de régulation, il a une expérience de 3 ans ou plus en tant que directeur d'équipe d'entretien dans l'hydraulique ou la chimie.

Ecrire à Y. CORCELLE ses réf. 3163 LM.

 **ALEXANDRE TICS S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON-LILLE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

**ETABLISSEMENTS DELCROIX**  
Matériel en [ ] et informatique  
pour intégrer [ ] type de [ ] ensemble  
informatiques [ ] (marques [ ])

**ATTACHE COMMERCIAL**

- Age minimum 28 ans.
- Vendeur dynamique.
- Possédant notions de compt. et gestion.
- Ayant le sens de l'organisation.

Situation d'"aveux". - Plus + Intéressement. Possibilité voiture fournie.

Agrément C.V. + lettre manuscrite + photo, aux Etablissements DELCROIX,  
19, rue Commandant-Dufourville - 90000 AMERINDIA.

**Injection Thermo plastique.**  
Recherchons  
**DIRECTEUR de PRODUCTION**  
pour usine moderne  
à 150 km de Paris  
*Conditions exigées :*  
- AGE : 35 ans au moins  
- EXPERIENCE : ~~main~~ assuré des fonctions  
similaires dans la spécialité  
- AUTORITE : 150 personnes  
- PROMOTION : pourra accéder rapidement  
à ~~la~~ Général si compétent.

Adresseur circ. vls. à PUGET A. B., éd. P. L.  
13, rue Maréchal - 75003 Paris tel. 01.47.33.11.11

**Importance capitale l'industrie**  
pour la recherche  
pour le progrès **ILLIUS**

**CONSEILS FISCAUX**  
une d'expérience, minimum.  
Situation claire assurée.  
C. n° 7 N 653 M. S&S, France  
S&S, rue Rousseau, PARIS-20

**MARSEILLE**

**PRODUITS**  
**ALIMENTAIRES**

**Société industrielle n° 3**  
**en FRANCE - 10 A.P.**  
**recherche - développement**  
**à VENTES DIRECTES**

**Société Industrielle**  
**des Produits Chimiques et Plastiques**  
**à STRASBOURG recherche**

**INGÉNIEUR THERMIQUE**  
EXPÈRIENCE au similaire,  
savant une dizaine d'années  
de pratique.

**MISSION** Étude et calcul  
d'appareils pour utilisation  
au point technique et financier.

Des connaissances en thermomécanique, une expérience au point de vue des chaudières industrielles, ou échangeurs ainsi que celle de la mécanique d'un grand nombre de vaisseaux sont souhaitées.

Poste d'ingénieur stable et intéressant.  
Adresseur C.F. détaillé à  
SELETIC  
Commissariat à l'Équipement  
67000 STRASBOURG CEDEX  
sous référence 462.

# des Ventes

## NATIONAL

**CHIEF DIRIGER, TITULAIRE ET CONTRÔLEUR** de l'activité commerciale et financière d'une entreprise industrielle, 2 inspecteurs et 10 représentants, dépositaires et vendeurs-direct.

### INDISPENSABLE

**UN HOMME DE TERRAIN :** 45-55 ans avec ses hommes et ses affaires.

**EXP. EN L'ANIMATION** d'un réseau important, de préférence dans le secteur de l'habil.

*à passer sur place.*

**Notre adresse :** C.V. industrie  
photo sans rétro. 3722 à 3

### selection conseil

## DE DÉPARTEMENT

### TECHNICO-COMMERCIAL

Formation d'ingénieur (BESU, IUT ou Sup.) au Service Commercial (ESC ou Sup.) 3 à 5 ans d'exp., de vent ou de vente, de clientèle.

**MISSION :** responsabilité globale (ventes, développement, gestion).

**PROFIL :** homme d'initiative, techniques intéressées la signalisation routière, étude de marchés, connaissance des techniques de contrôle d'une équipe de technico-commerciaux, contacts de clientèle, maîtrise de l'anglais et du français.

**g r a n d e s entreprises.**

**Déplacements :** 50 % du temps.

**Poste :** 100 % d'activité.

**Contraintes :** 200 km de tournées.

**C.V.**

[illegible]

**UNE OFFRE D.E.**  
pour service de nuit.  
- Salaire de dédit : 2 900,00 F net.  
- Possibilité rachat de contrat.  
- Possibilité promotion.  
- Log. essai à titre onéreux.  
Ecr. n° 5461, « le Monde » P.O.

offres d'emploi

# etap

**LIAGRAH**  
**CLERMONT-FERRAND**

recherche  
**POUR SON SERVICE ANALYSE-PRÉVISION**

## CADRE FINANCIER

On recherche un titulaire de poste et un adjoint supérieurs de commerce et comptable environ 2 ans d'expérience au sein d'une direction financière ou d'un service contrôle de gestion.

**LE TITULAIRE DU POSTE AURA LA RÉF.**  
**SABITOL 1070101 DIVERSIFIÉ :**

- élaboration des prix de revient ;
- prévisions budgétaires, suivi des budgets et des prix de revient avec les responsables ;
- études de rentabilité.

**REELLES PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DE CARRIÈRE DANS LE NAEF DU GROUPE.**

Ecrire sous **ref. 62 00 00**

**SOCIÉTÉ FRANÇAISE CONNUE ET EN  
EXPANSION - C.A. 130 MILLIONS DE  
FRANCS - 1966**

**RECHERCHE POUR SECONDER DIRECTEUR  
FINANCIER**

**CONTROLEUR DE GESTION**

**DONT LA FONCTION IMPLIQUERAIT**

- un rôle d'organisation administrative auprès de nombreux départements ; analyse du fonctionnement des moyens de gestion, mise en place de nouvelles procédures, contrôle ;
- la responsabilité de la conduite budgétaire ;
- l'établissement de tableaux de contrôle des écarts, C.A. des ...

**CE POSTE CONVIENTRAIT**

R.C., B.S.B.C., E.S.C.P. ou équivalent, ayant acquis environ 3 à 5 ans d'expérience au sein d'une direction financière et si possible dans branche distribution.

**SITUATION INTERESSANTE ET ÉVOLUTIVE  
POUR CANDIDAT DYNAMIQUE**

**REMUNÉRATION : 80.000 F +**

Envoyer sous réfé. FN ■■■ AM.

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL  
RECHERCHE UNE DE SES USINES  
(1.000 PERSONNES)**

**RESPONSABLE  
COMPTABILITÉ  
ET CONTROLE GESTION**

**RATTACHÉ AU DIRECTEUR DE L'USINE**

- le candidat :
- assurera les responsabilités opérationnelles de gestion ;
- dirigera le service comptabilité analytique et générale (15 pers.).

Ce poste peut convenir à candidat **U.M.A.** ou équivalent, ainsi 5 ans d'expérience en comptabilité **industrielle** dans une entreprise industrielle, témoignage de qualités de contact et **relationnelles**.

Poste : ville de l'AURENTE.

Envoyer sans délai, **FR 334 ASL**.

**Groupes Industriels  
français et internationaux**

pour la création d'une filiale  
d'Import-Export de produits manufacturés  
et agro-alim.

**UN HOMME**

— ayant expérience et relations dans ce domaine ;  
— conditions de milieu & débouchés (taxe + inté-  
ressement) ;  
— anglais courant écrit ou parlé ;  
— expérience similaire ;  
— région : Champagne-Ardenne.

maison + C.F. + n° 10  
**PUBLICATIONS REUNIES**  
boulevard Voltaire.

**"Le Robert"**  
**votre meilleure carte de visite**

Indispensable instrument ■ culture et ouvrage unique par ■ conception, LE ROBERT vous donne les arguments nécessaires pour convaincre rapidement les clients potentiels. ■ dans les administrations, ■ collectivités, et plus généralement auprès de tous ■ qui souhaitent élargir le domaine ■ leur savoir.

**DÉLÉGUÉS (ÉES)  
CULTURELS (ELLES)**

vous diffuserez ■ ouvrages ■ étant maîtres ■ l'organisation ■ votre activité professionnelle.

- Formation technique assurée.
- Commissions importantes ■ minimum garanti.
- Statut V.R.P. ■

Postes ■ pourvoir à PARIS, Région Parisienne et PROVINCE.

Écrire Société du Nouveau Littre LE ROBERT,  
107 Av. Parmentier 75011 PARIS.

Pro Chancie

**CHERCHE EMPLOI**

FILIALE FRANCAISE D'UN IMPORTANT  
GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL  
RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON  
EXPANSION

**DIRECTEUR FINANCIER  
ET ADMINISTRATIF**

CES FONCTIONS IMPLIQUENT :

- formation R.E.C., S.S.E.C.,  
E.E.C.F. ou équivalente ;
- une réelle compétence des domaines  
financiers et administratifs, acquise de  
préférence dans PME (8 ans d'expé-  
rience minimum) ;
- une responsabilité : ■■■■■ de la  
fonction financière (services comptables,  
budget, investissements, relations  
banques, trésorerie, ...);
- prise en charge des ■■■■■  
travaux : assemblées, conseils...

POSTE INTERESSANT ET EVOLUTIF POUR  
CANDIDAT DYNAMIQUE CONNAISSANT  
BIEN LES METHODES MODERNES DE  
GESTION.

■■■■■ et ■■■■■ : PARIS.

Ecrire sous réf. RH 306 A.M.

**MEIN LE BATIMENT - LEADER DANS SA  
BRANCHE (120 PERSONNES - C.A. 30 MIL-  
LIONS) - RECHERCHE**

**DIRECTEUR COMMERCIAL  
ET MARKETING**

**DIRECTEMENT RATTACHE AU P.D.G.**

Ce poste conviendrait à candidats forma-  
tion supérieure, ayant 8 à 10 ans expé-  
rience commerciale de préférence secteur  
bâtiment ou produits industriels.

Anglais souhaitable.  
Poste : ville [REDACTED]

**RÉMUNÉRATION :**

**130.000 F**

Envoyer sous pli [REDACTED] J28 CML.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE**  
2.400 PERSONNES - ÉTUDES, RÉALISATIONS  
ET INSTALLATIONS DE BIENS D'ÉQUIPE-  
MENTS (4 USINES EN FRANCE) RECHERCHE  
SON

**CHEF DE SERVICE**  
**INFORMATIQUE**

dans le cadre d'une animation actuelle  
des moyens de traitement

IL SERA CHARGÉ DANS UN ÉTABLISSEMENT  
D'ABORD D'IMPLANter UN NOUVEAU  
MATÉRIEL, PUIS DE DÉFINIR ET D'APPLI-  
QUER UNE POLITIQUE D'ENSEMBLE AU  
NIVEAU DU GROUPE

■ dans l'informatique de  
gestion, ■

Ce poste ■■■■■■ à l'ingénieur technique  
ayant ■■■■■ dans les sociétés ■■■■■  
la direction d'un ■■■■ informatique  
■■■■■.

Références : ■■■■ SUD-EST de la France  
Mutation ■■■■■■ son siège à Paris.

Écrire sous ■■■■ : GO 391 AM.

**erap**

4 rue Massena  
75016 PARIS

discretion absolue

**T. R. T.**

recherche

**INGÉNIEURS  
COMMERCIAUX**

Ingénieurs  
pour les grands projets  
dans le des télécommunications

- technique supérieure.
- Exp. dans la coordination projets.
- Contact humain facile.
- Fréquents déplacements.
- Anglais courant, appréci.

et présentations

av. Réaumur — LE FLESSIS-ROBINSON

ite  
ouvrage  
ous  
tiels.  
s,  
qui  
voir.

515 Commissionnaire de frui-  
sérieux, n° 10, rue de la République  
à Nancy.

**UN RESPON. COMPTABLE**  
D.E.C.S. Ery. C.V. et présent-  
et n° 330 à P. LUCIAUX S.E.T.  
10, r. Lavoisier, 75013 Paris Cadon  
qui transmettra.

Important Cabinet d'Etudes  
comptable PARIS (7) rech.  
recherche

**ASSISTANT** confirmé  
- burs 141 8  
C.V. à A.M.P. n° 111  
6, rue Olivier-de-la-Rue  
PARIS (17), qui transmettra.

**CRECHE**  
FAMILIALE - MUNICIPALE  
recherche

**INFIRMIERE PUERICULTE**  
O.E.  
138, rue de la Sallou, 93300  
Framerville. T. 800-54-06, p. 276.

**IMPORTANTE** ■■■  
recherche

**UN DIRECTEUR  
ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER**


Niveau expertise comptable  
ou ESSEC

Habitué aux problèmes de  
gestion et d'organisation  
administrative, ayant le goût  
des contacts et des responsa-  
bilités.

Veuillez adresser ■■■ C.V. dét.  
immédiat avec photo et prix  
demandés à n° 4214 L'ESP.  
100, rue de Richelieu.

Fin d'annonce

**offres d'emploi**



**SOCIÉTÉ  
GÉNÉRALE  
de Fonds**

**LEADER SUR LE MARCHÉ  
DES FONDS**

**C.A. conseil**

**CHEF de P**

**FONCTION :** à son  
développement  
**ELECTRONIQUE**

**FORMATION :** études  
de Commerce (Baccalauréat)  
il aura une expérience  
minimum.

**Compétences requises :**  
ou similaire (Méthode)

**Anglais indispensable**

**possibilité d'être  
groupé en entreprise**

**Lieu de travail :**

**Adresser C.V. et photo  
Personnel, à Paris**

**GRAND CONCOURS**  
A VOCATION  
**POUR LA DIRECTION**  
DE SA DIRECTION

**UN CHEF DE**  
**GÉOLOGIE**

- Age minimum : 30 ans
- Attribué de direction
- 1 à 3 ans d'expérience
- Direction
- Connaissance

Le candidat devra  
et d'ancienneté dans

Adresser lettre  
et présentation

**PUBLICIS**

# IBM Jeune fisc

**à PARIS**  
L'activité portera sur les  
locaux relatifs aux affaires  
en France et Outre-Mer.  
Elle nécessitera de nommer  
l'intérieur d'un jeune  
Agents de l'Administration.  
Le candidat devra bien en-  
gagé, avoir de bonnes  
comptables (niveau DES) et  
ans d'activité dans l'Admini-  
strati on de l'Ecole Nationale  
d'Administration en Droit.  
Rémunération à partir de  
Le dossier de candidature  
lettre, curriculum vitae et  
envoyé à J. BOHL 2 rue  
75001 PARIS.

**CONSTRUCTEUR**  
**LE PAYSAN**  
**INGÉNIEUR**

pour développer son activité  
IL AURA LA RESPONSABILITÉ DE  
**DES CHANTIERS :**  
- GESTION RELATIVE  
- RECRUTEMENT DE GÉNÉRALISTES  
Une expérience de 10 années  
dans un secteur similaire  
assure des prix sans concurrence

REV. C.V. et traitement

**ORGANISME**

**1 ADJOINT DES ANALYSES**

**SA MISSION CONSISTE :**

- à animer les séminaires de sciences
- à conseiller le personnel des laboratoires
- à étudier la définition d'un haut niveau,
- à participer aux travaux de recherche

**SON PROFIL :**

- diplôme universitaire de sciences et sciences humaines
- facilité d'expression orale
- bonne présentation, aptitudes



offres d'emploi

FILIALE FRANÇAISE D'UN IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL RECHERCHE DANS LE CADRE DE SON EXPANSION

**DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF**

SES FONCTIONS IMPLIQUENT :

- Direction financière et administrative
- Gestion des ressources humaines
- Gestion des investissements
- Gestion des relations publiques
- Gestion des relations avec les administrations
- Gestion des relations avec les fournisseurs
- Gestion des relations avec les clients
- Gestion des relations avec les banques
- Gestion des relations avec les assureurs
- Gestion des relations avec les pouvoirs publics
- Gestion des relations avec les médias
- Gestion des relations avec les syndicats
- Gestion des relations avec les associations
- Gestion des relations avec les universités
- Gestion des relations avec les centres de recherche
- Gestion des relations avec les organismes de formation
- Gestion des relations avec les organismes de financement
- Gestion des relations avec les organismes de distribution
- Gestion des relations avec les organismes de conseil
- Gestion des relations avec les organismes de contrôle
- Gestion des relations avec les organismes de certification
- Gestion des relations avec les organismes de réglementation
- Gestion des relations avec les organismes de surveillance
- Gestion des relations avec les organismes de sanction
- Gestion des relations avec les organismes de récompense
- Gestion des relations avec les organismes de reconnaissance
- Gestion des relations avec les organismes de promotion
- Gestion des relations avec les organismes de valorisation
- Gestion des relations avec les organismes de diffusion
- Gestion des relations avec les organismes de communication
- Gestion des relations avec les organismes de coopération
- Gestion des relations avec les organismes de collaboration
- Gestion des relations avec les organismes de partenariat
- Gestion des relations avec les organismes de consortium
- Gestion des relations avec les organismes de joint-venture
- Gestion des relations avec les organismes de fusion
- Gestion des relations avec les organismes de acquisition
- Gestion des relations avec les organismes de divestiture
- Gestion des relations avec les organismes de liquidation
- Gestion des relations avec les organismes de faillite
- Gestion des relations avec les organismes de réhabilitation
- Gestion des relations avec les organismes de liquidation
- Gestion des relations avec les organismes de faillite
- Gestion des relations avec les organismes de réhabilitation

POSTE INTERESSANT ET EVOLUTIF POUR CANDIDAT DYNAMIQUE CONNAISSANT BIEN LES METHODES MODERNES DE GESTION.

Lieu de travail : PARIS.  
Envoyer CV et lettre de motivation à : M. J. A.M.

**SOCIETE FABRICATION ET VENTE PROPRE POUR BATIMENT - LEADER DANS LE LIEN - RECHERCHE**

**DIRECTEUR COMMERCIAL ET MARKETING**

DIRECTEMENT RATTACHE AU P.D.G. RESPONSABILITES DE LA VENTE ET DU DEVELOPPEMENT COMMERCIAL. RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

**CHIEF DE SERVICE INFORMATIQUE**

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

RECHERCHE DE CANDIDAT DYNAMIQUE ET A L'ESCALE.

offres d'emploi

**societe generale de Fonderie**

LEADER SUR LE MARCHE DU CONFORT DE L'HABITAT

C.A. consolidé 1976 : 1.200.000 F

**CHEF de PRODUITS**

FONCTION : Il est responsable du développement et de la mise au point de produits nouveaux ou similaires (électro-ménager) appréciés. Il aura une expérience marketing de 3 ans minimum.

FORMATION : diplômé d'une école supérieure de commerce (ESSEC, ESCP). Il aura une expérience marketing de 3 ans minimum.

Anglais : connaissance approfondie de la langue anglaise. Possibilités d'évolution : vers un poste de directeur d'un groupe en expansion.

Lieu de travail : PARIS. C.V. et prétentions à S.G.F. - Service du Personnel, 10, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

**GRANDE BANQUE INTERNATIONALE POUR LA DIVISION COMMERCIALE DE SA DIRECTION ÉTRANGÈRE**

**UN CHEF DE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE**

■ Age minimum : 30 ans ; ■ de 10 à 15 ans d'expérience bancaire exploitation ; ■ Connaissance anglaise indispensable.

Le candidat devra être dynamique et d'autorité dans l'animation d'une équipe.

■ C.V. photo ■ Prétentions : 35.000 F à 40.000 F ■ Poste à pourvoir : 101, rue Réaumur - 75002 PARIS.

**IBM propose un poste de Jeune fiscaliste**

À PARIS L'activité portera sur tous les problèmes fiscaux relatifs aux activités de la Société France et Outre-Mer. Elle nécessite de nombreux Agents de l'Administration. Le candidat devra bien connaître l'anglais, avoir de bonnes connaissances comptables (niveau DECS), avoir 2 ou 3 ans d'activité dans l'Administration, être sorti de l'École Nationale d'Impôts, licence en Droit.

Rémunération à partir de 65.000 F/an. Le dossier de candidature comportant lettre, curriculum-vitae et photo sera envoyé à J. BOHL 2, rue de Marengo - 75001 PARIS.

**CONSTRUCTEUR - PROMOTEUR LE PECQ (78)**

**INGÉNIEUR BATIMENT**

pour développer son bâtiment industriel. IL AURA LA RESPONSABILITÉ DE LA CONSTRUCTION DES CHANTIERS :

— GESTION RELATION — RECHERCHE CLIENTÈLE Une expérience de 5 ans minimum de connaissance des prix sont exigées.

Env. C.V. et prétentions à M. J. A.M., 9, rue Victor-Hugo, 78200 LA VILLE.

**ORGANISME PUBLIC EN DÉVELOPPEMENT**

**1 ADJOINT AU RESPONSABLE DES ANALYSES DE POSTES**

■ MISSION CONSISTE : — à animer les équipes de description des postes, — à conseiller le personnel sur l'établissement des descriptions des postes, — à participer à la définition de nouvelles fonctions et des responsables, — à participer à la mise au point de l'organigramme.

SON PROFIL : — diplôme universitaire du second cycle — option organisation des entreprises et des hommes, — maîtrise de l'anglais, — bonne présentation, aptitudes à la négociation.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : BLED Publicité - 41, avenue de Clugny, 94300 Vincennes qui transmettra.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : BLED Publicité - 41, avenue de Clugny, 94300 Vincennes qui transmettra.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : BLED Publicité - 41, avenue de Clugny, 94300 Vincennes qui transmettra.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : BLED Publicité - 41, avenue de Clugny, 94300 Vincennes qui transmettra.

offres d'emploi

**Cadres Supérieurs Ventes**

**Transport intégral par containers**

Une occasion unique...

Bell Lines est une compagnie maritime en pleine expansion, opérant des navires porte-containers vers le Continent, l'Inde et le Royaume-Uni. Un terminal de plusieurs millions est en construction à Tancarville et nous recherchons trois Cadres dynamiques, pour nos ventes, qui se joindront à notre équipe actuelle (basée à Paris) au sein de la croissance rapide de nos affaires dans toute la France.

**Directeur Commercial - France**

Ceci est une situation clé dans notre équipe de Cadres responsables. Il faut une personne énergique, résolue, ayant une connaissance approfondie du marché français et des pays de la zone méditerranéenne, pour nos ventes, qui se joindront à notre équipe actuelle (basée à Paris) au sein de la croissance rapide de nos affaires dans toute la France.

**Directeurs de Vente - Lyon et Bordeaux**

Les candidats devront avoir une connaissance approfondie des transports et de bons contacts dans les milieux commerciaux de ces régions. Une preuve de leur expérience et de leur maîtrise dans le domaine de la vente est nécessaire ainsi qu'une aptitude à travailler de leur propre initiative.

Les candidats retenus devront être prêts à voyager et à maintenir des rapports avec nos équipes de vente dans d'autres pays : une connaissance de la langue anglaise est donc essentielle. Les salaires et les avantages offerts pour ces situations indiquent leur importance. Les perspectives d'avenir sont excellentes. Toute demande doit être soumise par écrit, en Anglais, donnant des détails sur le candidat actuel.

Envoyer en toute confiance à : Mr. R. Ottenhoff, Bell Line B.V., Delfstraat 25, Rotterdam 3004. Tél: Rotterdam 146611

**Bell Lines**

**Importante Société Multinationale recherche**

**cadre de haut niveau Gestionnaire et organisateur**

• Pour diriger et motiver un groupe de 15 personnes. • Avec recherche constante d'amélioration des méthodes pour un résultat optimum de gestion. • La formation universitaire et de préférence, l'agencier avec une expérience industrielle et informatique, le candidat doit avoir le caractère d'un homme d'action, capable de gérer et d'organiser, motivé par une attaque positive des problèmes et ouvert au changement.

• A la fois doué d'aptitudes d'analyse (sens du détail) et de synthèse, il doit posséder les moyens d'expression pour convaincre et être susceptible d'entretenir de bons contacts humains à tous les niveaux.

Écrire avec C.V., photo et prétentions, sous réf. 33718 M. à l'Agence Contact - 156, bd Haussmann, 75008 Paris.

**ASSISTANT CONTROLLER**

■ Titulaire français d'un groupe spécialisé dans le matériel médical recherche un comptable dans l'optique d'une réorganisation préparant le développement de la société. Basé en proche banlieue ouest et rattaché au Directeur Financier, ce cadre participera directement à la centralisation comptable des différentes activités de la société à la mise en place du système de comptabilité analytique et au démarrage du traitement informatique - le candidat recherché doit :

— les procédures comptables, fournir le personnel à contrôler les documents avant et après l'interlocuteur du sous-traitant externe. Le poste convient à un candidat de 25 ans minimum possédant une expérience de quelques années en comptabilité anglo-saxonne, de solides connaissances en informatique et une pratique courante de l'anglais.

Écrire sous référence 01 à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

**IMPORTANT ORGANISME SOCIAL et de PREVOYANCE recrute d'urgence**

**cadre LICENCIÉ en DROIT ayant connaissance et pratique de l'organisation et de la négociation.**

**animateur pour l'organisation et l'intervention des stages**

Nombreux avantages sociaux - 13 1/2 heures hebdomadaires - Restaurant d'entreprise.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

Adressez CV détaillé, photo (qui sera retournée) et prétentions à : s.n.p.m. Service des Relations Sociales, 10, rue Drouot - 75730 PARIS Cedex 15.

offres d'emploi

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉQUIPEMENT AUTOMOBILE LEADER DANS SON DOMAINE**

recherche pour la Direction Financière d'une des plus importantes divisions (CA 1 milliard - 7000 personnes) dans la région parisienne

**LE CHEF DE SES SERVICES COMPTABLES**

Le candidat doit être : ■ minimum D.E.C.S. ■ une expérience comptable d'au moins 12 à 15 années dans le domaine ■ Comptable, ■ préférence une société anglo-saxonne.

Le poste demande d'excellentes compétences dans les domaines suivants : ■ comptabilité générale et analytique ■ fiscalité ■ informatique.

La rémunération de départ sera l'ordre de 100.000 F + ■ Le candidat devra faire preuve de sa maîtrise et de sa motivation par un plan personnel lui montrant l'évolution en fonction de ses performances.

Envoyer C.V., photo, références et prétentions à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

**LES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS recrutent des informaticiens par concours**

**40 ANALYSTES 15 PROGRAMMEURS SYSTEME**

Inscriptions jusqu'au 1er Mai. Epreuves écrites les 4 - 5 - 6 Avril 1977

**60 PROGRAMMEURS 15 PUPITREURS**

Inscriptions jusqu'au 3 Mai. Epreuves écrites les 6 et 7 Avril 1977

Formation rémunérée. Avantages indémnités aux emplois supérieurs.

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS PARIS DIRECTION DES POSTES DE PARIS 140, Boulevard du Montparnasse 75675 PARIS CEDEX 14

PROVINCE DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES POSTES au chef-lieu du département ou résidence

**kléber colombes**

**INGÉNIEUR ELECTRONICIEN AUTOMATICIEN INDUSTRIEL**

qui au sein du BUREAU D'ÉTUDES CENTRAL sera chargé de l'étude des nouvelles générations de machines ainsi que du choix des matériels et des équipements.

Ce poste conviendrait à un diplômé SUP-ÉLEC, INPG, INSA, ENSI ou équivalent pourvu d'une solide expérience de recherche, d'étude ou de laboratoire acquise au sein d'une Société importante.

Anglais indispensable. Allemand souhaité. Lieu de travail : COLOMBES. Pour faire acte de candidature, adressez votre lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 302 P.H.

Service Central Ingénieurs et Cadres 6, Avenue Kléber, 75016 Paris

**LEDIRECTEUR DE RECHERCHES D'UN IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE**

**MEDECIN, PHARMACIEN ou VETERINAIRE**

Ayant une expérience complémentaire. Avant de prendre la Direction d'une équipe de recherche, le candidat doit être une personne de haute qualité humaine et morale à la fois à l'animation d'une équipe et au travail en collaboration avec d'autres chercheurs.

Le candidat doit être une personne de haute qualité humaine et morale à la fois à l'animation d'une équipe et au travail en collaboration avec d'autres chercheurs.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.

Adressez votre candidature manuscrite et CV avec 3 photos à : s.n.p.m. 22, rue de Valenciennes, 75013 PARIS.



REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Société multinationale dans l'OISE recherche

## audit interne

(FINANCE ET GESTION)

Le candidat aura 2 ou 3 ans d'expérience, une formation DECS, Chartered Accountant ou Grande Ecole Commerciale (orientée comptabilité, gestion et finance).

Une expérience de Cabinet d'Audit Interne serait très appréciée.

Une excellente rémunération et l'anglais est exigé.

Salaire annuel : 70.000 F.

Adr. CV détaillé, photo et 2 photos 3x3 : Cabinet Claude Viret - 2, rue 75001 PARIS.

## Recherchons traducteurs techniques qui savent aussi rédiger

Maisons de traduction s'abstenir

Agence de publicité internationale, devons adapter des annonces, brochures, dossiers d'information d'anglais en français.

Seuls de vrais spécialistes sachant « communiquer » pourront traduire ces textes correctement et les rédiger clairement.

Pour l'heure, nous cherchons des traducteurs indépendants dans les domaines suivants :

- Chimie
- Electronique
- Mécanisme
- Travaux Publics
- Finance
- Pneumatique
- Matières plastiques
- Aviation.

Si vous connaissez particulièrement un autre domaine, n'hésitez pas à nous le dire.

Ecrivez à Marsteller International, 32, rue Poussin - 75016 Paris, en joignant des exemples de vos travaux récents.

IMPORTANTE INDUSTRIELLE MARCHE DES PRODUITS INDUSTRIELS ET PRODUITS INDUSTRIELS PARIS-EST recherche :

### 1<sup>er</sup> JEUNE ASSISTANT PUBLICITE

23 ans min. Expérience obligatoire en publicité industrielle. Connaissances en mécanique générale souhaitables. Rémunération min. départ : 55.000F.

### 2<sup>ème</sup> JEUNE ASSISTANT MARKETING

23 ans min. Formation supérieure Commerciale ou Marketing. Anglais souhaitable. Déplacements 40%. Rémunération min. 55.000F.

Ecrire Service R. 32, rue Poussin - 75016 Paris.

### AVIS LOCATION DE VOITURES

## JEUNE CADRE COMPTABLE

Niveau D.E.C.S.

2 ans d'expérience minimum. Anglais courant.

## COMPTABLE 2<sup>e</sup> échelon

pour comptabilité générale

Ecr. sous réf. 212, 19, rue d'Orléans - 75001 PARIS.

GERVAIS DANONE FRANCE recherche, pour le pilotage de son 370/155 US

## un pupitreux débutant

Formation informatique (pilotage, système d'exploitation, langage de programmation) entièrement assurée avec les supports du matériel et l'assistance d'une équipe dynamique.

La formation de l'anglais est indispensable.

Travail en 3x8.

Ecrire avec CV, détail et photo à M. J. AIME - GERSAIS DANONE FRANCE - 126, rue Jules Guesde, 92300 Levallois-Perret.

## RESPONSABLE SYSTEMES INFORMATIQUES R.130.000

A la suite d'une promotion interne la succursale parisienne d'une très importante banque américaine recherche un Responsable des systèmes informatiques.

Dépendant directement du Directeur du département informatique, il supervisera une équipe importante de programmeurs et analystes, il sera chargé de l'ensemble de la conception, du développement des systèmes informatiques et mise en place d'un nouveau plan informatique intégré. Il traduira les besoins des différents services de la banque et participera aux différents comités informatiques.

La mission de haut niveau requiert un candidat âgé de 32 ans minimum possédant une très solide formation en informatique (de préférence ingénieur) et une expérience d'au moins 10 ans dans la conception et l'analyse de systèmes. Il devra posséder une très bonne approche conceptuelle des problèmes soulevés de préférence au sein d'une banque ou d'un organisme financier. La pratique courante de l'Anglais est indispensable. Ecrire sous référence M. 5902.

## RESPONSABLE FINANCE COMPTABILITE R.120.000

La filiale d'une société américaine leader mondial sur son marché, (matériel de bureau), recherche dans le cadre d'un développement ses activités un Responsable chargé de tous les problèmes comptables, financiers et administratifs.

Basé à Paris et rattaché au Directeur Général, il assistera celui-ci pour l'élaboration et la mise au point des budgets et des plans. Il s'occupera des problèmes de financement, de la trésorerie et suivra l'évolution des fluctuations monétaires sur les prix de revient. Il supervisera directement la comptabilité et effectuera le reporting mensuel et les bilans selon les normes américaines. Il sera également responsable de l'administration du personnel. Le poste requiert une solide expérience des procédures comptables anglo-saxonnes, l'habitude du reporting et une pratique courante de l'anglais. Ecrire sous référence M. 5901.

## ADJOINT COMPTABILITE -TRESORIE R.90.000

Une société française (F 70 millions de C.A.) produisant du matériel électrique de haute qualité recherche un cadre pour élargir ses services financiers.

Basé en proche banlieue Ouest, ce cadre sera l'adjoint du Directeur Administration et Financier, et il aura la responsabilité directe des services comptables. Sa mission portera dans un premier temps sur la mise en place d'un système de suivi et de gestion de la trésorerie. Les relations bancaires dans ce domaine lui seront confiées. Il devra également améliorer la production des états mensuels, et il participera à la tenue du traitement informatique existant. Enfin il développera le système existant de comptabilité analytique.

Le poste convient à un comptable diplômé, âgé de 28 ans minimum, ayant acquis une expérience de préférence dans une société anglo-saxonne.

Ecrire sous référence M. 5903.

Adresser C.V. détaillé en spécifiant la référence à : M. CRETTE - Tour Maine Montparnasse - 15, avenue du Maine - 75015 Paris - 15.

Discretion absolue.

Société industrielle Maisons-Alfort - implantation future 30 km Sud de Paris - charge de MONTYWELL BULL de recruter un

## ANALYSTE-PROGRAMMEUR

Disponible très rapidement.

- Il sera responsable avec une S.S.C.T. du démarrage d'un C.I.M. 61/90.
- Il aura de 30 à 40 ans environ. Il devra avoir la pratique du Cobol et de l'Algol. Les connaissances de distribution et de gestion de données sont appréciées.
- La maîtrise de l'anglais est appréciée.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 23/4 à : MONTYWELL BULL - 15, avenue du Maine - 75015 Paris Cédex 20

## IMPORTANTE SOCIÉTÉ (12.000 personnes) Recherche pour son siège social à BANLIEUE PARIS

## JURISTE

Le candidat devra avoir :

- Un diplôme de D.E.S. ou de DOCTORAT en DROIT.
- Une expérience de plusieurs années du droit des affaires et plus particulièrement des contrats, acquise dans une entreprise fortement exportatrice ou chez un avocat d'affaires, serait appréciée.
- Une parfaite connaissance de l'anglais (écrit et parlé) est indispensable.

Disponible immédiatement ou souhaitable.

Envoyer C.V. prêt à n° 94.730 - CONFESSE Pub. - 11, rue de l'Opéra - Paris (1<sup>er</sup>) qui transmettra.

## Burroughs

recrute

## JEUNES DIPLOMES de l'enseignement supérieur commercial

Vous désirez débiter votre carrière par une expérience commerciale dans un secteur en pleine expansion.

Vous êtes motivés par l'analyse de situations, par la recherche de solutions à proposer et à faire adopter.

Notre technique se plaindrait de ne pas pouvoir recruter des cadres en permanence et nous vous proposons de nous rejoindre.

Si vous avez ou non une expérience en informatique, nous vous attendons pour rejoindre notre réseau commercial pour :

- PARIS, AMIENS, CAEN, NANTES, REIMS, RENNES, ROUEN, STRASBOURG, BORDEAUX, CLERMONT-FERRAND, DIJON, GRENOBLE, LIMOGES, LYON, MARSEILLE, MONTPELLIER, TOULOUSE, TOURS. Envoyer lettre, C.V., photo sous référence M à Monsieur ROLLIN - S.A. BURROUGHS, 230, Avenue Laurent Coty 92231 GENNEVILLIERS Cedex.
- LILLE et NANCY : une opération « PETITS DEJEUNERS » sera mise au point et vous serez affectés de préférence à la Compagnie des Commerces de l'Hotel Holiday Inn, 59570 MARCULLE EN BAROEUL. Le 8 mars à L'HOTEL FRATEL, 11, rue Raymond Baroeul 54000 NANCY. Pour tous renseignements téléphoner : MARCULLE EN BAROEUL 03 72.17.30 - MARCULLE EN BAROEUL 03 72.17.30.

son marché C.A. Millions dans son expansion :

## CHEF DE PRODUITS

HOMME OU FEMME directement rattaché au Directeur du Marketing.

Formation HEC - ESSEC - SUP. Co ou équivalent ayant au minimum 2 années d'expérience marketing dans le domaine des produits de grande consommation.

Envoyer C.V. détaillé, photo, prétentions à WILLIAM SAURIN - SAINT THIBAUT - 77400 LAGNY - direct du Centre de Paris par autoroute A4.

## Kienzle Informatique

poursuivant son expansion, recherche pour son département « Logiciel de »

## SPECIALISTE SYSTEMES

possédant une connaissance parfaite d'une grande expérience pratique des langages et systèmes d'exploitation à disques.

Une bonne connaissance de l'allemand est souhaitable.

Lettre manuscrite, C.V. et photo à KIENZLE INFORMATIQUE 30, av. Daumesnil 75012 Paris Réponse et discrétion assurées.

## OPPORTUNITÉ PAR UNE BANQUE ÉTRANGÈRE

TRES DYNAMIQUE (n° 3 dans son pays) ayant ouvert récemment filiale à PARIS, POUR

## SOUS-DIRECTEUR CLASSE VII

d'être l'ADJOINT DU DIRECTEUR pour TOUTES LES OPÉRATIONS DE BANQUE : mise en place toutes procédures, étude demandes de crédits, tenue des risques, EXPLOITATION, ...

INDISPENSABLE

- Formation supérieure + diplôme I.T.S.
- 8/10 ans d'expérience BANCAIRE EN AGENCE, connaissant bien CREDITS DOCUMENTAIRES et REGLEMENTATION des CHANGES.
- ANGLAIS COURANT : apte à dialoguer en direct et indirect en Anglais.
- HOMME DE DÉVELOPPEMENT et de CONTACT.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, CV détaillé, rémunéré + photo s. réf. 3720

## sélection conseil

PLACE MARECHAL JUIN, 75017 PARIS

## IMPORTANT BANQUE PRIVÉE recherche pour sa DIRECTION MARKETING un JEUNE CADRE

dont la mission sera double :

- analyser et exploiter des données commerciales dans un esprit opérationnel
- participer à des études et à des rapports de synthèse.

PROFIL RECHERCHE :

- une formation supérieure économique et financière
- des produits bancaires (notamment entreprises) acquise au travers d'une expérience professionnelle d'un minimum de 3 ans.

Envoyer C.V. manuscrite + photo à n° 98.937 - CONFESSE PUBLICITE - 20, avenue Opéra - 75001 PARIS CEDEX 01 - qui transmettra.

## FILIALE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

fabriquant et commercialisant des produits isolants, anti-corrosion, inter-conducteurs, recherche pour banlieue Ouest - Paris

## INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

Après un stage d'initiation aux produits de la Société, ces ingénieurs auront pour mission la prospection et la conclusion de contrats, auprès des administrations (P.T.T., S.D.F., ...) et des sociétés industrielles.

Pour remplir ces fonctions, les candidats devront :

- être titulaires d'un diplôme d'ingénieur (génie ou électrotechnique) ;
- avoir acquis une première expérience de la vente ;
- maîtriser la langue anglaise.

Des déplacements fréquents en France sont à prévoir. La rémunération sera fonction de l'expérience. Nombreux avantages sociaux dont voiture de fonction.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, n° 98.937, CONFESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

Société spécialisée en travaux maritimes et portuaires, filiale d'un important Groupe de Bâtiment - I.T.P. recherche

## INGÉNIEURS expérimentés

(Minimum 10 ans) dans les domaines suivants :

- Travaux maritimes - Génie Civil portuaire
- Exploitation carrières
- Dragage - Dérivage

pour postes siège région parisienne. Ils seront amenés à conduire ou à participer à des études ou à la préparation et au suivi de la réalisation de chantiers importants.

pour chantiers : ils seront chargés de diriger des chantiers importants en province ou à l'étranger.

Très bonnes connaissances exigées en anglais.

Env. CV, photo et prétentions sous référence 9235 à :

Q.P. organisation et publicité 2, rue de la République - 92100 CLAMART

## ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER ORDRE

ayant son siège social à PARIS recherche pour son DÉPARTEMENT IMMOBILIER

## 1 RESPONSABLE ADMINISTRATIF

ayant une formation universitaire et une expérience de 5 années au moins dans le domaine du droit des Sociétés Commerciales et Civiles.

Cette fonction est principalement orientée vers la gestion des Sociétés.

Adm. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous le n° 2227 à PUBLICITEES KRONBERG 112, boulevard Voltaire, 75002 Paris, qui transmettra.

150



# ANNONCES CLASSEES

| OFFRES D'EMPLOI                        | La ligne | La ligne T.C. |
|--|----------|---------------|
| "Placards encadrés" (la ligne colonne) | 42,00    | 48,04         |
| DEMANDES D'EMPLOI                      | 9,00     | 10,29         |
| PROPOSITIONS                           | 70,00    | 80,06         |

| OFFRES D'EMPLOI     | La ligne | La ligne T.C. |
|---------------------|----------|---------------|
| L'IMMOBILIER        | 28,00    | 32,03         |
| "Placards encadrés" | 34,00    | 38,89         |
| Publicité           | 38,00    | 43,47         |
| L'AGENDA DU MONDE   | 40,00    | 45,76         |
|                     | 28,00    | 32,03         |

## offres d'emploi

**OPPORTUNITÉ PAR UNE BANQUE ÉTRANGÈRE**  
TRES DYNAMIQUE (n° 3 dans son pays)  
ayant ouvert succursales filiales à PARIS, POLE.

## SOUS-DIRECTEUR

ADJOINT DU DIRECTEUR pour TOUTES OPERATIONS DE BANQUE : mise en place, prospection, étude de crédit, suivi de l'exploitation...

## INDISPENSABLE

Formation supérieure - diplômé I.T.B. 4/10 ans d'expérience BANCAIRE EN AGENCE : CREDIT DOCUMENTATION, REGLEMENTATION CHANGES, ANGLAIS COURANT et apte à dialoguer en français et anglais.

## selection conseil

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE  
DIRECTION MARKETING  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

Importante banque privée  
Direction Marketing  
un JEUNE CADRE

## offres d'emploi

**BANQUE EN FORTE EXPANSION**  
recherche

**3 gradés de banque**  
CLASSES III et IV  
Ayant trois à cinq années d'expérience. Possédant BP ou BTS comptable. Age 25 ans minimum.

**3 employés de guichets**  
CLASSE II ou III  
Ayant quatre à six années d'expérience. Possédant CAP ou BP banque. Age 25 ans minimum.

C.V. sous référence OUM (à mentionner sur l'enveloppe) à :

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

## offres d'emploi

**TRÈS IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL**  
recherche

**POUR SERVICES JURIDIQUES DU SIÈGE SOCIAL A PARIS**

**JEUNES JURISTES**  
De 20 à 25 ans, formation juridique variée à l'un des grands Groupes dans des domaines que : droit commercial, droit des sociétés, négociations, contrats à l'échelle internationale, relations internationales, droit du travail, fiscalité.

Formation exigée : **DOCTORAT EN DROIT PRIVÉ**  
Ayant acquis une pratique juridique spécialisée. Larges perspectives de carrière dans un Groupe de premier plan.

Envoyer dossier (diplôme, photo, lettre de motivation) sous n° 20470 M à :

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

## offres d'emploi

**IMPORTANT SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE CONSTRUCTION ÉLECTRIQUE**  
(1400 personnes)  
recherche

**UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN**  
(DIPLOME ET/OU GRANDE ÉCOLE, 3<sup>ème</sup> ANS D'EXPÉRIENCE)

Intéressé par la conception et la mise en œuvre d'applications informatiques de gestion. Une expérience de 1 ou 2 ans est souhaitable.

Envoyer C.V. complet, photo et lettre de motivation sous n° 20470 M à :

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

PAULINE Conseil  
EMPLOIS et CARRIERES  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

## offres d'emploi

**AGENTS TECHNIQUE-CHAUX**  
ou Société Personnelle temporaire  
recherche

**COMPTABLE**  
2<sup>ème</sup> échelon, libre de suite.  
Se prés. 18, rue Berthol, 12  
Midi, mardi 22 à partir  
de 18 heures, 637-33-47.

**FRANCE-SOIR**  
pour son service Publicité

**UNE SECRÉTAIRE ASSISTANTE**  
Bonne sténodactylo, ayant  
Publicité - Indispensable.

Envoyer curriculum et prétentions à :  
Gérard MORAX, RECRUTEMENT, 100, r. de la République,  
75002 PARIS, ou tél. au 2-35-35-35 (p. 2716 et 2730).

Recherches

**SECRÉT. BILINGUE**  
STÉNOGRAPHY  
OPÉRATRICE COMPT.

Actives, dynamiques, 20 ans, sans enfant, 14, rue M. DUPLAT, 201-30-04.

Comité

**SECRÉTAIRE**  
STÉNOGRAPHY

Libre de suite. Salaire/ambassade  
annuel 30.000 F brut.

Env. avec C.V. et photo  
avant le 28 février 1977.

**SECRÉTAIRE STÉNOGRAPHY**  
compète, parlant français  
et anglais, expérimentée.

Qui sera chargée de la  
gestion de l'administration des  
ventes du département  
électronique.

Env. C.V. détaillé manuscrit  
et photo et prétentions à :  
L.T.P., 20, rue de la République,  
75002 PARIS.

**CONFECTION MASCULINE**  
pour MONT - COTE D'AZUR  
(04 - 05 - 06 - 11 - 12 - 13 - 14 - 15 - 16 - 17 - 18 - 19 - 20 - 21 - 22 - 23 - 24 - 25 - 26 - 27 - 28 - 29 - 30 - 31 - 32 - 33 - 34 - 35 - 36 - 37 - 38 - 39 - 40 - 41 - 42 - 43 - 44 - 45 - 46 - 47 - 48 - 49 - 50 - 51 - 52 - 53 - 54 - 55 - 56 - 57 - 58 - 59 - 60 - 61 - 62 - 63 - 64 - 65 - 66 - 67 - 68 - 69 - 70 - 71 - 72 - 73 - 74 - 75 - 76 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 - 90 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96 - 97 - 98 - 99 - 100 - 101 - 102 - 103 - 104 - 105 - 106 - 107 - 108 - 109 - 110 - 111 - 112 - 113 - 114 - 115 - 116 - 117 - 118 - 119 - 120 - 121 - 122 - 123 - 124 - 125 - 126 - 127 - 128 - 129 - 130 - 131 - 132 - 133 - 134 - 135 - 136 - 137 - 138 - 139 - 140 - 141 - 142 - 143 - 1



















# LA VIE ÉCONOMIQUE

Le Monde  
LA STAMPA

THE TIMES  
DIE WELT

Europa

## La course entre les salaires et les prix continue dans toute l'Europe

La lutte continue en Europe entre les salaires et les prix. En France, les syndicats exigent, grèves à l'appui, une augmentation de 10 % pour 1977. Le gouvernement italien n'est pas plus disposé à concéder une augmentation quelconque de son plan quinquennal. En Allemagne, les syndicats ont obtenu une augmentation de 5,5 % pour 1977, mais les prix continuent de monter.

Le problème des salaires et des prix est au cœur de la vie économique de toute l'Europe. En France, les syndicats exigent, grèves à l'appui, une augmentation de 10 % pour 1977. Le gouvernement italien n'est pas plus disposé à concéder une augmentation quelconque de son plan quinquennal. En Allemagne, les syndicats ont obtenu une augmentation de 5,5 % pour 1977, mais les prix continuent de monter.

analyse la répartition des salaires en 1972 et 1973, nous donnons les résultats suivants :

|              | Salaires directs et primes | Salaires pour les jours fériés | Salaires totaux | Sécurité sociale | Autres avantages du coût de la main-d'œuvre |
|--------------|----------------------------|--------------------------------|-----------------|------------------|---|
| Italie       | 68,38 %                    | 9,68 %                         | 78,06 %         | 27,62 %          | 2,68 %                                      |
| France       | 62,85 %                    | 8,17 %                         | 71,02 %         | 25,43 %          | 4,15 %                                      |
| Allemagne    | 62,24 %                    | 10,62 %                        | 72,86 %         | 17,78 %          | 2,33 %                                      |
| Gr.-Bretagne | 52,12 %                    | 7,71 %                         | 59,83 %         | 8,17 %           | 2,49 %                                      |

En France, l'Etat finance la majeure partie des coûts de la main-d'œuvre. Le Royaume-Uni explique partiellement pourquoi les salaires sont plus élevés dans ce pays qu'ailleurs. Les statistiques de la C.E.E. nous en disent plus.

Les coûts horaires de main-d'œuvre en Royaume-Uni sont 3,10 unités de compte européennes, 4,40 en France et 5,10 en Allemagne. Cela signifie, bien entendu, que le système britannique est davantage appelé à...

### AUGMENTATION COMPARÉE DES SALAIRES ET DES PRIX À LA CONSOMMATION

|                    | SALAIRES (1) |      |      |      |          | PRIX (2) |      |      |      |          |
|--------------------|--------------|------|------|------|----------|----------|------|------|------|----------|
|                    | 1972         | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 (2) | 1972     | 1973 | 1974 | 1975 | 1976 (2) |
| Allemagne fédérale | 103          | 135  | 151  | 165  | + 6 %    | 111      | 118  | 122  | 126  | + 4 %    |
| France             | 123          | 152  | 169  | 186  | + 13 %   | 113      | 122  | 126  | 128  | + 19 %   |
| Italie             | 123          | 156  | 191  | 209  | + 29 %   | 111      | 122  | 146  | 171  | + 21 %   |
| Royaume-Uni        | 103          | 145  | 169  | 186  | + 19 %   | 117      | 127  | 147  | 158  | + 15 %   |
| Etats-Unis         | 103          | 121  | 131  | 143  | + 9 %    | 100      | 114  | 127  | 139  | + 9 %    |

(1) En pourcentage d'augmentation pour 1976 est calculé sur les données de 1975.  
(2) Les pourcentages d'augmentation pour 1976 sont provisoires (jusqu'en décembre).

### Échelle mobile

« sentis d'augmentation »  
Au Royaume-Uni, il n'y a pas d'accord d'échelle mobile depuis le début de la crise économique. Les salaires n'ont pas progressé aussi vite que les prix. Du coup, les entreprises ont une opposition croissante à une...

### POINT DE VUE

#### La Flandre et les atouts qu'elle offre aux investisseurs

Précisément notre supplément « Flandre, carrefour d'investissements », paru le 20-21 février, l'art de M. Eyskens, secrétaire d'Etat à l'économie flamande, à l'aménagement du territoire et au logement, est malheureusement le dernier d'une série de publications ci-dessous « Point de vue ».

La destruction créatrice, dont nous avons parlé, est un processus qui se poursuit en Flandre. L'avantage de décrire ce processus est de montrer que la destruction n'est pas une fin en soi, mais un moyen de créer de nouvelles activités économiques. La Flandre a des atouts pour attirer les investisseurs : une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures modernes, une politique fiscale attractive.

### SYNDICATS

#### LES « MÉTALLOS » DE TREIZE PAYS SONT RÉUNIS À ROME

(De notre correspondant.)  
Les délégués d'une quinzaine d'organisations syndicales de métallurgie, appartenant à treize pays du bassin méditerranéen, se réunissent à Rome du 22 au 23 février pour coordonner leur action. Un communiqué devrait être publié à la fin de la conférence. Les participants sont : l'Union internationale des métallurgistes italiens, qui vient de conclure une grande expérience d'unité syndicale, mise en œuvre à partir de 1973 par un comité de six membres comprenant notamment les deux principales fédérations françaises (F.T.M.-C.O.T. et F.O.M.-C.F.D.T.), la conférence C.I.P.T. La conférence est ouverte, deux fédérations grecques, ainsi que les métallurgistes algériens, syriens, turcs, yougoslaves et chypriotes. La participation de Libyens n'est pas encore connue. Les travaux seront assistés en observateurs, par des délégués portugais, palestiniens. Parmi les participants figurent M. Maltas, les Tunisiens, les Marocains, les Libanais, les Algériens et les Israéliens. La présence de représentants de la F.I.M. italienne, aurait soulevé des problèmes insolubles. Les syndicats qui ont répondu à l'invitation sont trop divers, et leur point de vue trop éloigné pour qu'il y ait une conférence qui puisse dégager une stratégie commune. Elle ne peut être qu'une étape effective vers la réalisation d'un dialogue d'inter-nationales syndicales. — R.S.

La Belgique est le pays du monde qui importe le plus de biens d'équipement. L'investissement étranger y est en forte croissance. La Belgique a des atouts pour attirer les investisseurs : une main-d'œuvre qualifiée, des infrastructures modernes, une politique fiscale attractive. La Belgique est un pays dynamique, qui offre de nombreuses opportunités d'investissement.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**GILLETTE**

Le chiffre d'affaires de l'année a été de 1 491 506 000 F, ce qui représente une augmentation de 8 % sur les 1 400 000 000 F de l'année 1976. Le résultat net après impôts a été de 149 257 000 F en progression de 2 % sur les 146 850 000 F de 1976. Le bénéfice net consolidé est de 17 357 000 F en baisse de 3,5 % sur les 18 154 000 F de l'année précédente. Le bénéfice net par action est de 2,50 F qui est à comparer aux 2,55 F de l'année précédente.

Le chiffre d'affaires du quatrième trimestre est de 382 210 000 F, en augmentation de 8 % sur les 351 949 000 F de la même période de 1976. En France, Gillette est présidée par M. Jean Pél.

**Worms Investissement**

Le conseil d'administration, réuni le 16 février 1977, sous la présidence de M. Jack Frances, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Il a décidé de verser un dividende de 3,75 F par action. Ce dividende sera assorti d'un crédit d'impôt de 1,50 F par action, le revenu global par action à 5,25 F.

**COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE L'ABERLE**

Le conseil d'administration, réuni le 16 février 1977, sous la présidence de M. Jack Frances, a approuvé les comptes de l'exercice 1976. Il a décidé de verser un dividende de 3,75 F par action. Ce dividende sera assorti d'un crédit d'impôt de 1,50 F par action, le revenu global par action à 5,25 F.

**FINANCIÈRE FERNAND DE DROUAS & Co**

Le conseil de surveillance a examiné les comptes de l'exercice 1976. Les résultats provisoires consolidés avec ceux de la filiale totale, Banque Française de l'Est, sont les suivants : après toutes provisions, le bénéfice net est de 1 856 137,00 F, en augmentation de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Les dépenses de la clientèle, non compris des banques et des assurances financières, s'élevaient à 1 213 128 493,12 F. Compte tenu de ces résultats, il est envisagé de proposer à l'assemblée générale une augmentation du dividende compatible avec les recommandations du plan Barre.

**ODOUL**  
*Garde-meubles*  
208 10-30

(PUBLICITE)

### Lettre d'un Provincial aux PME

#### Des prix de revient mal maîtrisés ; un handicap certain dans une conjoncture difficile.

« Maîtriser mieux vos prix de revient, vous serez plus compétitifs, vous gagnerez des marchés à l'étranger, votre gestion sera plus saine et votre trésorerie plus à l'aise... ». Que d'indications sages, de conseils judicieux de la part de maîtres de l'économie. Mais que de difficultés à surmonter au niveau de la micro-économie d'une entreprise, d'une PME.

Monsieur R. B. accède, en octobre 1974, à la tête d'une société de petite mécanique de Haute-Savoie, 200 salariés. Il se trouve rapidement confronté à une situation complexe.

Les calculs de besoins matériels qu'il demande sont longs à mettre au point, il s'ennuie. Et rarement exacts. Pourtant, les nomenclatures sont relativement simples, 4 niveaux en moyenne. Et les produits finis pas trop nombreux, 400 environ.

### Un conseil qui parle le langage des PME.

Un coup de téléphone, un rendez-vous fixé et Jacques Chanfray, accompagné d'Alain Lapière, son responsable des études, retrouve D. dans son bureau pour une journée de travail.

Le problème de l'entreprise est repris à la Disquette, analysé, traité. Notamment les volumes : composition, nomenclature, opérations, stocks, commandes, en un langage clair et précis, et en un langage d'éditeur. Ils permettront de définir les capacités réellement nécessaires. Et aussi les modes de travail qui détermineront, eux, l'emploi total ou partiel du temps réel, il apparaît en cours d'entretien que la plupart des salaires devraient se faire, au temps réel et qu'il n'est pas de pouvoir intervenir à tous moments les chiffres de base.

### L'informatique, oui, mais comment ?

Pour sortir de là, R. B. propose, en janvier 1975, une série de réunions : la direction qui débouche sur une conclusion : informatiser et une action : charger D., chef du bureau d'études, du soin de débroussailler le problème.

D. se jette aussitôt à l'eau, rédige en quelques heures un cahier des charges et l'envoie aux neuf constructeurs représentés dans la région.

Trois semaines plus tard, les offres commencent à arriver. Et, constatant ? D. se retrouve avec des propositions totalement divergentes. Les approches sont souvent différentes lorsqu'elles ne sont pas contradictoires. Les solutions sont tellement variées qu'il lui est impossible d'assumer la responsabilité d'en recommander une seule au Comité de Direction.

« Bilan à fin 1976 : R. B. possède maintenant des renseignements rapides et vrais grâce auxquels il peut tracer, pour les années à venir, une politique commerciale cohérente s'appuyant sur une gestion efficace de son usine. Il dispose chaque mois de besoins matériels précis. Ses goulots d'étranglement sont supprimés. Au total, le délai moyen de fabrication est passé de 31 à 22 jours. Les « en cours » ont diminué de 23 % en volume. Quant à ses prix de revient, il les suit par produit fini et par section de fabrication. Au bout du premier trimestre de fonctionnement du système, il avait déjà que 60 sur 400 produits fabriqués étaient en dessous du seuil normal de rentabilité et avait réagi en conséquence. Son cash-flow a naturellement augmenté. Il prévoit même une amélioration de + 27 % pour la fin 1977. »

### Un conseil indépendant de tout constructeur.

Si Management Informatique a pu faire obtenir à cette entreprise huit-avoyard de tels résultats, c'est essentiellement en raison de son indépendance vis-à-vis des constructeurs. Ses ingénieurs les connaissent tous et, dominant toutes les techniques, ils sont en toute objectivité, en toute sérénité. Voire de la sous-traitance lorsqu'une mécanisation intégrée est disproportionnée par rapport aux besoins réels de l'entreprise. Ils assument la responsabilité pleine et entière de leurs préconisations. Leurs interventions englobent la plupart du temps la mise en route du matériel librement choisi par l'entreprise. Leur rémunération n'est en rien liée à la promotion de tel ou tel matériel. Management Informatique n'est pas le seul conseil à avoir un tel niveau de compétence. A adopter une telle politique vis-à-vis des constructeurs, d'autres grands groupes nationaux font de même. Management Informatique est l'un des seuls conseils ayant une vocation provinciale qui ait adopté une telle ligne de conduite. Car Jacques Chanfray et ses collaborateurs sont des provinciaux et quitteront pas la province. Comme on se comprend tellement mieux entre voisins ; téléphonez donc à Jacques CHANFRAY ou à Alain LAPIÈRE et vous aurez des interlocuteurs qui parlent votre langue et la comprennent.

(78)33.25.08

JP 116 1.50











TELEPHONE : [REDACTED]  
[REDACTED] télégraphique : JOURMONDE [REDACTED]

[illegible]

100



# PROCHE-ORIENT

## Le Liban entre le soulagement et l'amertume

(Suite de la première page)

Partition, bien sûr, reste un mot tabou : la gauche front des rebelle contre quiconque lui rend d'aussi mauvaises intentions. Trente mille soldats syriens, plantés au coin des rues, ont dû être rappelés à l'ordre qu'ils sont venus « en force » pour « sauver l'unité libanaise ». Mais on ne quitte un clan ou des professionnels de la politique, on entend, tenu à l'écart, dans les salons « grands et petits » d'Achrafieh le discours que certains leaders entraînent de ne pouvoir tenir clairement. Un discours n'est en fait qu'une formule : « Chacun son Dieu, chacun chez soi ».

Le temps, certes, apaisera les haines, effacera peu à peu les souvenirs les plus cruels, mais ne risque-t-il pas aussi de créer de nouvelles habitudes ? Chacun chez soi, avec ses banques et ses bureaux, ses commerçants, ses écoles et ses étudiants. L'inévitable de guerre pourrait bien, les jours suivants, devenir un « provisoire » qui dure, à l'attente que la situation qu'il crée comble les vœux de ceux pour qui il représente déjà un début de solution.

Partition de fait ? C'est vrai, mais qu'importe aujourd'hui, pensent la plupart des Beyrouthins, puisqu'ils assure au moins la paix pour le présent et évitent des combats qui dureraient des jours, des semaines, des mois, des années, des décennies.

Le Liban, c'est un pays comme à l'ouest. C'est un pays qui n'a pas de frontières, mais qui a des murs de la rue sans fin, des murs de la rue sans fin, des murs de la rue sans fin.

(1) L'export de Beyrouth-Khalil, au sud de la capitale, dans le secteur tenu pendant les combats par les forces palestino-prog.

bombes, plus de roquettes ni de présent, ne pas se rendre trop oppressante. La répression est rattachée, plus de pillages, plus d'enlèvements. L'ordre règne. Comment expliquer autrement qu'on supporte, pour l'instant sans s'être des contingents syriens et celle, plus discrète, des unités syriennes et soudanaises ?

Nombre de combattants dans les rangs de l'armée libanaise ? Le président Assad ne le sait pas. Mais on ne peut pas le lui demander. Le secrétaire du P.C. libanais, M. Georges Haoui, dit vouloir l'ordre à tout prix. L'ordre, c'est la liberté.

L'ordre est syrien. Il est syrien et ne fait rien pour s'en cacher. Ni casque blanc ni casque vert, pas de baret pas un insigne pour établir un « ordre syrien », et un « ordre syrien » de la force arabe de l'État, au diable l'hygiène, et les doubles casques, au diable l'hygiène, et les doubles casques, au diable l'hygiène, et les doubles casques, au diable l'hygiène.

Plus on avance, plus on se rend compte que la répression est rattachée, plus on se rend compte que la répression est rattachée, plus on se rend compte que la répression est rattachée.



population, car elle a, jusqu'à présent, ne pas se rendre trop oppressante. La répression est rattachée, plus de pillages, plus d'enlèvements. L'ordre règne. Comment expliquer autrement qu'on supporte, pour l'instant sans s'être des contingents syriens et celle, plus discrète, des unités syriennes et soudanaises ?

Plus on avance, plus on se rend compte que la répression est rattachée, plus on se rend compte que la répression est rattachée, plus on se rend compte que la répression est rattachée.

un correspondant étranger rendant compte des travaux de la commission d'experts français chargés d'étudier la reconstruction du centre de Beyrouth s'est ainsi vu interdire trois paragraphes décrivant les scènes avant leur destruction. Al Nahar, quotidien libéral, n'a pu publier la photo d'un vieillard lisant le journal devant la façade ravagée de l'Hotel du P.C., a dû prononcer à une nouvelle brève de trois lignes qui indiquait la production annuelle de gaz en Union soviétique.

Les dirigeants libanais ont-ils senti que leurs censeurs avaient le crayon un peu lourd ? De délégués pressions diplomatiques ont, semble-t-il, suffi pour que le système fût assoupli à l'égard de la presse étrangère. Mais, le jour même où le Monde faisait état de cette libéralisation, les inspecteurs de la sûreté, trouvant leur crayon pour des censeurs, disparaissent minutieusement dans les colonnes un encadré qui évoquait la scolarisation d'enfants du Sud-Liban en Israël.

Principale atteinte aux libertés commandée par les Syriens, la censure de la presse renforce l'amertume et la délégalisation qui se dessine aujourd'hui les combattants du camp palestino-prog. Affaiblis et isolés, mais remis de la « trahison » syrienne, certains que les masses qui les entourent aspirent d'abord à la sécurité, ces militants mesurent leur impuissance et au fait de leur impuissance, c'est l'espoir — que le ciel s'écroule de ce côté, que l'orage grondera entre Damas et « ceux d'en face ».

Vaine illusion ? Assurément, si l'on s'en tient aux propos officiels du camp conservateur, presque sans faille durant la guerre, rétrospectivement, la paix libanaise est le résultat d'un miracle. Mais, si l'on se penche sur la réalité, on voit que la situation est tout autre.

Les mesures prises et les organisations mises en place pour amorcer la relance économique ne sont pas des symboles de cette même volonté d'engager la responsabilité. L'État libanais, c'est un État qui se reconstruit, c'est un État qui se reconstruit, c'est un État qui se reconstruit.

clous les contours d'un « Liban nouveau » avec forces nouvelles sur la « diversité de ses cultures » et la « décentralisation » de ses pouvoirs. Les soldats syriens prennent position au cœur de la forteresse chrétienne.

Emotion dans la rue, étonnement au couvent d'où l'on dépendait deux émissaires — M. Béchir Gemayel et M. Dany Chamoun — chargés d'aller quérir quelques explications auprès du président de la République. M. Elias Sarkis n'en donnera pas, se contentant de renvoyer ses interlocuteurs, de renvoyer ses interlocuteurs, de renvoyer ses interlocuteurs.

De fait, le lendemain, banques et boutiques laissent leurs rideaux baissés. « On est ici chez nous », explique alors M. Béchir Gemayel, « on ne va pas de même pas nous traiter comme des Palestiniens ». Mais son père, M. Pierre Gemayel, fera lui-même très vite ouvrir les magasins. Divergences, lentes de tendances entre « militaires » (M. Béchir Gemayel dirige les milices du camp chrétien conservateur) et « politiques » (à l'instar de la distribution des rôles ?).

Non contents de s'être installés, les soldats syriens ont fait deux jours plus tard le plus important de leurs baraquements au centre d'Achrafieh, d'une effigie de leur président avec cette simple légende : « Le Liban restera chrétien ». Dans son bureau, le chef du parti phalangiste ne cherche plus à calanguer sa frustration : « C'est une provocation, nous dit-il, une manœuvre de séduction et de troubles ».

(Mardi 15 février.)

### II. — Rapiécer l'État

Beyrouth. — « Il n'est guère facile d'être libanais », dit M. Elias Sarkis, « aujourd'hui l'État est la force des choses, quand il n'est que la force des choses, quand il n'est que la force des choses, quand il n'est que la force des choses ».

Nul n'ignore qu'il est l'homme des Syriens : ni ceux qui défont de qui ont vu, aux premiers jours de la guerre, leur compte en banque s'arrondir grâce à la généralité de Damas ; ni d'autres qui se souviennent encore de l'entraînement à la guerre, de l'entraînement à la guerre, de l'entraînement à la guerre.

Reste à savoir si cet homme des Syriens est condamné à demeurer leur agent. La réponse appartient moins au principal intéressé qu'à ceux qui l'ont installé. Les gens de Damas ne nous ont pas présentés comme des ennemis, nous les avons présentés comme des alliés, nous les avons présentés comme des alliés.

Le général Assad a déjà, sur l'essentiel, obtenu ce qu'il cherchait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, qui ont écarté la menace d'une victoire de la gauche aliée aux Palestiniens.

chait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, qui ont écarté la menace d'une victoire de la gauche aliée aux Palestiniens.

« Assad », disent certains, « a envoyé ses hommes sans billet de retour ». Ils sont restés dans le temps, ils sont restés dans le temps, ils sont restés dans le temps.

Que les dirigeants syriens ambitionnent d'imposer sur le Liban une hégémonie leur paraît évident. Mais le succès de cette intervention implique-t-il vraiment une domination directe et contraignante sur Beyrouth ?

Le général Assad a déjà, sur l'essentiel, obtenu ce qu'il cherchait : l'alliance scellée, non sans risque, avec la droite chrétienne, puis l'entrée massive des troupes syriennes, qui ont écarté la menace d'une victoire de la gauche aliée aux Palestiniens.

dévoit. Ils sont aussi les héritiers d'un homme et d'un courant politique qui ont, en dépit de leur échec, marqué la vie du pays.

Le général Fouad Chehab était parvenu à mener à bien sa politique de « non-alignement » et de « non-alignement » et de « non-alignement » et de « non-alignement ».

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

Le parti n'est pas sans risque dans un pays où tout s'est décomposé, où les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre.

parent, n'est pas moins de lui donner tout ce qu'il faut. Il donne tout ce qu'il faut, il donne tout ce qu'il faut, il donne tout ce qu'il faut.

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

Le parti n'est pas sans risque dans un pays où tout s'est décomposé, où les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre.

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

partition et éviter les contradictions qui apparaissent « en face ».

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

Le parti n'est pas sans risque dans un pays où tout s'est décomposé, où les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre, les piliers de l'ordre.

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

nombre de combattants, ils veulent accélérer les réformes » et rendre impossible le retour à un Liban trop centralisé. « Nous ne pouvons attendre que la situation se dénoue », explique M. Béchir Gemayel. « Plus nous tardons et plus le changement sera difficile ».

C'est bien ce qu'a compris le président Sarkis, dont la tâche consiste justement à diriger les options essentielles, à diriger les options essentielles, à diriger les options essentielles.

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

« L'histoire voudra », peut-être, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain, qu'elle soit aujourd'hui et demain.

Donne la famille ou pour des amis  
**UN CADEAU DURABLE**  
Offrez un abonnement d'un an au  
**Monde philatéliste**  
France ..... 32 F  
Étranger ..... 38 F  
1, rue des Italiens, Paris 6<sup>e</sup>  
15 27-12 Paris  
Spécimen sur demande

Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »

**Le Monde**  
WEEKLY ENGLISH SECTION  
Nous rappelons à nos lecteurs que la sélection hebdomadaire du Monde en langue anglaise est intéressante dans tous les pays.  
EXTRAIT DU TARIF  
(Abonnement d'un an)  
Voie normale ..... 120 F  
Voie aérienne :  
● Europe, Malte, Gibraltar, Chypre ..... 138 F  
● Moyen-Orient, Afrique du Nord ..... 154 F  
● Amérique, Canada, Afrique, Indes, Poldstern, Ceylon, Hongkong, Antilles ..... 156 F  
● Extrême-Orient ..... 170 F  
SERVICE DES ABONNEMENTS :  
5, rue des Italiens, 75271 Paris - Cedex 06 - C.C.P. 4207-23 Paris  
« Le Monde »  
du 17 au 23 février 1977

كندا من الأصل







# AMÉRIQUES

# LE PARAGUAY OUBLIÉ

De notre envoyé spécial CHARLES VANHECKE

## II. — « Big Brother » et ses rouges

Petit pays oublié de l'Amérique latine, le Paraguay (deux millions et demi d'habitants) vit dans une sorte de léthargie économique sous la poigne de fer - du général Somoza - au pouvoir depuis vingt-deux ans. Une contrebande organisée sur une grande échelle et la pratique officielle de la corruption font également du Paraguay l'un des places fortes du trafic international, notamment de la drogue. (Voir **numéro** précédent)

[illegible]

**S'aligner sur les voisins**

S'efforcer à l'art de temporiser, de composer entre divers courants ou divers appétits : il a aussi l'air de piocher et l'insensibilité à l'opinion internationale. Caudillo au teint de bœuf de bière, qui travaille beaucoup mais discourt peu. Pinochet, son cousin en politique, semble ne jamais décevoir. Il traversera sans fatigue la décennie de l'Occident, le « miracle international ». Le grand frère, Schroeder, lui, n'est pas honnête. On dirait. Il n'a aucune

### III. — Les « nomades »

Ammon. — Le Paraguay est le pays qui paraît le plus pauvre. Ammon et son fleuve, le pays devient immense : force d'être vide. Des arbres à peine feuillus, une végétation qui couvre le sol, des troupeaux de bœufs qui paraissent que par flaque, le sol qui n'est que du sable, des troupeaux de bœufs et de bœufs qui succèdent à des troupeaux de bœufs et de bœufs, quelques troupes militaires : le Chaco a tout l'air d'une cause perdue. De fait, sur ses quelque 360 000 km. carrés, il n'y a que 200 000 habitants, et cela dans une partie qui n'est que d'une petite partie de cent mille.

Et pourtant, c'est ce qui existe : que quelques milliers de colons, de petits un demi-siècle, ont pu prendre. Si l'État était libre, il faudrait sans doute être mécontents de ce qui est fait. Les Prairies, anabaptistes, les Mennonites ont dû émigrer successivement de Hollande, d'Allemagne et de Russie avant de débarquer en Amérique. Ils ont cherché dans la recherche d'un pays qui ne les oblige pas à porter les armes. Ils ont toujours payé cher le droit

Aujourd'hui, Philadelphia, les jour-  
 naux du général, est une ville de  
 western, épurée par les pa-  
 reuses. Une coopérative, une petite  
 boutique, une épicerie, une boulangerie  
 d'humle d'arrachide des rues étroites  
 au cordeau, des jardins fleuris  
 matrasés avec amour. Méfiant  
 des gens du village, des gens  
 des semences entières. Il s'élève la  
 poussière accumulée au long de la  
 saison sèche, et la fait voler  
 partout.

Les hommes ont des blouses  
 de couleur exotiques dans les pa-  
 rangées. Les femmes sont par  
 étrangères encore : osseuses, pâles,  
 des robes tristes, pas un brin de  
 fard. Elles fuient, regardant  
 derrière elles, à l'alcov, à l'alcov  
 contraire à la Bible), pas de  
 cigarets : la pureté de la religion  
 — et de la race — est réser-  
 vée par des mariages en famille.  
 Les hommes, les hommes, les hommes  
 un entracte, la messe. Visiblement,  
 les Mennonites ne sont pas au  
 monde — et encore moins dans  
 cette partie du monde — pour

mystique se offrir aucune idée à propos. Seul, sûr, un anti-communisme d'airain.

Les communistes ont partout à l'heure actuelle, dit M. Gonzalez Alsina, leader du parti dominant au Parlement.

« Quand nos amis de Buenos-Aires, les reviennent bol-  
chéviques, il n'y a que la largeur  
du Paraguay et la largeur  
du peuple (1) est  
proche du centre de notre capi-  
talisme. Les communistes sont  
aussi dans l'Eglise. L'Eglise catho-  
lique a laissé monter un kolchak dans la

Le « Strossenerismus » se résumait à ces quelques réponses nuançées d'un évêque : « Il n'y a pas, d'idéologie de la sécurité nationale, comme au Brésil et au Chili. Ici, l'Église est une institution pacifique ».

Son langage est confus, même. La seule idée de Strossener, c'est de doter le pays d'infrastructures adéquates : routes, ponts, forêts, internats, mais pour nous aligner sur les voisins. Le Brésil a imposé sa vision géographique des choses et décide le Paraguay de modifier ses cartes. Le Paraguay, qui, dit-on, n'a pas de frontières, n'a pas de frontières, mais pour nous aligner sur les voisins.

Infrastructures : c'est là la mot le plus cité, dans les discours officiels. Pour le Paraguay, c'est de faire des ponts, des écoles, des routes — autres », dit un caucique de province, propriétaire d'une flottille d'avions : « autres : routes, ponts, écoles, internats ».

« Surpris : l'herbe de maïs infestée dans l'eau froide, et aspirée à la ronde avec une pipette, — les réalisations du régime. Il y met du cœur, mais avec l'air

de quelque'un qui se répute.  
 « Avant 1964, il n'y avait que  
 70 kilomètres de routes goudronnées,  
 d'Assunção à Eusebio-Apala.  
 Il y en a 400 kilomètres aujourd'hui. Il n'y avait pas d'électricité,  
 pas d'eau courante. Regardez  
 autour de vous ! Le téléphone est  
 partout, les routes sont pavées,  
 partout, aujourd'hui, elles sont par-  
 tout. Les gens ne veulent plus  
 prêter de l'argent. L'argent entre  
 maintenant sans qu'on ait à l'em-  
 prunter ».

De fait, les investissements  
 étrangers ont beaucoup augmenté,  
 les écoles ~~ont~~, surtout à l'inté-

# nouvelles frontières

Les Japonais ont créé plusieurs colonies agricoles, comme celle d'Agougu, dans le Haut-Paraná. Formosans et Sud-Coréens ont voulu l'imiter. Le général Stroessner a décidé d'accélérer l'immigration « idologique » : il entend combler les vides laissés par les réfugiés anti-communistes de Chos Ché de cent mille Sud-Coréens seraient attendus dans les prochaines années. Les Japonais, eux, ne sont pas prêts à lâcher le Brésil, mais ils sont prêts à bander — avant-coureurs, peut-être — avant le replis.

**Autre « nouvelle frontière »**  
Le Haut-Paraná. Du fleuve, qui traîne en longueur, une forêt qui s'écroule. Face au Brésil, la ville de Agougu, dans le Mato Grosso, est un quartier d'immigrants japonais. Ils ont installé des vergers, des champs, des élevages, des usines, des écoles, des hôpitaux, des magasins, des églises, des clubs, des bars, des restaurants, des écoles de danse, des écoles de musique, des écoles de sport, des écoles de cuisine, des écoles de dessin, etc. Les avions venus de

leur : 80 % des écoles sont dans  
 Sans doute, les  
 hymnes : l'excellence  
 pecham-ils sou  
 : l' potable n'arrive qu'à  
 5 % des paysans ; la plupart des  
 n'ont que  
 80 % des enfants  
 finissent pas le primaire. Mais  
 multipliés les infrastructures.  
 N'est-ce pas un minimum d'all-  
 une structure qui  
 aspire à durer ? Le général pré-  
 sident a d'autres préoccu-  
 : la liquidation des oppo-  
 sants, le maintien de l'unité  
 de l'armée, et par la corrup-  
 tion des chefs. Le chef de l'op-

mission. Ne pas se laisser aller à la dépression. En 1974, prési-  
dent de la répression et de la  
des Américains. En fait,  
le régime « d'ingrédients qui  
pourrait durer sans  
vrai, mais non sans venir,  
réelle originalité.

Le général Stroessner ne  
pas contents de s'appuyer sur  
les militaires, mais de s'en servir  
de toutes les autocraties. Il a aussi  
encadré les pays, grâce au parti  
corruato, avec les libéraux, les  
colorado domine la vie politique  
du pays. L'un des « libéraux »  
procrit en 1940, le parti libéral s'est  
schémé et « majorité, devenue  
libérale radicale », n'est redevenue  
libérale qu'en 1955. Les libéraux  
eux, ont aujourd'hui une  
sorte de « libéraux » à laquelle  
participe, peu ou prou, « les tiers de  
la population et qui fait du Far-  
quage », ont cru que le régime  
économique tropicale d'usage  
l'une des nations les plus totali-  
taires d'Amérique latine.

« Vous êtes colorado ? »  
« C'est pour quoi ? »

Cette institution en chaussette  
roge, la « fleur du parti »,  
ne veut pas en peine. A droite,  
d'expliquer pourquoi. A moins  
d'avouer que, pour faire l'école, il  
faut « carte du ». Libéraux et  
colorado ne disent pas la même  
chose. Les libéraux, dans  
se recrutent « dans  
milieux couches », dans  
sont donc séparés ni par la doc-  
trine, ni par des conflits d'inté-  
rêt, mais par la nature des déci-  
sions, et se font la guerre.

« Vous êtes libéral ? »

— *Est-ce la mort ?*  
Libéral, cet avocat le sera « jusqu'à la mort ». Au surplus, l'art de ses intérêts est en contradiction avec la tradition, son idéal, son idéalisme. Il le revendique d'instinct, plus qu'il n'appréhende pas les méthodes du jour.

Les libéraux « honte la mort » ne manquent pas. Ils se fondent à vue d'œil. Le coloradisme « éternel », comme il se qualifie lui-même, a garanti la vie du pays. Mais pour être bon, dans cette localité de l'État, il faut être colorado. Ce épilator

**S**

Alman et ■■■ Panama «obarrés de marchandises». Le trafic est contrôlé par le maître, lui-même cotifié par un général.

Aujourd'hui, Presidente Saca-  
ceros s'appareille à descendre la coga-  
ta du hydro-electricité des canaux.  
■ ■ ■ En face du colé bristellé  
Foz-de-Iguazu revendiqué sans  
■■ ■ gloire. Séparés par le  
Paraguay pour l'heure, les pays  
12,5 millions de kilowatts-heure  
dans dix ans, «le plus grand  
barrage».

■ ■ ■ La plus grande catastro-  
phe ? Pas qu'il s'examine pas  
un observateur étranger qui ■ eu  
accès à quelques dossiers. Il  
peut le premier, il se sent, à tri-  
quer du plumeau de l'ovra-  
ge. «C'est comme si on faisait  
un immeuble de mille étages»,  
dit-il. Si la parerie venait à céder,  
il basculerait une partie d'un car-  
reau de la République de l'Argentine  
et noierait des millions d'habi-  
tants... ■ ■ ■ Il aurait été plus facile  
de construire trois ou quatre bar-  
rages dans les montagnes où la  
folie des orondiers. Le temps était  
au départ de 2 milliards de  
dollars, il est déjà de 6 et nous

Habitué, vu sa taille, à regarder à ras de terre, le Paraguay officiel — du moins le Paraguay officiel — nous paraît un pays qui se situe dans les superlatifs il va devenir le plus grand exportateur d'énergie électrique. Associé à *sa splendeur* avec le Brésil, il a déjà produit Comme il ne sera pas en condition de l'utiliser, il l'écoulera à l'étranger. *Il nous a dit* qu'il nous a dit qu'il nous a dit par un accord par un accord par un accord. M. M. Debernand, directeur adjoint d'Enaip, pour une exportation qui ne fera sortir aucune marchandise.

Cent millions de dollars, c'est plus de la moitié des exportations de l'an dernier. Ce gain justifie les 600 kilomètres carrés perdus par le herbage (ce paraît être le mot) des terres des terres jusqu'à 200 kilomètres *au nord*. Pourtant, l'opposition libérale est à la *tristesse*. « Le Brésil serait déçu par l'exportation qui n'est pas internationale. »

la rue : « Pour vous  
votre parié, je peux être appelé  
à tout instant par la police »  
s'attendant de transporter des  
sacs de malfa, il dit les travaux et  
les jours du fascisme ordinaire.  
Impossible, affirme-t-il, d'être  
fonctionnaire sans appartenir à  
une partie officielle, le Colorado, le  
n'est pas forcément le plus  
d'argent, c'est avoir quelques  
privilèges, des exemptions de  
taxes, le droit de porter  
une arme, le cablo, le chef de  
la prospérité. Il  
le monopole du ravitaillement  
grande : des crédits faciles auprès  
des banques d'état, lui permettent

... de spéculation sur les  
... de l'Agence, le unique prési-  
... plusieurs entreprises  
... publiques.

## Une façade démocratique

... les rois... à moi...  
... votre à l'université ;  
... entraves pour organiser une réunion  
... ou même une fête ; les m...  
... « officielle » ; les procès peren-  
... d'avance ; l'apartheid ;  
... l'emploi ; et est le tout des oppo-  
... sitions officielles

... une autre façade  
... régime. Le général Strossner  
... est, depuis 1963, une  
... façade démocratique. Il « per-  
... met » à l'opposition  
... l'un des  
... présidents sud-américains  
... au suffrage universel. Les  
... Américains ne se cachent pas de  
... avoir, sous sa coupe, « qu'un  
... » après une longue période  
... : « Il

... une opposition « impuissante »  
... disent-ils, que pas d'opposition du  
... la part des « démocrates ».  
... général des majorités mas-  
... On, plutôt, il les conquiert  
... fraudes lors des élections sur  
... les « démocrates », pression à  
... jour du scrutin.

... Les libéraux se « contentent »  
... Persécutés ? Pas vraiment. Les  
... persécutions sont réservées aux  
... paysans. Ils sont « déracinés »  
... leur terre, et ils meurent.

... Pour, ils n'ont  
... pas même de protester. Ils se laissent  
... par la silence de la mort.

« Ces quatre-vingt-cinq millions, j'aligne à tous les organismes de campagne, l'abonnement des ligues agricoles, puis des communes chrétiennes de base : Pour encourager agriculteurs à produire en coopération, dit un prélat. Pour les éveiller au monde, à la patrie du Christ. Dans ce village, homme aileux. Réveil t'a pas duré longtemps. Un t'ra pas les militaires ont débarras, ont frappés les paysans, les les ont attachés avec une corde et emmenés dans les camions. En mai, ils ont détruit le magasin de la coopérative, emporté la mar-

Comme à Brésil, l'Agence de l'investissement, le Paragvay, a vu, pour sa part, un quota-patente à son partenaire ce qui lui rend revendeurs de l'énergie produite, à un prix très inférieur à ce qui paraît dérisoire, dit M. Luis Maria Vega, sénateur de l'opposition, il nous faudrait donc passer à l'exportation pour rembourser. Théoriquement, les Paragvayens pourraient utiliser ce principe de l'énergie à va même de leur intérêt. Ils devraient, par exemple, utiliser dans les usines hydroélectriques la fréquence brésilienne — différente de celle du Paragvay. « Ce n'est pas cher », dit le Vega, « on pourrait construire un transformateur géant. Nous en discuterons davantage ».

**La guerre des megawatts**

Sceptiques quant au montant des garanties qu'ils recevront, les Paragvayens constatent qu'ils n'ont pas tiré tout le parti qu'ils pouvaient du fait que le Paragvay est pour moitié la propriété d'un Brésilien et que ce dernier n'a été ramené à ce principe de situa-

[illegible]

chondies. Un paysan est mort  
dans un commissariat d'Assen-  
sation. Le secrétaire de ligue est  
devenue jolies cours de st  
présentations.

Un millier d'arrestations de  
novembre 1973 à mai 1978 : des  
cellules pleines au point que les  
détenus devaient dormir  
sur plusieurs séparations pendant  
la nuit. Les étrangers, pendant  
l'interrogatoire, le secrétaire  
du P.C. Miguel Angel Soler,  
arrêté et depuis lors introuvable ;  
des jésuites étrangers expulsés,  
guarini, le père ... dial ;  
quatre prêtres paraguayens sous  
le mois : pendant quelques  
jours, a surpassé le Chili pour

[illegible]

(1) RSR, guérillas, actuellement  
potentivés par l'armée argentine.  
(2) Il s'agit de la communauté  
chrétienne de Jaky, réprimée par  
le régime de Bordaberry.

(3) Autre parti, l'UPL, sup-  
primé. Il vient d'adhérer à l'Internati-  
onale.

Journaux d'Assomoir... pleins  
de... hydro... gao-ché-  
brigues.  
Le Brésil ne se contente plus  
de l'Ugety et le Paraguay par les  
détails on... l'in-  
vestissement physiquement. Cent vingt  
mille Brésiliens colonisent nos  
provinces orientales sous la présidence du parti  
libéral. Local...  
Pendant ce temps-là, les Paraguyens  
dans leur territoire cherchent de traverser  
l'Argentine. Il y a etc cent mille  
Paraguayens à...  
C'est vrai. De...  
le Brésil a Salpo-de-Gouira...  
la forêt est taillée en...  
des hommes... États voi-  
sins du Paraná ou de Santa-  
Catarina qui imposent l'usage de  
leur langue, de leur monnaie, de  
leurs habitudes, et...  
semble avec eux des intérêts de  
commerce. Mais les M.D.S. ont des  
partis autorisés de l'autre côté de  
la frontière.  
« Une nouvelle guerre de Pen-  
sionnisme brésilien », disent-ils,  
pour empêcher le Brésil de s'écarter  
une « loi de défense des frontières », comme chez leurs voisins.

pour empêcher l'altération des  
sels, on les conserve dans des  
sacs d'une civilisation à l'autre, a  
« qui » par-  
tance au rang de sous-culture  
d'origine, et dans les débris.  
Alimentation, dépendance,  
culture : voilà bien, pour finir,  
des mots dont on se servira, en  
fonction de l'usage, pour parler  
d'autre dimension.  
enfouie, avec simplement quel-  
ques échos, les querelles  
de Bédier de la culture, sur  
la malveillance - ou non - du  
étranger. ■ ■ ■ Les banques  
américaines et brésiliennes domi-  
nent le commerce extérieur du  
Laino. Deux entreprises, une bri-  
tannique, l'industrie des pri-  
vatisées. Le raffinage du pétrole est  
monopolisé par des sociétés d'im-  
plantations de café dans celles  
du Brésil et des Américains.  
En 1976, le gouvernement a ac-  
cordé une compensation. Des  
la région à l'exportation, les  
dans toute la région  
du pays. ■

Le 6 février, une pièce était  
abachée sous une nouvelle  
de la général Strosser seront  
sidents à l'Assemblée. Les  
présidents « remplacés » pour cinq  
années. En fait, la question ne sera  
pas de dire si les députés  
devront choisir les députés d'une  
Convention nationale qui se pro-  
posera de réviser la Constitution.  
C'est la charte fondamentale,  
qui ne permettra la réélection du  
général.  
Scrutpus excessifs? Le gé-  
néral Strosser a-t-il sa coquet-  
terie à l'égard des formes,  
ou n'est-ce que la loi qui s'écrit

montré le « terminer »  
de celui qu'il a « fait  
qui dirigeait  
deux fois consécutives.  
La Constitution n'autorisait pas un  
mandat. Il en avait fait  
adopter une autre, afin de permettre  
de faire passer la loi. Les  
de l'illégalité, l'opposition avait  
acquiescé à l'illégalité.  
passé qui lui avait, à l'époque,  
le chemin du Congrès, et à l'époque  
de son régime quinquennal  
supplémentaires.  
En 1978, le général aura, à nou-  
veau, épousé son stock de  
constitutionnel (il avait  
controlé un système quinquennal).  
S'il en entend, c'est le parti colo-  
ral, appuyé par le parti  
qui lui avait demandé de faire don, une fois  
de plus, de sa personne. Pourquoi  
cette obstination ?

« Pour des raisons sociologi-  
ques », dit le colonel Aizawa.  
« Je n'ai pas de candidat, ce  
n'est pas le moment de déclencher des luttes de  
fraternité, et finalement penser la  
protection du pays. Mais cette  
loi n'apporterait pas leur caution :  
ils ne présenteront pas de candi-  
dats à l'élection du 6 février. »

« Une organisation vertébrale  
dans le monde, une loi à l'étran-  
ger, une loi à l'étranger »

« Je ne suis pas un constituant de  
mon pays, l'armée et la police  
sont les gardes du corps. La loi est  
la loi, c'est la loi du pouvoir.  
Chaque fonctionnaire, chaque  
fonctionnaire, a besoin de la  
loi, c'est la loi, c'est la loi »

moucharner Un système paraît,  
 et chaque consigne venue du  
 sommet est répercutée partout  
 dans le pays. » Tel est, selon un  
 parlementaire de l'opposition,  
 le secret de la réussite du régime.  
 « On apparaît bien rodé et des  
 connaissances solides — même si beau-  
 coup sont des opportunistes... — le  
 général Stroessner ne serait-il  
 pas l'incarnation sud-américaine  
 de « Big Brother », l'inquisiteur  
 absolu ? » ■ 1984 ■ ■ George  
 Orwell ?

(Mercredi 7 février.)

M. **Aguiar** : Les entreprises à capital étranger sont propriétaires de 20 % du territoire national, les mines possèdent plus de 20 % du bétail bovin. Les entreprises contrôlées par le capital étranger représentent plus de 80 % des exportations.

Intégration à l'économie nationale ? Ou absorption pure et simple ? Les uns qui n'a pas de grand ? Les Paraguayens ne se résignent pas à ce qu'un de leurs parents, le frère, le cousin d'une même nation, le fils d'un même nom, les méritent. C'est la défaite de 1870, sanctionnée par l'occupation brésilienne, qui a provoqué la dilapidation d'une partie du territoire national par le capitalisme étranger. Aujourd'hui, pour sortir du sous-développement, le Paraguay reproduit en miniature quelques modèles à tout prix : la croissance soutenue par le gonflement du dette extérieure, les emprunts à court et demi d'exportation, le déficit croissant de la balance des paiements, un début de concentration des revenus.

En attendant l'aide de ses voisins : lancé, imité de la

conquête de ses terres vierges,  
se qui le dispense d'une réforme  
politique puis de modifier une énor-  
gale qui peut valoir, un jour, à  
l'industrialiser, spéculant sur sa  
situation de « méditerranéenne »,  
de l'Amérique latine, au centre  
pour de l'Amérique. Paraguay  
de Stroessner est-il en passe d'en-  
trer dans le siècle ? Va-t-il cesser

Ce changement paraît indis-  
cutable, mais rien ne dit qu'il sera  
réussi. Le Paraguay « a faigbu  
« être petit ». » « Même si nous  
« sommes petits, nous devons être  
noministe, même si nous étions tou-  
« jours braves, même si nous étions  
« toujours ingénieurs. » Paraguay  
« doit continuer à dépendre inté-  
« rieurement des pays riches et il faut  
« internationaliser ce change pas, pour  
le Paraguay, en tant que tel, il  
« n'y a pas de solution. Autant  
« accepter la situation pour ce qu'elle  
« est et nous préférons donner priorité  
« brésilienne ou argentine. »

FIN

(Jeudi 3 février.)

**Les Européens sont  
dans une inséc**

[illegible]

1944  
 1945  
 1946  
 1947  
 1948  
 1949  
 1950  
 1951  
 1952  
 1953  
 1954  
 1955  
 1956  
 1957  
 1958  
 1959  
 1960  
 1961  
 1962  
 1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030  
 2031  
 2032  
 2033  
 2034  
 2035  
 2036  
 2037  
 2038  
 2039  
 2040  
 2041  
 2042  
 2043  
 2044  
 2045  
 2046  
 2047  
 2048  
 2049  
 2050  
 2051  
 2052  
 2053  
 2054  
 2055  
 2056  
 2057  
 2058  
 2059  
 2060  
 2061  
 2062  
 2063  
 2064  
 2065  
 2066  
 2067  
 2068  
 2069  
 2070  
 2071  
 2072  
 2073  
 2074  
 2075  
 2076  
 2077  
 2078  
 2079  
 2080  
 2081  
 2082  
 2083  
 2084  
 2085  
 2086  
 2087  
 2088  
 2089  
 2090  
 2091  
 2092  
 2093  
 2094  
 2095  
 2096  
 2097  
 2098  
 2099  
 2100  
 2101  
 2102  
 2103  
 2104  
 2105  
 2106  
 2107  
 2108  
 2109  
 2110  
 2111  
 2112  
 2113  
 2114  
 2115  
 2116  
 2117  
 2118  
 2119  
 2120  
 2121  
 2122  
 2123  
 2124  
 2125  
 2126  
 2127  
 2128  
 2129  
 2130  
 2131  
 2132  
 2133  
 2134  
 2135  
 2136  
 2137  
 2138  
 2139  
 2140  
 2141  
 2142  
 2143  
 2144  
 2145  
 2146  
 2147  
 2148  
 2149  
 2150  
 2151  
 2152  
 2153  
 2154  
 2155  
 2156  
 2157  
 2158  
 2159  
 2160  
 2161  
 2162  
 2163  
 2164  
 2165  
 2166  
 2167  
 2168  
 2169  
 2170  
 2171  
 2172  
 2173  
 2174  
 2175  
 2176  
 2177  
 2178  
 2179  
 2180  
 2181  
 2182  
 2183  
 2184  
 2185  
 2186  
 2187  
 2188  
 2189  
 2190  
 2191  
 2192  
 2193  
 2194  
 2195  
 2196  
 2197  
 2198  
 2199  
 2200  
 2201  
 2202  
 2203  
 2204  
 2205  
 2206  
 2207  
 2208  
 2209  
 2210  
 2211  
 2212  
 2213  
 2214  
 2215  
 2216  
 2217  
 2218  
 2219  
 2220  
 2221  
 2222  
 2223  
 2224  
 2225  
 2226  
 2227  
 2228  
 2229  
 2230  
 2231  
 2232  
 2233  
 2234  
 2235  
 2236  
 2237  
 2238  
 2239  
 2240  
 2241  
 2242  
 2243  
 2244  
 2245  
 2246  
 2247  
 2248  
 2249  
 2250  
 2251  
 2252  
 2253  
 2254  
 2255  
 2256  
 2257  
 2258  
 2259  
 2260  
 2261  
 2262  
 2263  
 2264  
 2265  
 2266  
 2267  
 2268  
 2269  
 2270  
 2271  
 2272  
 2273  
 2274  
 2275  
 2276  
 2277  
 2278  
 2279  
 2280  
 2281  
 2282  
 2283  
 2284  
 2285  
 2286  
 2287  
 2288  
 2289  
 2290  
 2291  
 2292  
 2293  
 2294  
 2295  
 2296  
 2297  
 2298  
 2299  
 2300  
 2301  
 2302  
 2303  
 2304  
 2305  
 2306  
 2307  
 2308  
 2309  
 2310  
 2311  
 2312  
 2313  
 2314  
 2315  
 2316  
 2317  
 2318  
 2319  
 2320  
 2321  
 2322  
 2323  
 2324  
 2325  
 2326  
 2327  
 2328  
 2329  
 2330  
 2331  
 2332  
 2333  
 2334  
 2335  
 2336  
 2337  
 2338  
 2339  
 2340  
 2341  
 2342  
 2343  
 2344  
 2345  
 2346  
 2347  
 2348  
 2349  
 2350  
 2351  
 2352  
 2353  
 2354  
 2355  
 2356  
 2357  
 2358  
 2359  
 2360  
 2361  
 2362  
 2363  
 2364  
 2365  
 2366  
 2367  
 2368  
 2369  
 2370  
 2371  
 2372  
 2373  
 2374  
 2375  
 2376  
 2377  
 2378  
 2379  
 2380  
 2381  
 2382  
 2383  
 2384  
 2385  
 2386  
 2387  
 2388  
 2389  
 2390  
 2391  
 2392  
 2393  
 2394  
 2395  
 2396  
 2397  
 2398

# Répro

## L'archevêque de comp

La répression de l'oppression est le meilleur moyen de lutter contre la violence et la corruption.

L'archevêque de Bordeaux, Mgr. Jean-Marie Villot, a été élu à la présidence de la Conférence des évêques de France.

Il a été élu à la présidence de la Conférence des évêques de France, le 15 octobre 1984, à l'issue d'une séance plénière tenue à Paris.

Mgr. Villot, 62 ans, est évêque de Bordeaux depuis 1978. Il a été élu à la présidence de la Conférence des évêques de France, le 15 octobre 1984, à l'issue d'une séance plénière tenue à Paris.

[illegible][illegible]

le 28 février 1977

**Page 4**

**Sélection hebdomadaire du journal « Le Monde »**

du 17 au 13 février 1972

23 février 1977



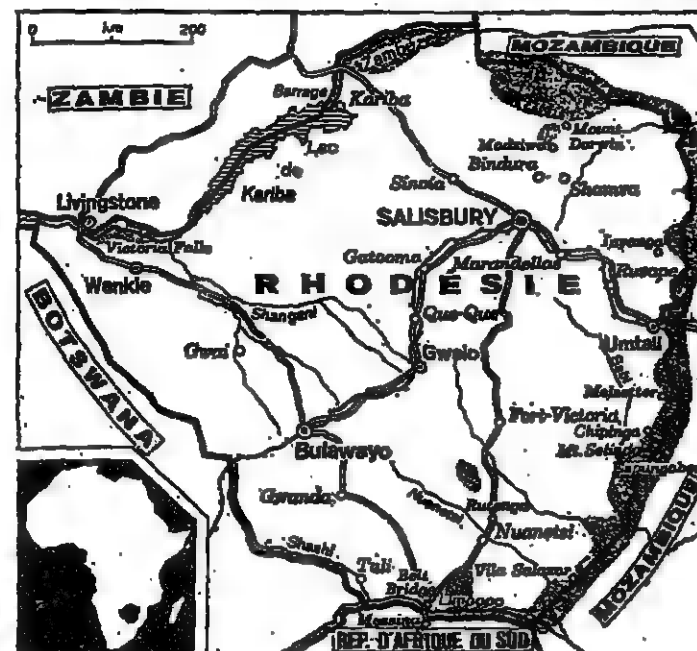
notre envoyé spécial CHARLES VANHOE

Le 17 février 1977, un communiqué de l'armée de Salisbury annonce la mort de deux soldats rhodésiens. Les deux soldats, un blanc et un noir, ont été tués par des combattants du Frelimo. Le communiqué ne précise pas où les soldats ont été tués, mais il est probable qu'il s'agit d'une opération de la guerre civile au Mozambique. Le Frelimo, le Front de libération du Mozambique, est une organisation armée qui lutte pour l'indépendance du Mozambique. Elle a déclaré la guerre à l'apartheid en 1964. Depuis lors, elle a mené une lutte armée contre le régime blanc rhodésien. Le communiqué de l'armée de Salisbury est une tentative de montrer que les forces gouvernementales sont capables de vaincre les combattants du Frelimo. Cependant, les rapports de terrain indiquent que le Frelimo continue de gagner du terrain. Les soldats rhodésiens ont été tués dans une zone frontalière entre le Zimbabwe et le Mozambique. Cette zone est une zone de conflit depuis des années. Les combattants du Frelimo ont souvent attaqué les positions gouvernementales dans cette zone. Le communiqué de l'armée de Salisbury est donc une tentative de montrer que les forces gouvernementales sont capables de vaincre les combattants du Frelimo. Cependant, les rapports de terrain indiquent que le Frelimo continue de gagner du terrain.

## Les Européens sont condamnés à vivre dans une insécurité croissante

De notre envoyé spécial

Salisbury. — Jugés coupables d'avoir tenté de rejoindre les camps d'entraînement de la guérilla au Mozambique, les Européens sont condamnés à vivre dans une insécurité croissante. Les forces gouvernementales ont arrêté plusieurs Européens soupçonnés de sympathie pour le Frelimo. Les Européens sont souvent accusés de fournir des armes et des munitions aux combattants du Frelimo. Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les Européens sont donc condamnés à vivre dans une insécurité croissante.



de façon appropriée, mais il est évident que les Européens sont condamnés à vivre dans une insécurité croissante. Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les Européens sont donc condamnés à vivre dans une insécurité croissante.

## Les dirigeants craignent qu'un conflit avec l'Éthiopie ne mette en danger l'unité du pays

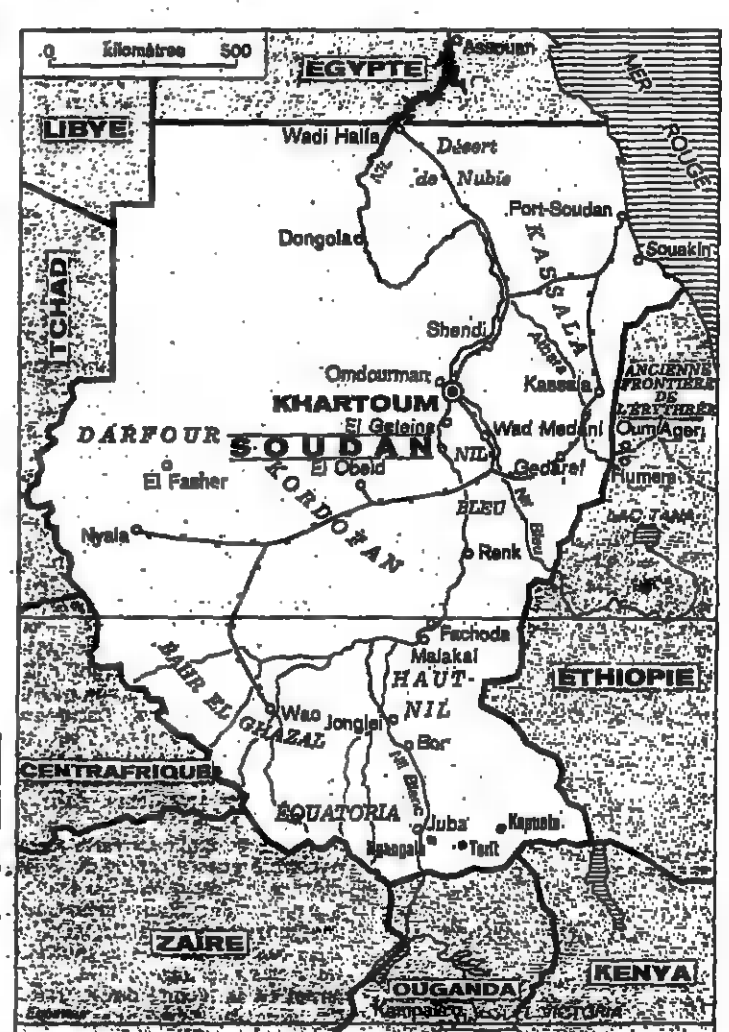
De notre envoyé spécial

Khartoum. — Les dirigeants soudanais craignent qu'un conflit avec l'Éthiopie ne mette en danger l'unité du pays. Les dirigeants soudanais ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Éthiopie. Ils craignent que les tensions entre les deux pays ne dégénèrent en un conflit armé. Les dirigeants soudanais ont donc pris des mesures pour renforcer la coopération avec l'Éthiopie. Les dirigeants soudanais sont donc conscients de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

Les dirigeants soudanais ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Éthiopie. Ils craignent que les tensions entre les deux pays ne dégénèrent en un conflit armé. Les dirigeants soudanais ont donc pris des mesures pour renforcer la coopération avec l'Éthiopie. Les dirigeants soudanais sont donc conscients de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

Les dirigeants soudanais ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Éthiopie. Ils craignent que les tensions entre les deux pays ne dégénèrent en un conflit armé. Les dirigeants soudanais ont donc pris des mesures pour renforcer la coopération avec l'Éthiopie. Les dirigeants soudanais sont donc conscients de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

Les dirigeants soudanais ont exprimé leur inquiétude face à la situation en Éthiopie. Ils craignent que les tensions entre les deux pays ne dégénèrent en un conflit armé. Les dirigeants soudanais ont donc pris des mesures pour renforcer la coopération avec l'Éthiopie. Les dirigeants soudanais sont donc conscients de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.



## Répression sanglante en Ouganda

L'archevêque anglican et deux ministres accusés de complot meurent dans un « accident de voiture »

La répression sanglante en Ouganda a continué. L'archevêque anglican et deux ministres ont été accusés de complot et ont été tués dans un « accident de voiture ». Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les forces gouvernementales sont donc conscientes de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

La répression sanglante en Ouganda a continué. L'archevêque anglican et deux ministres ont été accusés de complot et ont été tués dans un « accident de voiture ». Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les forces gouvernementales sont donc conscientes de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

## Cent cinquante mille réfugiés chassés par la guerre d'Érythrée

De notre envoyé spécial

Gedaref. — Cent cinquante mille réfugiés ont été chassés par la guerre d'Érythrée. Les réfugiés ont fui les zones de conflit vers les zones frontalières. Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les forces gouvernementales sont donc conscientes de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.

Gedaref. — Cent cinquante mille réfugiés ont été chassés par la guerre d'Érythrée. Les réfugiés ont fui les zones de conflit vers les zones frontalières. Les forces gouvernementales ont donc pris des mesures pour renforcer la sécurité dans les zones frontalières. Les forces gouvernementales sont donc conscientes de l'importance de maintenir la paix et l'unité du pays.



**R. D. A.**

## Berlin-Est désire poursuivre la normalisation de ses relations avec Bonn

du 17 au 23 février 1977







## Les écologistes dans la mêlée

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26



# SOCIÉTÉ

« LA VOLONTÉ DE SAVOIR », DE MICHEL FOUCAULT

## LE POUVOIR ET LE SEXE

L'air du temps met du « pouvoir » à tous les carrefours. Ces derniers mois, nombre d'intellectuels multiplient sur ce thème des textes et conférences, allusions vagues ou explicites. Une mode ? Peut-être, mais pas un hasard. Car depuis plusieurs années s'élabora effectivement une approche nouvelle du pouvoir, un nouveau mode d'analyse de ses mécanismes. On les doit à Michel Foucault, titulaire de la chaire d'histoire des systèmes de pensée au Collège de France.

On ne saurait être toujours pas en quête du pouvoir (...), cette chasse à l'énigmatique, à la fois visible et invisible, présente et cachée, investie partout... dit-il en 1972 dans un entretien avec Gilles Deleuze publié par l'Arp (n° 49). Depuis, *Surveiller et Punir* (Gallimard, 1974), le numéro spécial que *Critique* lui a consacré, et enfin *La Volonté de savoir*, premier tome d'une série de six consacrés à l'histoire de la sexualité — sans compter, il y a quelques jours, les réponses publiées par la revue les *Révoltes logiques* (n° 4) — ont permis (entre autres) de mesurer l'importance du profond changement de perspective opéré par Foucault.

Quand il parle du pouvoir, il n'entend plus par là l'ensemble des institutions, des appareils ou des lois auxquels sont soumis les citoyens dans un Etat donné. A cette conception classique et « monarchique » d'un pouvoir centralisé, localisable, émanant d'un foyer unique constitué par l'ensemble des dirigeants qui le détiennent, il oppose les manifestations multiples du pouvoir moderne, fragmenté, étendu à tout le corps social, à la fois subi et exercé d'ailleurs par tous. A travers des stratégies complexes dont les lignes de force demeurent mobiles.

Cela signifie d'abord que « ni la caste qui gouverne, ni les groupes qui contrôlent les appareils de l'Etat, ni ceux qui prennent les décisions économiques les plus importantes ne gèrent l'ensemble du réseau de pouvoir qui fonctionne dans une société (et la fait fonctionner) ». Cela implique aussi que ce réseau, partout présent, soit partout à l'œuvre dans le savoir, l'enseignement, l'éducation, la santé, les gestes du corps, les désirs et les discours s'exercent des enjeux de pouvoir — non pas comme les conséquences ultimes ou périphériques d'une décision « d'en haut », mais bien comme le surgissement incessant d'actes minuscules et convergents qui façonnent la physiologie d'une époque. Cela exige surtout d'abandonner l'idée que l'intellectuel, le châtiment, la pensée seraient les attributs uniques ou primordiaux du pouvoir. Il crée, au contraire, stimule, organise, incite, bref fait œuvre positive. Et ce, depuis près de trois siècles.

Ces propositions résultent, en effet, des enquêtes historiques précédemment menées par Michel Foucault sur la folie, sur la médecine, sur les sciences humaines, sur les systèmes pénitentiaires depuis l'âge classique, et guident son travail actuel sur la sexualité. Celle-ci a, tout en effet, un rôle essentiel dans la constitution du pouvoir moderne.

Comment ? Foucault montre que

### Une « archéologie de la psychanalyse »

Dans le détail, ce versant du livre n'est pas le plus convaincant. S'il dénonce, ce n'est pas simplement l'absence d'idées bien reçues. Tout en prolongeant les œuvres antérieures, *La Volonté de savoir*, par plusieurs traits, ne leur ressemble pas : Foucault y parle d'un ton plus personnel, plus provocant aussi, où se mêlent étrangement la rigueur et la fragilité, les formules-chocs et les répétitions, la finesse d'analyse et l'habileté aux paradoxes.

Celle-ci laisse parfois le lecteur étonné : pourquoi, par exemple, l'incitation à l'aveu ne serait-elle pas répressive ? Et pourquoi, en parlant du sexe, oublier si vite qu'il y en a deux ?

Sans doute faut-il attendre les prochains volumes pour que se lèvent certaines ambiguïtés, produites (ou accentuées ?) par le caractère général de cette argumentation, coupée ici des documents qui viendraient la soutenir. En tout cas, dans le colimateur de Michel Foucault, outre les discours de la « libération sexuelle », il y a, cette fois, la psychanalyse. L'héritage de cette invention récente qu'est la « sexualité » pourrait aussi se lire comme une « archéologie de la psychanalyse ». Schématiquement, le principal grief que Foucault lui adresse est d'être restée attachée au modèle classique de la conception du pouvoir, centré seulement sur l'énoncé de la loi et le fonctionnement de l'intellect. Là encore, il faut attendre la suite.

Mais dans le livre documentaire, on peut lire dans cette optique le livre qu'un psychanalyste original, juriste et professeur de droit, Pierre

Legendre, vient de consacrer à des problèmes voisins intitulé *Jouir du pouvoir*, ce volume pose lui aussi la question : « Comment le pouvoir s'y prend-il pour nous faire ? » On pourrait donc penser qu'il partage la problématique de Foucault. A le lire, on retrouve pourtant aussitôt ce que celui-ci dénonce : la référence à une « structure centralisée », à la loi comme organisatrice du désir, au sexe et au fantasme comme principes derniers d'explication.

Cela dit, cette recherche peu courante ne manque pas d'intérêt elle acquiesce une lecture psychanalytique du fonctionnement des institutions contemporaines. Nos administrations, nos grands appareils bureaucratiques, en apparence désemparés de rationalité, Pierre Legendre les montre traversées de symboles et de fantasmes. Le pouvoir moderne serait sans mythe ? Dans l'ombre, il est grotesque, répond l'analyste. Seules des croyances en un idéal irrel se soutiennent.

Aussi faut-il traiter la politique comme une religion et entendre le bureaucratisme moderne de la même oreille qu'un « délire sacré ». De l'autre côté du décor, les institutions sont folles, et « se saisissent des humains par un jeu d'ensorcellement et de bouffonnerie ». Les longs développements de Pierre Legendre, en débouchant notamment une théorie sociale du fantasme, élargissent le champ habituel de la psychanalyse, et trouvent celui de la science politique. Il est donc d'autant plus dommage que son style, mimant sans bonheur celui de Jacques Lacan, le rende bien peu lisible aux citoyens français.

Ces livres, que tout oppose, affirment tous deux que le pouvoir nous fabrique et nous tient de part en part. Ils ne sont pas les seuls, et bien d'autres vont le répéter. A tel point que, en parodiant ce que Foucault dit du sexe, on pourrait se demander si l'on ne s'étonnerait pas, un jour, que nos contemporains aient cru avec tant d'acharnement que le secret de leur vérité résidait dans le pouvoir.

ROGER-POL DROIT.

(Mercredi 14 février.)

\* *La Volonté de savoir*, de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 222 pages, 24 F. \* *Surveiller et Punir*, de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 129 pages, 15 F. \* *La Volonté de savoir*, de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 222 pages, 24 F. \* *La Volonté de savoir*, de Michel Foucault, Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 222 pages, 24 F.

# SCIENCES

Après l'accord de Genève sur l'utilisation des satellites de diffusion directe

## Les pays européens pourront disposer en 1979 de cinq chaînes de télévision supplémentaires

Genève. — La conférence administrative mondiale de radiodiffusion par satellites, qui réunissait depuis le 10 janvier à Genève, sous l'égide de l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.), plus de six cents délégués représentant cent onze pays, a pris fin le dimanche 13 février (au lieu du vendredi 11, comme il avait été prévu). Cette importante réunion avait pour tâche de réglementer l'utilisation des bandes de fréquence des 12 gigahertz (GHz) pour les satellites de diffusion directe et la mise en place de ces derniers en orbite géostationnaire (1) située à 36 000 kilomètres au-dessus de l'équateur (« la Zone » du 29 décembre 1978).

un protocole final, neuf résolutions et huit recommandations. Les articles portent sur les définitions, les procédures de mise en application du « plan pour le service de radiodiffusion par satellites » pour les régions 1 et 2, les procédures de coordination entre zones et services, le plan proprement dit, les dispositions régissant le service de radiodiffusion par satellites dans la région 3 en attendant l'établissement d'un plan détaillé, la date d'entrée en vigueur des actes finaux (1<sup>er</sup> janvier 1979, à 0 heure G.M.T.) et la durée de validité du plan (quinze ans au moins à partir de cette date).

### De notre correspondante

L'islam, de Dakar à Djakarta, et a manifesté quelque difficulté à renoncer à cette revendication. En revanche, la France a réduit ses exigences en dépit des espoirs qu'elle avait investis dans la radiodiffusion par satellites pour le rayonnement de la francophonie. Il reste que la Suisse, la Belgique, la Catalogne et le nord de l'Italie, notamment le Val d'Aoste, pourront capter les émissions françaises.

### Soixante-quatre canaux

Le partage du ciel, « ressource inaliénable de l'humanité », comme l'ont déclaré de nombreux délégués, n'est guère aisé : les Antilles françaises, qui espèrent bénéficier de quatre programmes supplémentaires, sont restées sur leur faim. Il y eut également quelques litiges, comme celui qui sépare les pays maghrébins du sujet du Sahara, celui qui sépare l'Inde et le Pakistan à propos du Cachemire, celui qui oppose les deux Corées. Il y eut aussi l'impressionnement des Soviétiques à l'égard d'une planification totale et leur crainte évidente que grâce aux satellites étrangers, leurs populations ne bénéficient d'avantage d'émissions de source occidentale. Alors que le problème est de nature essentiellement politique, les arguments techniques se voient d'ordre technique, sans convaincre pour autant la majorité des participants. Il y eut enfin le ballet des investisseurs, avides de profiter des possibilités qu'ouvre pour eux le développement gigantesque des services de radiodiffusion par satellites.

Cinq semaines de séances à huis clos et pas moins de huit commissions ont permis à la conférence d'adopter in extremis des actes finaux comportant cent pages, divisées en deux parties, dont la première est constituée par seize articles, onze annexes, et une recommandation.

Presque tous les pays ont commencé par se montrer pressés et exigeants. C'est ainsi que l'Arabie Saoudite a demandé la mise sur orbite d'un satellite spécial qui desservirait tous les pays de

Le plan, à lui seul, se présente sous la forme d'un tableau de quarante-deux pages calculé par ordinateur et indiquant les assignations de fréquence et de position orbitale pour les régions considérées, soit quarante canaux pour la région 1 et vingt-quatre pour la région 2 ; dans cette dernière, la bande de fréquence attribuée à la radiodiffusion par satellites est en effet plus étroite (11,7 à 12,5 GHz) que pour la région 1 (11,7 à 12,8 GHz).

La deuxième partie ne comporte que quelques pages portant le remaniement du règlement des radiocommunications, base de travail de l'Union internationale des télécommunications, conférence administrative mondiale de radiodiffusion, qui se réunira, pendant dix semaines à partir du 24 septembre 1979.

ISABELLE VICHNIAC.

(Mardi 15 février.)

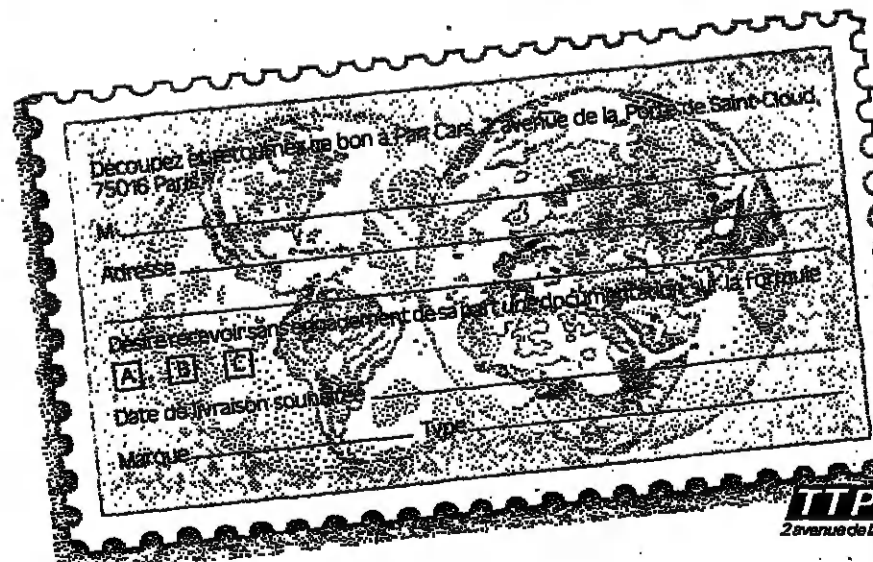
(1) L'orbite géostationnaire est celle pour laquelle la période de révolution d'un satellite est égale à la période de rotation de la Terre, c'est-à-dire vingt-quatre heures. Sur cette orbite, et celle-là seulement, le satellite pourra être fixe par rapport au sol.

(2) Ces régions, comme la région 3 (Amérique), sont celles que définit le règlement des radiocommunications adopté par l'UIT, agence spécialisée des Nations unies.

## Tous les Français du monde nous écrivent.

De Suisse, des Etats-Unis, du Niger, du bout du monde, des Français nous écrivent. Ils savent que chez Pan Cars on ne les oublie pas et qu'ils seront toujours accueillis à bras ouverts quand ils viendront en France pour leurs affaires ou leurs vacances. Ils savent qu'avec Pan Cars ils pourront rouler en TT en toute tranquillité d'esprit. Depuis 10 ans Pan Cars est spécialiste de la vente de voitures toutes marques en TT (détaxées de 33 %). Mais si tant de Français nous écrivent c'est

aussi parce qu'ils savent que chez Pan Cars ils trouveront toujours la formule d'achat la mieux adaptée à leur budget et à leurs besoins. Plan A. Vente ferme en vue d'exportation. Plan B. Vente avec contrat de reprise suivant un barème de dépréciation officiel si vous ne désirez pas exporter votre voiture en fin de séjour. Plan C. Vente financée (leasing) voiture neuve, kilométrage illimité, à un prix forfaitaire sans surprise, comprenant l'assurance tous risques, la livraison et l'immatriculation.



## TARIF DES ABONNEMENTS PAR AVION

(Les prix ci-dessous sont nets et ne peuvent en aucun cas être majorés.)

|   | 6 mois | 1 an |
|---|--------|------|
| Europe, Turquie d'Asie, Chypre, Açores, Canaries, Madère, Algérie, Maroc, Tunisie   | 59     | 108  |
| D.O.M., Cameroun, Centrafrique Congo, Côte d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo, Haute-Volta, Territoire français des Afars et des Issas              | 58     | 105  |
| T.O.M. (sauf T.F.A.I.), République malgache, Poste navale, Etat comorien  | 73     | 136  |
| Libye, Egypte, Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Syrie  | 66     | 122  |
| Birmanie, Brunel, Chine, Corée, Hongkong, Indonésie, Japon, Malaisie, Maldives, Philippines, Singapour, Thaïlande, Vietnam, Australie, Nouvelle-Guinée, Fidji, Nouvelle-Zélande, Laos, Cambodge | 93     | 175  |
| Canada, Amérique du Nord, Amérique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie   | 82     | 153  |

Nous recommandons à nos abonnés résidant à l'étranger d'utiliser des chèques bancaires libellés à notre ordre et adressés directement au journal « Le Monde ».

Nous leur serions reconnaissants, pour les renouvellements, de joindre à leur paiement la carte d'avis d'échéance.











du 17 au 23 février 1977